

Principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation en 2016, 2017 et 2018

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 29 mai 2019, par rapport à la publication de l'année précédente (30 mai 2018), ainsi qu'à la dernière publication des comptes trimestriels (première estimation du 1^{er} trimestre 2019, parue le 30 avril 2019). Cette note se concentre sur les révisions intervenues sur les taux de croissance des agrégats, qui sont liées à la prise en compte de sources statistiques non disponibles auparavant.

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de quatre estimations successives. En premier lieu, une toute première estimation d'une partie des comptes de l'année n est fournie à l'occasion de la sortie des comptes trimestriels du quatrième trimestre : première estimation de la croissance et de l'équilibre entre ressources (PIB, importations) et emplois finals (consommation, investissement, exportations, variations de stocks) fin janvier de l'année $n+1$; puis première estimation des comptes d'agents à la fin mars de l'année $n+1$. Ces estimations sont affinées lors de la publication de la première estimation du 1^{er} trimestre de l'année $n+1$, fin avril. Ces premières évaluations issues des comptes trimestriels sont corrigées des jours ouvrables (CJO). En second lieu, fin mai de l'année $n+1$, sont publiés des comptes annuels complets bruts (c'est-à-dire non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année $n-1$ (compte semi-définitif) et l'année $n-2$ (compte définitif).

- *Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. Tout d'abord, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitifs de l'année $n-2$ et semi-définitif de l'année $n-1$; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n . Ensuite, le compte provisoire est calé sur des données annuelles devenues disponibles dans l'intervalle, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence – d'un point de vue économique – des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.*
- *Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises (Ésane) dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.*
- *Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive. En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.*

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2018, les comptes annuels définitif 2016 et semi-définitif 2017 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2016 et provisoire 2017 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2018 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels intervenues depuis fin janvier.

A. Principales révisions intervenues sur le compte définitif 2016 par rapport au compte semi-définitif

Dans le compte définitif 2016, le PIB en valeur progresse de + 1,6 % contre + 1,4 % lors du compte semi-définitif (soit une révision de + 0,3 point). Cette modification résulte essentiellement des révisions de la valeur ajoutée des entreprises non financières suite à la prise en compte d'une nouvelle version des données d'entreprises non financières (Esane).

La croissance du PIB en volume atteint + 1,1 % dans le compte définitif, contre + 1,2 % dans le compte semi-définitif. Côté demande, l'évolution de la consommation des ménages en volume est en légère baisse par rapport au compte semi-définitif (+ 1,8 % en compte définitif contre +2,1 % en compte semi-définitif, soit une révision de -0,3 point) compte-tenu notamment des nouvelles informations disponibles sur les services financiers. Les dépenses de consommation des administrations publiques et les dépenses de consommation des ISBSLM sont révisées en légère hausse en volume par rapport au compte semi-définitif (+0,04 point pour les administrations publiques et +0,2 point pour les ISBSLM).

L'évolution de la FBCF est révisée en baisse en volume dans le compte définitif : elle évolue en volume de + 2,7 % en compte définitif, contre + 2,8 % en compte semi-définitif. En particulier, la FBCF des entreprises non financières augmente de + 2,9% en compte définitif 2016 contre + 3,4 % au compte semi-définitif). La FBCF des ménages augmente moins qu'au compte semi-définitif (+ 2,7 % en compte définitif contre + 2,8 % en compte semi-définitif) tandis que la FBCF des administrations publiques augmente modestement, comme en compte semi-définitif (+ 0,0 % en compte définitif contre +0,2% en compte semi-définitif). La contribution des variations de stocks à la croissance en volume n'est presque pas révisée, et s'établit à -0,4 point comme au semi-définitif.

Enfin, la contribution du commerce extérieur à la croissance en volume est négative, mais moins qu'en compte semi-définitif (contribution de - 0,4 point en compte définitif et de - 0,5 point en compte semi-définitif). Les exportations ont en effet été revues à la hausse, tandis que les importations ont été revues à la baisse, du fait d'une part des révisions à la hausse des évolutions de solde extérieur transmises par la Balance des Paiements, et d'autre part d'ajustements spécifiques aux comptes nationaux.

Tableau A.1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2016

Fiche de PIB en volume	Niveau 2015 (Md€)	Niveau 2016 (Md€)		2016, en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 198	2 224	2 223	1,2	1,2	1,1	-0,1	-0,1
Importations	685	706	705	4,2	3,0	2,9	-1,3	-0,1
Dépenses de consommation	1 712	1 744	1 740	1,9	1,9	1,7	-0,2	-0,2
- dont ménages	1 142	1 166	1 163	2,3	2,1	1,8	-0,5	-0,3
- dont APU	523	531	531	1,3	1,4	1,4	0,1	0,0
- dont ISBSLM	46	47	47	1,0	1,5	1,6	0,6	0,2
FBCF totale	473	486	485	2,8	2,8	2,7	-0,1	-0,2
- dont ménages	108	112	112	2,4	2,8	2,8	0,4	0,0
- dont ENF	265	274	273	3,6	3,4	2,9	-0,7	-0,4
- dont APU	75	75	75	-0,1	0,2	0,0	0,1	-0,2
- dont autres	24	25	26	5,7	5,4	7,2	1,5	1,8
Exportations	673	683	685	1,8	1,5	1,8	0,0	0,3
Variations de stocks	27	17,8	17,8					
Contributions								
Demande intérieure hors stocks	2 184	2 230	2 225	2,1	2,1	1,9	-0,2	-0,2
Consommation des ménages	1 142	1 166	1 163	1,2	1,1	0,9	-0,3	-0,2
Consommation des APU	523	531	531	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0
FBCF totale	473	486	485	0,6	0,6	0,6	0,0	0,0
Variations de stocks	27	18	18	-0,2	-0,4	-0,4	-0,2	0,0
Commerce extérieur	-12	-23	-21	-0,8	-0,5	-0,4	0,4	0,1

Tableau A.2 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2016

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2015 (Md€)	Niveau 2016 (Md€)		2016, en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 198	2 229	2 234	1,6	1,4	1,6	0,0	0,3
Importations	685	690	689	1,7	0,8	0,6	-1,1	-0,1
Dépenses de consommation	1 712	1 741	1 743	1,9	1,7	1,8	-0,1	0,1
- dont ménages	1 142	1 165	1 165	2,2	2,0	2,0	-0,2	0,0
- dont APU	523	529	530	1,1	1,2	1,3	0,2	0,1
- dont ISBLSM	46	47	47	1,9	2,3	2,4	0,5	0,0
FBCF totale	473	488	487	3,4	3,2	3,1	-0,3	-0,1
- dont ménages	108	112	112	3,2	3,6	3,1	-0,1	-0,5
- dont ENF	265	275	275	4,3	3,7	3,6	-0,7	-0,2
- dont APU	75	75	75	-0,1	0,3	0,3	0,4	-0,1
- dont autres	24	25	26	6,1	5,8	7,3	1,2	1,6
Exportations	673	672	676	0,2	-0,1	0,5	0,3	0,6
Variations de stocks	27	17,6	17,7					
Contributions								
Demande intérieure hors stocks	2 184	2 229	2 230	2,2	2,0	2,1	-0,1	0,0
Consommation des ménages	1 142	1 165	1 165	1,2	1,0	1,0	-0,2	0,0
Consommation des APU	523	529	530	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0
FBCF totale	473	488,0	487,4	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0
Variations de stocks	27	17,6	17,7	-0,2	-0,4	-0,4	-0,2	0,0
Commerce extérieur	-12	-18	-14	-0,5	-0,3	0,0	0,5	0,2

A.1. L'approche demande du PIB a été ajustée afin de tenir compte des nouvelles estimations de la FBCF et des variations de stocks

Dans le compte définitif 2016, publié en base 2014, le PIB en valeur progresse de + 1,6 % contre + 1,4 % au compte semi-définitif 2016, soit une révision de + 0,3 point qui tient à la révision de la valeur ajoutée des entreprises non financières avec la prise en compte d'une nouvelle version d'Esane ainsi qu'à la révision de la valeur ajoutée des entreprises financières, suite à la mise en place de nouvelles méthodes d'estimation sur les services financiers et sur les assurances.

Lors du compte semi-définitif 2016, si l'approche revenu du PIB reposait déjà, pour la partie concernant les entreprises non financières (ENF), sur la statistique d'entreprise Esane, l'approche demande ne s'était pas calée au niveau fin des branches sur la production et la consommation intermédiaire issues d'Esane. Dans de très nombreux cas en effet, des indicateurs conjoncturels (chiffres d'affaires ou indices de production industrielle combinés à des indices de prix à la production) avaient été privilégiés par rapport aux données fournies par Esane. Aussi la prise en compte au niveau le plus fin de la production et des consommations intermédiaires des branches de la statistique Esane dans le compte définitif a-t-elle modifié les équilibres ressources emplois (ERE) de l'approche demande.

Par ailleurs, en compte semi-définitif, seuls des résultats provisoires issus de la première exploitation de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) 2016 étaient disponibles. Désormais, les comptes reposent sur les résultats définitifs de l'ECEIS 2016.

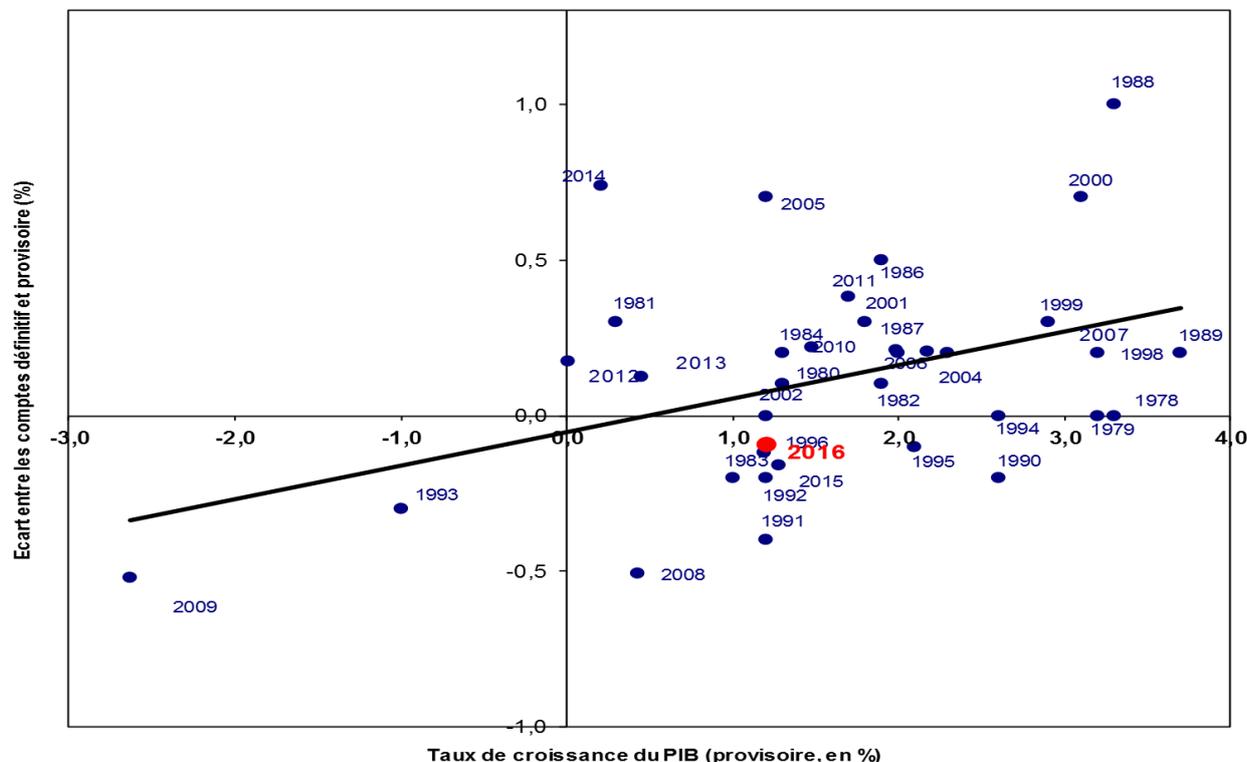
Ex ante, l'approche demande du PIB se trouvait spontanément plus haute que l'approche revenu, d'environ +3,5 Md€. L'approche revenu a affiné son calcul d'appréciation sur stocks afin de tenir compte des mécanismes de couverture utilisés par les entreprises pour ne pas pâtir de la remontée des prix du pétrole (- 2,3 Md€). Dans un second temps, des modifications ont été apportées à la marge sur l'approche demande, en particulier aux estimations spontanées de la consommation des ménages, à la FBCF des entreprises non financières, à la FBCF des ménages, et enfin aux variations de stocks (+ 0,7 Md€).

La croissance du PIB en volume atteint ainsi +1,1 % dans le compte définitif 2016, contre +1,2 % en compte semi-définitif. Le déflateur du PIB est révisé à la hausse à +0,5 % contre +0,2 % en compte semi-définitif, du fait des nouvelles données sur les services financiers notamment.

Sur un champ plus restreint, hors services non marchands et hors agriculture, le PIB volume augmente de + 1,3 %, soit une accélération par rapport à 2015 (+ 1,1 %) mais moins parquée qu'en compte semi-définitif (+ 1,4 %).

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire, de - 0,1 point est inférieure à l'ordre de grandeur des révisions passées, +/- 0,3 point en moyenne (cf. graphique A.1).

Graphique A.1 : lien entre croissance et révisions entre les comptes provisoire et définitif publiés



A.2. En volume, les contributions à la croissance des dépenses de consommation et de la FBCF sont revues à la baisse, celle du commerce extérieur à la hausse

Le PIB s'établit à 2 234,1 Md€ en valeur en 2016 ; il progresse de + 35,7 Md€ par rapport à 2015 soit une révision à la hausse en évolution de + 5,6 Md€ par rapport au compte semi-définitif (cf tableau A.3).

En volume, la croissance du PIB est révisée à la baisse de - 1,5 Md€, soit -0,1 point par rapport au compte semi-définitif : la croissance en volume s'établit en 2016 à + 1,1 % en compte définitif contre + 1,2 % en compte semi-définitif. Côté demande, l'évolution en volume des dépenses de consommation est abaissée de - 3,3 Md€, avec - 3,6 Md€ pour les dépenses de consommation des ménages et respectivement + 0,2 Md€ et + 0,1 Md€ pour celles des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). L'évolution de la FBCF est revue de -0,8Md€, la FBCF des entreprises non financières étant révisée à la baisse (-1,1Md€), tout comme la FBCF des administrations publiques (- 0,1 Md€), tandis que la FBCF des sociétés financières est révisée en hausse (+ 0,4 Md€) en raison de la mobilisation d'une nouvelle source sur l'investissement en construction. L'évolution des variations de stocks en volume est stable par rapport au compte semi-définitif, de même que sa contribution au PIB qui s'établit à - 0,4point. Enfin, la progression des importations en volume est abaissée de - 0,8 Md€, et celle des exportations est relevée de + 1,9 Md€, si bien que la contribution en volume du commerce extérieur à la croissance du PIB en volume est revue en hausse (contribution de -0,4 point en compte définitif, contre -0,5 point en semi-définitif).

Tableau A.3 : révisions entre les comptes définitif et semi-définitif 2016 dans l'approche demande

Fiche de PIB	Niveau 2015 (Md€)	2016 Définitif - 2016 Semi-définitif					
		Révision en évolution (%)			Révision en delta (Md€)		
		Définitif	valeur	volume	prix	valeur	volume
PIB	2 198	0,3	-0,1	0,3	5,6	-1,5	7,1
Importations	685	-0,1	-0,1	0,0	-1,0	-0,8	-0,2
Dépenses de consommation	1 712	0,1	-0,2	0,3	1,3	-3,3	4,6
- dont ménages	1 142	0,0	-0,3	0,4	0,5	-3,6	4,1
- dont APU	523	0,1	0,0	0,1	0,8	0,2	0,6
- dont ISBLSM	46	0,0	0,2	-0,1	0,0	0,1	-0,1
FBCF totale	473	-0,1	-0,2	0,0	-0,6	-0,8	0,2
- dont ménages	108	-0,5	0,0	-0,5	-0,6	0,0	-0,6
- dont ENF	265	-0,2	-0,4	0,3	-0,4	-1,1	0,7
- dont APU	75	-0,1	-0,2	0,1	0,0	-0,1	0,1
- dont autres	24	1,6	1,8	-0,3	0,4	0,4	-0,1
Exportations	673	0,6	0,3	0,3	3,7	1,9	1,9
Variations de stocks	27				0,2	0,0	0,2
Contributions à la révision de l'évolution du PIB 2016							
Demande intérieure hors stocks	2 230	0,0	-0,2	0,2			
Consommation des ménages	1 165	0,0	-0,2	0,2			
Consommation des APU	530	0,0	0,0	0,0			
FBCF totale	487	0,0	0,0	0,0			
Variations de stocks	18	0,0	0,0	0,0			
Commerce extérieur	-14	0,2	0,1	0,1			

A.2.1. La croissance de la dépense de consommation est revue en baisse

Par rapport au compte semi-définitif, la croissance des dépenses de consommation totales en 2016 est révisée en légère hausse en valeur (+ 1,8 % contre + 1,7 % en compte semi-définitif) et en légère baisse en volume (+ 1,7 % contre + 1,9 % en compte semi-définitif).

Les dépenses de consommation des ménages sont stables en valeur mais révisées à la baisse en volume par rapport au compte semi-définitif.

Ainsi, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 2,0 % en valeur et leur progression en volume est révisée de 0,3 point à la baisse (+ 1,8 % en compte définitif contre + 2,1 % en compte semi-définitif).

En valeur, les révisions par rapport au compte semi-définitif (+ 0,2 Md€) s'expliquent par :

- l'actualisation de sources (- 0,2 Md€), suite à la prise en compte de données révisées du service de la donnée et des études statistiques (SDES) sur la consommation de gaz et d'électricité, ainsi que de données actualisées de l'ARCEP sur les services de télécommunications ;
- la mise en place de nouvelles méthodes (- 0,1 Md€) pour affiner les estimations, en particulier s'agissant de la consommation en savons, en transport et en équipements de communication ;
- de nouveaux indicateurs (- 1,4 Md€) en particulier concernant la santé et l'industrie pharmaceutique, à la suite de révisions de la DREES. Les données sur les loyers ont également été révisées suite à des modifications des données de la DGFIP ;
- la prise en compte des informations exogènes disponibles dans les équilibres ressources emplois principalement non-marchands (+ 2,4 Md€). Les révisions portent essentiellement sur la consommation des ménages en services financiers suite à la prise en compte de nouvelles données de la Banque de France (hausse des services d'assurance vie et baisse des services d'assurance dommage notamment) mais ne se répercutent pas sur les volumes, révisés en baisse par

rapport au compte définitif, du fait de la révision à la baisse des services d'assurance dommage. Les dépenses d'action sociale sans hébergement, en particulier sur l'aide à domicile et sur l'accueil de jeunes enfants, sont également révisées en hausse ;

- des arbitrages (- 0,5 Md€) :
 - d'une part pour réconcilier la consommation des ménages avec la consommation commercialisable telle que mesurée par Esane (+ 0,5 Md€) ;
 - d'autre part au sein du TES pour assurer la convergence des approches du PIB (- 0,8 Md€).

A l'exception des services financiers, ces révisions des dépenses en valeur se retranscrivent en volume pour la plupart des produits : en effet, les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte semi-définitif et le compte définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés.

Le partage volume prix des produits pour lesquels l'IPC n'est pas retenu, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés - Sifim-, loyers imputés) ou mesurés selon des concepts différents (assurance, crédit d'impôt), a été révisé à la hausse, ce qui explique la révision à la hausse du délateur de la consommation.

Tableau A.4 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

	Consommation des ménages														
	2015	2016			2016				2016				Révision		
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	FRX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	DEF - SD	
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Ensemble	1 142	1 165	0,5	24	21	2,1%	1,8%	22,5	23,1	2,0%	2,0%	-3,6	0,5	4,1	
Agriculture	34	36	0,1	0,5	0,5	1,4%	1,6%	2,0	2,0	5,9%	6,1%	0,1	0,1	0,0	
Energie, eau, déchets	53	55	0,0	1,3	1,4	2,4%	2,6%	1,5	1,5	2,7%	2,8%	0,1	0,0	-0,1	
Industrie agro-alimentaire	175	176	-0,1	1,3	1,3	0,8%	0,7%	1,4	1,3	0,8%	0,8%	0,0	-0,1	0,0	
Cokéfaction et raffinage	42	40	0,0	0,8	0,8	1,8%	1,8%	-1,4	-1,4	-3,4%	-3,4%	0,0	0,0	0,0	
Biens d'équipement	32	32	-0,3	1,7	1,3	5,1%	4,0%	0,5	0,2	1,6%	0,6%	-0,4	-0,3	0,0	
Matériels de transport	62	67	-0,1	4,6	4,7	7,4%	7,6%	4,7	4,6	7,5%	7,4%	0,1	-0,1	-0,2	
Autres branches industrielles	152	153	0,8	0,3	1,1	0,2%	0,7%	0,2	0,9	0,1%	0,6%	0,8	0,8	0,0	
Construction	18	18	0,0	0,1	0,1	0,5%	0,6%	0,3	0,3	1,7%	1,7%	0,0	0,0	0,0	
Commerce	13	13	-0,2	0,8	0,6	6,1%	4,4%	0,8	0,6	6,6%	4,9%	-0,2	-0,2	0,0	
Transport	39	39	-0,1	0,5	0,4	1,3%	1,1%	0,3	0,2	0,7%	0,6%	0,0	-0,1	0,0	
Hébergement-restauration	78	81	-0,8	2,4	1,5	3,0%	2,0%	3,7	2,9	4,7%	3,7%	-0,8	-0,8	0,0	
Information-communication	43	43	-0,4	-0,4	-0,8	-0,9%	-1,8%	-0,1	-0,4	-0,1%	-1,0%	-0,4	-0,4	0,0	
Services financiers	64	64	2,5	0,5	-1,0	0,8%	-1,6%	-2,2	0,3	-3,4%	0,5%	-1,5	2,5	4,0	
Services immobiliers	226	229	-0,3	2,9	2,7	1,3%	1,2%	3,4	3,1	1,5%	1,4%	-0,2	-0,3	0,0	
Services aux entreprises	23	24	-0,1	0,8	0,7	3,4%	2,9%	0,8	0,6	3,3%	2,8%	-0,1	-0,1	0,0	
Services non marchands	62	63	0,0	0,7	0,3	1,1%	0,5%	1,0	1,0	1,6%	1,5%	-0,3	0,0	0,3	
Services aux ménages	43	45	-0,1	1,3	1,1	2,9%	2,6%	1,5	1,4	3,5%	3,2%	-0,1	-0,1	0,0	
Correction territoriale	-17	-13	-0,3	4,2	3,9	-25,2%	-23,1%	4,2	3,9	-25,2%	-23,1%	-0,3	-0,3	0,0	

Au total, la plupart des dépenses de consommation des ménages accélère en volume en 2016 (+ 1,8 % en 2016 après + 1,5 % en 2015). La croissance en volume est portée principalement par les marges de commerce ainsi que par les dépenses d'énergie.

La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques (APU) est révisée en légère hausse par rapport au compte semi-définitif.

En 2016, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de + 1,3 % en valeur et de + 1,4 % en volume, contre + 1,2 % en valeur et + 1,4 % en volume en compte semi-définitif (cf. tableau A.5).

En valeur, la prise en compte de nouvelles données transmises par la DGFIP et par la DREES et la nouvelle estimation de la consommation de capital fixe pour les produits non marchands ont conduit à réviser à la hausse l'évolution 2015-2016 des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 0,8 Md€).

La progression des dépenses individualisables s'établit ainsi à + 1,5 % en valeur (contre + 1,3 % au compte semi-définitif) et à + 1,9 % en volume (contre + 1,7 % lors du compte semi-définitif). Cette révision à la hausse résulte principalement d'une révision à la hausse des dépenses de santé et en produits pharmaceutiques, en cohérence avec les données de la DREES. Le partage volume prix en revanche, est très peu modifié.

Les dépenses collectives sont quasiment stables par rapport au compte semi-définitif: elles augmentent de + 0,9 % en valeur (contre + 1,0 % en compte semi-définitif) et de + 0,4 % en volume (contre + 0,7 % en compte semi-définitif).

Tableau A.5 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	Consommation des APU														
	2015	2016			2016				2016				Révision		
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	FRIX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	Md€			
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF	DEF - SD			
Consommation individualis	342	347	0,9	6,0	6,6	1,7%	1,9%	4,3	5,3	1,3%	1,5%	0,7	0,9	0,3	
dont produits marchands	122	125	0,8	3,5	4,3	2,8%	3,5%	2,5	3,3	2,0%	2,7%	0,9	0,8	0,0	
dont santé	54	55	0,2	1,7	1,9	3,2%	3,6%	1,5	1,7	2,9%	3,2%	0,2	0,2	0,0	
dont industrie pharmaceutiqu	26	26	0,2	1,1	1,4	4,5%	5,4%	0,2	0,4	0,7%	1,6%	0,2	0,2	0,0	
dont autres	43	44	0,4	0,6	1,0	1,3%	2,3%	0,8	1,2	1,8%	2,7%	0,4	0,4	0,0	
dont produits non marchands	220	222	0,1	2,5	2,3	1,1%	1,0%	1,8	1,9	0,8%	0,9%	-0,2	0,1	0,3	
dont santé	68	69	0,6	2,5	2,3	3,7%	3,3%	1,1	1,7	1,7%	2,5%	-0,2	0,6	0,8	
dont éducation	96	97	-0,3	0,6	0,9	0,6%	0,9%	1,2	0,8	1,2%	0,9%	0,3	-0,3	-0,7	
dont administration publique	19	18	-0,1	-0,8	-0,9	-4,2%	-4,7%	-0,8	-0,8	-4,1%	-4,5%	-0,1	-0,1	0,0	
dont autres	38	38	0,0	0,2	0,0	0,6%	0,1%	0,3	0,3	0,8%	0,7%	-0,2	0,0	0,2	
Consommation collective	181	183	-0,2	1,2	0,7	0,7%	0,4%	1,7	1,6	1,0%	0,9%	-0,5	-0,2	0,3	
dont administration publique	169	171	-0,3	1,2	0,5	0,7%	0,3%	1,7	1,3	1,0%	0,8%	-0,7	-0,3	0,4	
dont autres	12	12	0,2	0,0	0,2	0,2%	2,0%	0,1	0,2	0,5%	1,9%	0,2	0,2	-0,1	
Consommation totale	523	530	0,8	7,2	7,4	1,4%	1,4%	6,0	6,8	1,2%	1,3%	0,2	0,8	0,6	

Les dépenses de consommation des ISBLSM sont révisées à la hausse en volume.

En 2016, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de + 2,4 % en valeur (contre +2.3% au compte semi-définitif, cf. tableau A.6) et de + 1,6 % en volume (contre + 1,5 % au compte semi-définitif), tandis que les prix n'ont presque pas été modifiés.

Les légères révisions en volume des dépenses de consommation des ISBSLM s'expliquent principalement par la révision des dépenses d'accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés et des dépenses d'hébergement médico-social et social.

Le partage volume prix n'est presque pas modifié : il est réalisé à partir d'une méthode dite « input » et l'indice retenu pour effectuer le partage volume/prix de la masse salariale est stable par rapport au compte semi-définitif 2016.

Tableau A.6 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit

	Consommation des ISBLSM														
	2015	2016			2016				2016				Révision		
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	FRIX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	Md€			
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF	DEF - SD			
Ensemble	46	47	0,0	1	1	1,5%	1,6%	1,1	1,1	2,3%	2,4%	0,1	0,0	-0,1	
Services non marchands	27	28	0,0	0,3	0,4	1,2%	1,6%	0,7	0,7	2,4%	2,5%	0,1	0,0	-0,1	
Services aux ménages	19	19	0,0	0,3	0,3	1,9%	1,6%	0,4	0,4	2,2%	2,1%	0,0	0,0	0,0	

A.2.2. La FBCF est revue à la baisse

En 2016, la FBCF totale augmente en valeur de + 3,1 % et en volume de + 2,7 % en compte définitif, contre respectivement + 3,2 % en valeur et + 2,8 % en volume en compte semi-définitif (cf. tableau A.7).

Cette stabilité masque des révisions en sens variés. La FBCF des entreprises non financières progresse de + 2,9 % en volume contre + 3,4 % au compte semi-définitif. Au compte définitif, depuis la base 2010, un montant cible de FBCF corporelle des entreprises non financières est mesuré à partir d'Esane. Les arbitrages nécessaires pour converger vers l'approche revenu ont conduit, depuis le compte définitif 2012, à fortement rehausser la FBCF issue spontanément des équilibres ressources emplois, et à progressivement s'écarter de cette cible, désormais inférieure de 3,8 Md€ à la FBCF estimée via l'approche demande : le changement de base 2014 n'ayant pas affecté la FBCF, l'écart ne s'est pas réduit.

La FBCF des ménages, quant à elle, progresse de + 2,8 % en volume (comme au semi-définitif) et de 3,1 % en valeur (contre + 3,6 % au semi-définitif). La FBCF des IFEA est révisée en hausse en valeur par rapport au compte semi-définitif (+ 8,5 % en compte définitif contre + 6,5 % en compte semi-définitif),

principalement en raison de la prise en compte d'une nouvelle source sur l'investissement en construction. La FBCF des administrations publiques est stable, elle est revue à la baisse par rapport au compte semi-définitif (+ 0,2 %), en lien avec la prise en compte des dernières données de la DGFIP.

Tableau A.7 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

	FBCF par secteurs institutionnels														
	2015	2016			2016				2016				Révision		
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	Md€	
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD	DEF - SD	DEF - SD		
Ménages	108	112	-0,6	3,0	3,1	2,8%	2,8%	3,9	3,4	3,6%	3,1%	0,0	-0,6	-0,6	
Entreprises non financières	265	275	-0,4	8,9	7,8	3,4%	2,9%	9,8	9,4	3,7%	3,6%	-1,1	-0,4	0,7	
Administrations publiques	75	75	0,0	0,1	0,0	0,2%	0,0%	0,2	0,2	0,3%	0,3%	-0,1	0,0	0,1	
Autres (F notamment)	24	26	0,4	1,3	1,7	5,4%	7,2%	1,4	1,7	5,8%	7,3%	0,4	0,4	-0,1	
Ensemble	473	487	-0,6	13,4	12,6	2,8%	2,7%	15,4	14,7	3,2%	3,1%	-0,8	-0,6	0,2	

Dans le détail, ces révisions s'expliquent essentiellement par une modification des ressources par produit (production et marges commerciales) qui trouve sa contrepartie notamment en FBCF (Cf. tableau A.8). La FBCF en construction est stable en valeur, un peu plus dynamique qu'au compte semi-définitif (+0,2 % contre 0,0 %) suite également à la prise en compte des informations issues des enquêtes ESA (sur la sous-traitance, le partage par secteur institutionnel). La croissance de la FBCF en information-communication est révisée à la baisse de -0,5 Md€ en valeur (+7,1 % en compte définitif en valeur contre +7,9 % en semi-définitif), tandis que celle en matériel de transport, est révisée de +0,9 Md€, soit une évolution de +17,4 % contre +15,1 % en valeur au semi-définitif. La FBCF en services aux entreprises est révisée à la hausse de +0,1 Md€, ce qui représente une évolution en valeur de +2,8 % (contre +2,6 % au semi-définitif).

Le partage volume / prix a été légèrement modifié : pour de nombreux produits, le partage volume / prix de la FBCF est un solde de l'ERE et résulte des prix retenus pour la production, pour le commerce extérieur et pour la consommation finale. L'amélioration de la cohérence interne des ERE a amené ainsi à revoir le partage volume / prix de la FBCF en construction et en matériel de transport.

Tableau A.8 : principales révisions de la FBCF par produit

	FBCF totale													
	2015	2016					2016					Révision		
	VAL	VOLUME					VALEUR					VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	Md€		
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD	DEF - SD	DEF - SD			
Ensemble	473	13,4	12,6	2,8%	2,7%	15,4	14,7	3,2%	3,1%	-0,8	-0,6	0,2		
Agriculture	1	-0,1	-0,1	-6,0%	-9,3%	0,0	-0,2	-3,2%	-12,1%	0,0	-0,1	-0,1		
Energie, eau, déchets	0	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0	0,0		
Biens d'équipement	36	1,1	0,9	2,9%	2,4%	0,8	0,6	2,2%	1,6%	-0,2	-0,2	-0,1		
Matériels de transport	32	5,2	5,0	16,3%	15,6%	4,8	5,6	15,1%	17,4%	-0,2	0,7	0,9		
Autres branches industrielles	35	1,5	0,4	4,2%	1,2%	1,6	0,4	4,5%	1,1%	-1,0	-1,2	-0,1		
Construction	208	-0,8	0,0	-0,4%	0,0%	0,1	0,5	0,0%	0,2%	0,8	0,4	-0,4		
Information-communication	64	4,6	4,4	7,2%	6,8%	5,1	4,6	7,9%	7,1%	-0,2	-0,5	-0,2		
Services immobiliers	4	0,6	0,7	14,0%	16,5%	0,7	0,8	15,3%	17,8%	0,1	0,1	0,0		
Services aux entreprises	89	1,3	1,3	1,4%	1,4%	2,3	2,5	2,6%	2,8%	0,0	0,1	0,1		
Services aux ménages	2	0,0	0,1	2,0%	3,6%	0,1	0,1	3,4%	5,1%	0,0	0,0	0,0		

A.2.3. La contribution des variations de stocks n'est pas revue

Après plusieurs années de restockage, les entreprises continuent d'accroître leurs stocks en 2016 mais dans une moindre mesure qu'en 2015, si bien que la contribution des variations de stocks à la croissance est négative. Cette contribution est stable par rapport au compte semi-définitif (-0,4 point en valeur et en volume au compte définitif comme au compte semi-définitif).

L'exploitation de la statistique d'Esane permet, dès le compte semi-définitif, de fournir de premières estimations relativement fiables des variations de stocks des entreprises non financières. Les données de stocks issues d'Esane doivent toutefois faire l'objet d'une correction statistique dite d'appréciation sur stocks pour que les stocks soient valorisés aux prix de marché estimés en moyenne annuelle, conformément aux concepts de comptabilité nationale : l'impact de cette correction statistique était fortement positif en 2014 et en 2015 du fait de la baisse des prix en fin d'année de certaines matières premières stockables (pétrole notamment). Même si les prix du pétrole ont augmenté en 2016, l'augmentation des prix ne se répercute pas intégralement dans les comptes des entreprises qui se couvrent à l'aide de produits financiers. Par conséquent, l'appréciation sur stocks est encore négative en 2016.

Les variations de stocks sont au global très peu revues par rapport au compte semi-définitif, mais cette stabilité masque des mouvements en sens variés, en cohérence avec la statistique d'entreprise. Ainsi, les variations de stocks sont revues à la baisse pour les produits de l'agriculture ainsi que pour le pétrole raffiné et que pour divers autres produits issus de l'industrie (savons, équipements de communication, chimie...). En revanche, les variations de stocks de matériel de transport (automobile notamment) et de produits agroalimentaires sont revues en hausse.

En volume, la contribution des variations de stocks à la croissance est négative, à -0,4 % comme au compte semi-définitif. De manière générale, le partage volume / prix des variations de stocks (producteurs, utilisateurs et commerçants) est réalisé à partir des prix de la production et des consommations intermédiaires. Ces derniers ont bougé pour un certain nombre de produits entre le compte semi-définitif et le compte définitif. La révision du partage volume / prix s'explique essentiellement par les variations des stocks agricoles, dont les prix de production ne sont connus qu'avec retard et par les variations de stocks de pétrole raffiné qui ont fait l'objet de ré-estimation en compte définitif.

Tableau A.9 : principales révisions des variations de stocks par produit

	Variations de stocks											
	2015	2016				2016				Révision		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	Md€		
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD			
Ensemble	27	-8,9	-8,9	-0,4%	-0,4%	-9,1	-8,9	-0,4%	-0,4%	0,0	0,2	0,2
Agriculture	3	-2,2	-2,4	-0,1%	-0,1%	-1,8	-2,3	-0,1%	-0,1%	-0,2	-0,4	-0,2
Energie, eau, déchets	0	-0,6	-0,7	0,0%	0,0%	-0,5	-0,7	0,0%	0,0%	-0,1	-0,1	0,0
Industrie agro-alimentaire	2	-0,7	0,4	0,0%	0,0%	-0,8	0,4	0,0%	0,0%	1,0	1,2	0,1
Cokéfaction et raffinage	3	-0,3	-1,7	0,0%	-0,1%	-0,6	-1,8	0,0%	-0,1%	-1,4	-1,2	0,2
Biens d'équipement	3	0,3	0,4	0,0%	0,0%	0,3	0,3	0,0%	0,0%	0,0	0,0	0,0
Matériels de transport	6	-4,2	-2,6	-0,2%	-0,1%	-4,2	-2,6	-0,2%	-0,1%	1,6	1,6	0,0
Autres branches industrielles	9	-1,4	-2,7	-0,1%	-0,1%	-1,7	-2,8	-0,1%	-0,1%	-1,3	-1,2	0,1
Construction	0	-0,1	0,0	0,0%	0,0%	-0,1	0,0	0,0%	0,0%	0,2	0,2	0,0
Information-communication	0	0,1	0,3	0,0%	0,0%	0,1	0,3	0,0%	0,0%	0,2	0,2	0,0
Services aux entreprises	0	0,3	0,2	0,0%	0,0%	0,3	0,2	0,0%	0,0%	-0,1	-0,1	0,0
% : contribution au PIB												

A.2.4. Le solde de la balance des biens et des services

La révision du solde de la balance des biens et services, de + 4,7 Md€, provient essentiellement des révisions des évolutions des exportations et des importations entre 2015 et 2016 par les douanes et par la Banque de France (- 0,5 Md€ pour les données douanes et + 2,9 Md€ pour les données de la Balance des Paiements et + 1,6Md€ pour les données du SESOF sur les SIFIM), mais en diffère légèrement, principalement du fait des traitements conceptuels propres aux comptes nationaux.

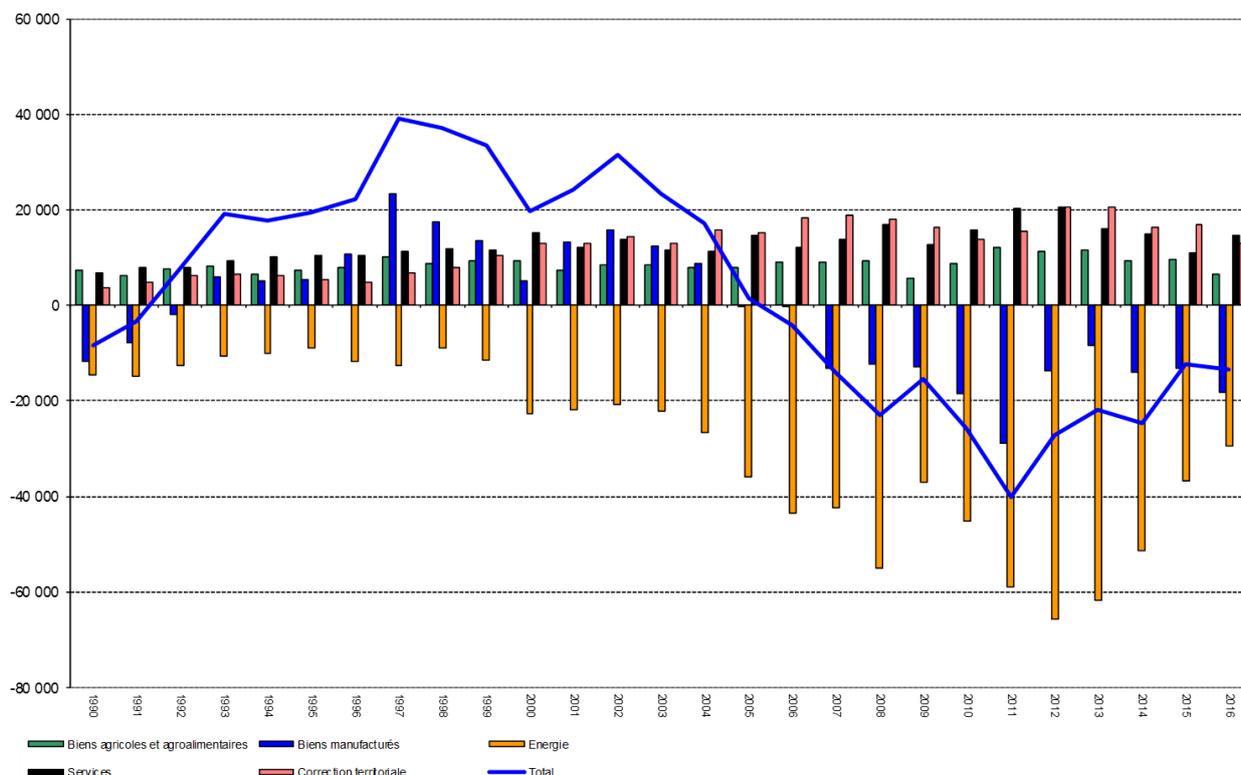
S'agissant des services, la Balance des Paiements dispose en effet désormais des résultats définitifs 2016 de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) auprès des entreprises qui n'ont pas opté pour la procédure de déclaration directe générale (« DDG »). Elle dispose également de nouvelles données DDG qui tiennent compte d'éventuelles corrections ou déclarations tardives. Au final, la Balance des Paiements a relevé son solde de services de + 1,3 Md€ entre ce qui avait été transmis pour le compte semi-définitif et ce qui a été transmis pour le compte définitif. L'Insee révisé le solde des services de + 1,7 Md€ entre le semi-définitif 2016 et le définitif 2016, du fait de traitements spécifiques sur certains services (transports, services financiers). Ainsi, au final, l'évolution 2015-2016 du solde des échanges extérieurs des services est révisé à la hausse entre le compte semi-définitif 2016 et le compte définitif 2016.

L'évolution du solde des échanges extérieurs de biens a par ailleurs été relevée de + 3,0 Md€. En effet, la Balance des Paiements a fourni de nouvelles estimations du négoce international (+ 2,5 Md€), les douanes ont légèrement révisé leurs chiffres (- 0,5 Md€) et des modifications ont été apportées au compte de l'aéronautique (+1,0 Md€). Le solde extérieur en base 2014 s'établit donc en 2016 à - 13,5 Md€ contre - 12,5 Md€ en 2015, de sorte que sa contribution à la croissance en valeur du PIB est désormais nulle alors qu'elle était de - 0,3 point en semi-définitif et de - 0,5 point en compte provisoire.

Le déficit sur les biens manufacturés se creuse, et l'excédent sur les biens agricoles et agroalimentaires se réduit. La réduction du déficit énergétique et l'augmentation de l'excédent sur les services ne permet-

tent pas de compenser la baisse du solde commercial sur les biens, ce qui conduit au total à une dégradation du solde commercial entre 2015 et 2016 (graphique A.2). Le partage volume / prix est très peu modifié, il reprend en général les indices de prix à l'export et à l'import, déjà utilisés au compte semi-définitif.

Graphique A.2 : balance commerciale des biens et services (en valeur)



Par rapport au compte semi-définitif, les exportations sont révisées de + 3,7 Md€ en valeur et les importations de - 1,0 Md€ en valeur.

La progression des exportations est en hausse par rapport au compte semi-définitif.

En 2016, le taux de croissance des exportations en valeur est en hausse par rapport au compte semi-définitif (évolution de - 0,1 % en compte semi-définitif et + 0,5 % en compte définitif). Cette révision masque des révisions en sens contraires. L'évolution des exportations de services est révisée à la hausse (+ 0,8 Md€), en raison notamment d'une correction sur les données DDG 2015 en services de réparation, ce qui baisse l'évolution 2015-2016 de - 1,4 Md€. Cette correction est gagée par des exportations de SIFIM plus dynamiques qu'au compte semi-définitif (+ 1,4 Md€), de même que les exportations de services de transport (+ 0,8 Md€) qui diffèrent de celle de la Balance des Paiements du fait de différences méthodologiques. Comme une première exploitation de l'enquête ECEIS avait pu être transmise par la Balance des Paiements au moment du compte semi-définitif, les révisions imputables à l'exploitation définitive de l'enquête sont d'ampleur modérée.

L'évolution des exportations de biens est révisée à la hausse, de + 3,0 Md€, en raison principalement des révisions de négoce international par la Balance des Paiements (+ 2,5 Md€), concentrées sur les produits chimiques (+ 0,25 Md€), pharmaceutiques (+0,3 Md€) et automobiles (+ 0,9 Md€). Les données des douanes ont été légèrement révisées (+ 0,2 Md€). Enfin, les exportations d'aéronautique ont été rehaussées par rapport au compte semi-définitif, afin de davantage tenir compte en évolution d'une sous-estimation probable du niveau des exportations.

En volume, la progression des exportations est en hausse par rapport au compte semi-définitif (à + 1,8 % contre + 1,5 % en compte semi-définitif). Le partage volume / prix est peu modifié par rapport au compte semi-définitif qui avait déjà été l'occasion d'un recalage sur les indices de prix à l'exportation et à l'importation. Il a été légèrement revu pour certains services pour lesquels des indices de prix n'existent pas toujours et dont le partage volume/prix se fait souvent par solde dans les équilibres ressources-emplois.

Tableau A.10 : principales révisions des exportations par produit

	Exportations											
	2015	2016				2016				Révision		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	Md€		
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD			
Ensemble	673	10,1	11,9	1,5%	1,8%	-0,5	3,2	-0,1%	0,5%	1,9	3,7	1,9
Agriculture	16	-0,5	-0,2	-2,9%	-1,5%	-1,3	-1,2	-7,8%	-7,3%	0,2	0,1	-0,2
Energie, eau, déchets	10	-1,2	-1,0	-12,1%	-9,9%	-2,1	-2,0	-21,9%	-19,9%	0,2	0,2	0,0
Industrie agro-alimentaire	45	0,0	0,3	0,0%	0,6%	-0,3	0,0	-0,6%	0,1%	0,3	0,3	0,0
Cokéfaction et raffinage	12	-1,0	-1,2	-8,4%	-9,8%	-2,3	-2,4	-18,6%	-19,8%	-0,2	-0,2	0,0
Biens d'équipement	87	-1,0	-0,4	-1,2%	-0,5%	-1,4	-0,8	-1,6%	-0,9%	0,6	0,6	0,0
Matériels de transport	111	6,6	8,2	6,0%	7,3%	6,0	7,5	5,4%	6,7%	1,5	1,5	0,0
Autres branches industrielles	188	3,9	2,8	2,1%	1,5%	-1,1	-2,0	-0,6%	-1,1%	-1,1	-0,9	0,2
Commerce	6	0,5	0,3	7,7%	4,1%	0,5	0,3	8,3%	4,7%	-0,2	-0,2	0,0
Transport	33	-0,2	0,1	-0,5%	0,3%	-2,2	-1,4	-6,8%	-4,3%	0,3	0,8	0,6
Information-communication	18	0,4	0,8	2,1%	4,2%	0,4	0,8	2,2%	4,4%	0,4	0,4	0,0
Services financiers	13	0,7	1,0	5,3%	7,9%	0,7	2,2	5,0%	17,3%	0,3	1,6	1,2
Services aux entreprises	75	4,2	3,5	5,6%	4,6%	4,8	4,1	6,4%	5,5%	-0,7	-0,7	0,0
Services non marchands	1	0,0	0,0	-5,0%	-5,0%	0,0	0,0	-5,2%	-5,2%	0,0	0,0	0,0
Services aux ménages	4	0,8	0,9	18,4%	21,1%	0,9	1,0	20,7%	23,7%	0,1	0,1	0,0
Correction territoriale	52	-3,1	-2,9	-5,9%	-5,6%	-3,1	-2,9	-5,9%	-5,6%	0,2	0,1	0,0

La croissance des importations est revue en baisse en 2016.

En 2016, le taux de croissance des importations en valeur est revu à la baisse entre le compte semi-définitif et le compte définitif (respectivement + 0,8 % et + 0,6 %), cette révision étant à la fois imputable aux révisions des données de la Balance des Paiements, aux révisions des données des douanes.

La progression des importations en services est revue globalement à la baisse, pour - 0,9 Md€, en raison notamment de la correction sur les données DDG en services de réparation, ce qui baisse l'évolution 2015-2016 (- 2,2 Md€). Cette correction est amplifiée par une révision sur les SIFIM (- 0,2 Md€), mais gagée par des révisions à la hausse en services informatiques (+ 0,7 Md€), en services de siège social (+0,6 Md€), ainsi qu'en services de publicité (+ 0,4 Md€).

L'évolution des importations de biens est revue en légère baisse (- 0,05 Md€), cette baisse étant répartie sur divers produits, et imputable aux nouvelles données des douanes et aux révisions de travail à façon de la Balance des Paiements. Les importations progressent en volume à un rythme proche de celui du compte semi-définitif (+ 3,0 % en compte semi-définitif contre + 2,9 % en compte définitif). Le prix des importations est stable par rapport au compte semi-définitif (- 2,2 %).

Tableau A.11 : principales révisions des importations par produit

	Importations											
	2015	2016				2016				Révision		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	Md€		
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD			
Ensemble	685	20,9	20,1	3,0%	2,9%	5,3	4,3	0,8%	0,6%	-0,8	-1,0	-0,2
Agriculture	13	0,9	0,9	6,8%	7,0%	1,0	1,0	7,7%	7,8%	0,0	0,0	0,0
Energie, eau, déchets	38	-1,3	-1,3	-3,3%	-3,3%	-7,6	-7,6	-20,1%	-20,1%	0,0	0,0	0,0
Industrie agro-alimentaire	39	0,7	0,6	1,8%	1,6%	1,0	0,9	2,6%	2,4%	-0,1	-0,1	0,0
Cokéfaction et raffinage	21	-0,4	-0,4	-2,0%	-2,0%	-4,2	-4,2	-20,2%	-20,1%	0,0	0,0	0,0
Biens d'équipement	109	3,2	3,1	2,9%	2,9%	1,4	1,3	1,3%	1,2%	-0,1	-0,1	0,0
Matériels de transport	82	8,6	9,9	10,5%	12,0%	8,1	9,4	9,8%	11,4%	1,3	1,3	0,0
Autres branches industrielles	208	7,0	3,8	3,4%	1,9%	2,4	-1,0	1,2%	-0,5%	-3,2	-3,4	-0,2
Commerce	10	0,1	0,1	1,0%	0,6%	0,2	0,1	1,5%	1,1%	0,0	0,0	0,0
Transport	44	1,7	1,1	3,8%	2,5%	0,3	0,0	0,7%	0,0%	-0,6	-0,3	0,3
Information-communication	19	0,7	1,2	3,9%	6,7%	0,7	1,3	3,9%	6,8%	0,5	0,5	0,0
Services financiers	6	0,0	-0,1	-0,6%	-1,4%	-0,1	-0,2	-0,8%	-2,5%	-0,1	-0,1	-0,1
Services aux entreprises	74	0,2	1,1	0,3%	1,5%	0,8	2,0	1,1%	2,7%	0,9	1,2	0,3
Services non marchands	1	-0,1	-0,1	-13,4%	-13,4%	-0,1	-0,1	-13,5%	-13,5%	0,0	0,0	0,0
Services aux ménages	3	0,1	0,1	2,2%	4,2%	0,1	0,2	4,1%	6,2%	0,1	0,1	0,0
Correction CAF/FAB	-16	-1,7	-1,1	10,1%	6,7%	0,1	0,1	-0,4%	-0,8%	0,6	0,1	-0,5
Correction territoriale	35	1,2	1,0	3,3%	2,7%	1,2	1,0	3,3%	2,7%	-0,2	-0,2	0,0

A.3. Révision à la baisse du pouvoir d'achat du RDB

Entre les comptes 2016 semi-définitif et définitif, la croissance de la valeur ajoutée (VA) en valeur de l'ensemble des secteurs institutionnels est revue à la hausse, passant de + 1,2 % à + 1,5 %.

La prise en compte de la donnée d'entreprises (Esane) définitive ne modifie pas le taux de croissance de la valeur ajoutée des **sociétés non financières** qui s'établit à + 1,9 %. Les rémunérations des salariés sont, elles, sensiblement revues à la hausse (+ 2,4 % contre +2,1 % au semi-définitif. En conséquence, l'évolution de l'excédent brut d'exploitation est revu à la baisse au compte définitif, à + 1,0 % contre + 1,6 % au compte semi-définitif. La valeur ajoutée des entrepreneurs individuels est révisée à la baisse. Le taux de marge des sociétés non financières est légèrement abaissé (-0,2 point) à 31,7 %. Le solde des revenus de la propriété est amélioré par rapport au compte semi-définitif, du fait des révisions apportées sur le compte des banques et des OPCVM. L'épargne est donc revue à la hausse (+ 8,5 Md€) et progresse ainsi de + 3,5 % alors qu'elle stagnait au compte semi-définitif. L'investissement et les variations de stocks sont presque inchangés. Au total le taux d'investissement des sociétés non financières n'est pas révisé à 23,2 % en 2016.

La valeur ajoutée des **sociétés financières** reste orientée à la baisse au compte définitif, mais beaucoup moins que dans le semi-définitif (- 1,1 % contre + 6,7 % au semi-définitif). Les révisions sont importantes, notamment sur les secteurs des banques et des assurances : les révisions portant sur le secteur des banques proviennent de l'intégration de la nouvelle méthode de calcul du SIFIM, ainsi que d'améliorations dans la prise en compte des SCPI et des organismes de titrisation. Sur les secteurs des assurances les révisions sont principalement liées à une meilleure prise en compte des données comptables décrivant l'assurance vie. Enfin, le compte des auxiliaires financiers bénéficie de la dernière version d'Esane. La rémunération des salariés n'est pas revue (+ 1,8 %). Le solde des revenus de la propriété (reçus moins versés) est revu à la baisse (-8,8 Md€). La révision à la hausse de la valeur ajoutée ne suffit pas à compenser la dégradation du solde des revenus de la propriété, de sorte que la capacité de financement est revue à la baisse de -5,3 Md€.

Le compte définitif des **ménages** est globalement peu révisé. Ainsi, les revenus d'activités nets sont rehaussés (+ 1,9 % contre + 1,7 % au compte semi-définitif, soit + 1,2 Md€), la révision à la hausse des salaires reçus étant supérieur à celle, à la baisse, du revenu mixte. Les revenus de la propriété sont légèrement revus à la hausse. À l'inverse, les transferts courants reçus par les ménages sont révisés à la baisse entre le compte définitif et semi-définitif, du fait notamment des révisions de la balance des paiements. Au final, l'évolution du revenu disponible brut (RDB) n'est pas révisée, et s'établit à + 1,7 % en 2016. Toutefois, son évolution en termes réels est revue à la baisse (-0,4 point). Il augmente désormais de 1,5 % en 2016 (contre +1,9 % au compte semi-définitif) en lien avec la révision à la hausse du déflateur de la dépense de consommation des ménages induite par la modification du partage prix volume dans les services financiers (SIFIM et assurances). Symétriquement, l'évolution en volume de la dépense de consommation finale des ménages est réhaussée, si bien que la dépense de consommation des ménages en valeur n'est que peu modifiée (+ 0,5 Md€). Le taux d'épargne des ménages n'est ainsi pas revu à 13,9 %.

En part de PIB, le **déficit public** n'est pas révisé par rapport au compte semi-définitif à - 3,5 %. Comme le taux de prélèvements obligatoires qui s'établit à 44,6 % au compte définitif de 2016.

Enfin, le **besoin de financement de la nation** est revu à baisse par rapport au compte semi-définitif du fait de l'intégration des données de la balance des paiements. Il se situe désormais à + 0,1 % du PIB.

A.3.1 croissance de la valeur ajoutée en valeur est revue légèrement à la hausse

Entre le compte semi-définitif et le compte définitif, la croissance de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs est revue de + 0,3 point, s'établissant à + 1,5 % contre + 1,2 % précédemment. Son évolution est ainsi revue de + 5,5 Md€. Le taux de croissance du PIB est revu en conséquence au compte définitif, à + 1,6 % (+ 1,4 % au semi-définitif). L'évolution du RNB en valeur est revu comme le PIB, de +0,2 point, et s'établit à +1,6 % en 2016.

Cette révision vient principalement du compte des institutions financières, portée à la fois par le secteur des banques et celui des assurances. Ainsi, la valeur ajoutée des sociétés non financières croit de + 1,9 % en 2016 comme au semi-définitif et celle des entrepreneurs individuels est revue en baisse à - 0,5 % alors qu'elle stagnait à - 0,1 % lors de la campagne précédente. Au total, la VA des entreprises non financières issue de l'approche revenu progresse spontanément de + 1,7 %. Le travail réalisé sur les équilibres ressources-emplois (ERE) conduit à conserver cette approche.

A l'inverse, la valeur ajoutée des sociétés financières est revue à la hausse : elle baisse de 1,1 % en 2016 contre - 6,7 % au compte semi-définitif. Cette révision sur le compte des sociétés financières est principalement portée par le secteur des banques et des assureurs.

La croissance de la VA des administrations publiques (APU) est légèrement abaissée de 0,1 point, à +0,9 % en 2016, tandis que celle des ISBLSM est augmentée à +1,7 % contre +1,6 % au semi-définitif.

Tableau A.12 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2016 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2016_SD	2016_DEF	Révisions	
Sociétés non financières	1143,6	1,9	1,9	0,0	0,1
Sociétés financières	95,5	-6,7	-1,1	5,6	5,4
Administrations publiques	366,3	1,0	0,9	-0,1	-0,4
Ménages	356,3	1,3	1,4	0,1	0,4
<i>dont EI</i>	<i>130,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,5</i>
<i>ménages purs</i>	<i>225,6</i>	<i>2,1</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>
ISBLSM	35,1	1,6	1,7	0,1	0,0
Total des secteurs institutionnels	1996,8	1,2	1,5	0,3	5,5
Impôts nets de subventions sur les produits	237,3	2,7	2,8	0,0	0,0
Produit intérieur brut	2234,1	1,4	1,6	0,3	5,6

A.3.2 La VA des SNF est peu revue

Sur l'ensemble des SNFEI, l'évolution de la VA n'est pas revue entre les comptes semi-définitif et définitif. Elle s'établit à + 1,7 % en 2016. La donnée source est très peu révisée entre les deux campagnes de comptes. Au compte définitif, le calcul de l'appréciation sur stock a été affiné pour tenir compte des opérations de couverture des entreprises contre les variations de prix des matières premières (pétrole notamment). Au final en 2016 l'évolution de la VA des SNF s'établit à + 1,9 % et celle des entrepreneurs individuels à -0,5 % (contre -0,1 % dans le compte semi-définitif).

Les salaires versés par les sociétés non financières sont eux revus à la hausse de +2,1 Md€ (soit +0,4 point sur l'évolution). L'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières ressort ainsi moins dynamique au compte définitif. Il augmente en 2016 de + 1,0 % contre + 1,8 % lors de la campagne précédente. Le taux de marge est en conséquence abaissé à 31,7 %.

Tableau A.13 – Le compte des sociétés non financières

	2016 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2016_SD	2016_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	1 143,6	1,9	1,9	0,0	0,1
Rémunération des salariés	752,2	2,1	2,4	0,3	2,5
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	569,4	2,4	2,8	0,4	2,1
Impôts nets sur la production	28,4	1,6	0,8	-0,9	-0,2
Excédent brut d'exploitation	362,9	1,6	1,0	-0,6	-2,2
Revenus nets de la propriété versés	42,0	6,7	-9,5	-16,2	-7,5
Revenus de la propriété versés	264,6	-6,4	-2,2	4,2	11,5
Intérêts versés	65,0	-2,5	-2,9	-0,4	-0,3
Dividendes versés	188,6	-8,5	-2,4	6,0	11,7
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	6,8	10,3	10,2	0,0	0,0
Revenus de la propriété reçus	222,6	-9,1	-0,6	8,5	19,0
Intérêts reçus	53,9	10,0	10,8	0,8	0,4
Dividendes reçus	158,7	-19,0	-8,1	10,8	18,7
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	7,7	-2 107,4	-2 405,1	-297,6	1,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	40,6	9,6	5,3	-4,3	-1,6
Transferts courants versés (nets des reçus)	22,0	-4,3	-11,4	-7,0	-1,7
Épargne brute	258,4	0,1	3,5	3,5	8,7
Formation brute de capital fixe	265,3	3,7	3,6	-0,1	-0,3
Variations de stocks (Md€)	16,4	-8,8	-8,8	0,0	0,0
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	19,6	-0,6	-1,3	-0,6	-0,6
Capacité/besoin de financement (Md€)	-3,7	-1,2	7,2	8,4	8,4

Le solde des revenus de la propriété est amélioré, en évolution, au compte définitif, de + 7,5 Md€. Ces révisions sont le miroir de celles portés aux comptes des institutions financières et de la balance des paiements. Les impôts sont peu révisés au compte définitif, en conséquence de quoi l'épargne brute des sociétés non financières est revue à la hausse de + 8,7 Md€. Puisque l'investissement et les variations de stocks sont peu révisées, le besoin de financement des SNF est revu à la hausse en 2016 et se situe à - 3,7 Md€. Le taux d'investissement est inchangé à 23,2 %.

Tableau A.14 Principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2016 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2016_SD	2016_DEF	Révisions
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,7	-0,1	-0,3	-0,2
Taux d'investissement : FBCF / VA	23,2	0,4	0,4	0,0
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	97,4	-3,4	-0,1	3,4

A.3.3 La valeur ajoutée des sociétés financières est revue à la baisse

La valeur ajoutée des sociétés financières est revue à la hausse + 5,6 point), du fait des banques (intégration de la nouvelle méthodologie de calcul des SIFIM) et de corrections d'erreur sur le compte des assurances, en particulier concernant l'assurance vie. Le passage à Solva 2 avait en effet engendré des ruptures de série dans les bilans des sociétés d'assurance qui ont été prises en compte dans le compte définitif.

Tableau A.15 : Comptes des sociétés financières

	2016 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2016_SD	2016_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	95,5	-6,7	-1,1	5,6	5,4
Institutions financières	68,2	-3,8	-0,2	3,7	2,5
Assurances	15,3	-24,5	-2,8	21,7	3,4
Auxiliaires financiers	12,0	0,3	-4,0	-4,3	-0,5
Rémunération des salariés	53,3	1,8	1,8	0,0	0,0
Impôts nets sur la production	9,4	15,9	16,7	0,8	0,1
Excédent brut d'exploitation	32,8	-24,0	-9,3	14,7	5,3
Revenus de la propriété versés	204,2	-6,3	-6,6	-0,3	-0,6
Intérêts versés	104,1	-7,1	-6,6	0,6	0,6
Dividendes versés	30,7	1,8	2,0	0,1	0,0
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	1,1	74,8	74,8	0,0	0,0
Autres revenus d'investissement versés	68,3	-9,1	-10,8	-1,7	-1,3
Revenus de la propriété reçus	217,6	-3,4	-7,4	-4,0	-9,4
Intérêts reçus	145,1	-7,7	-8,8	-1,1	-1,7
Dividendes reçus	47,6	6,8	-6,4	-13,3	-6,7
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	6,5	48,0	48,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissement reçus	18,5	-5,8	-10,5	-4,7	-1,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	14,8	-22,4	-12,1	10,3	1,7
Épargne brute	28,6	-3,1	-17,0	-13,9	-4,8
Formation brute de capital fixe	21,0	6,5	8,5	2,0	0,4
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	2,5	0,6	0,6	0,0	0,0
Capacité de financement (Md€)	9,7	-1,9	-7,2	-5,3	-5,3

Les intermédiaires financiers

La mise en œuvre la nouvelle méthode de calcul des SIFIMA conduit à révisé exceptionnellement le compte de production des banques au compte définitif : la production de SIFIM est revue à la hausse de + 2,5 Md€ (+ 1,0 Md€ sur les dépôts, + 1,5 Md€ sur les crédits). À l'inverse, la production facturée est abaissée de 0,8 Md€ du fait d'une meilleure prise en compte des SCPI et OPC non monétaires. Toutefois cette révision à la baisse de la production est compensée par une baisse des consommations intermédiaires pour un même montant. Au total, la valeur ajoutée en valeur des banques est revue de + 2,5 Md€ au compte définitif.

Le compte d'affectation des revenus primaires est lui révisé plus fortement, le solde (reçus moins versés) étant abaissé de 8,2 Md€. À la correction SIFIM, qui vient modifier les intérêts reçus et versés des banques, s'ajoute un retraitement des dividendes reçus. En effet, en 2016 le secteur des banques reçoit un superdividende, pour un montant de 5,7 Md€, qui n'avait pas été identifié au compte semi-définitif et qu'il convient de traiter en opération financière.

Au final, le reste du compte n'étant pas modifié, la capacité de financement des intermédiaires financiers est détériorée de + 6,7 Md€ en évolution sur l'année 2016 et s'établit à + 5,8 Md€.

Les assurances

Le compte définitif 2016 est profondément revu en haut de compte. Le passage aux états comptables Solva 2 avait en effet rendu très difficile l'estimation du compte semi-définitif. Le passage au compte a été adapté au nouveau format pour ce compte définitif 2016. Au total, la valeur ajoutée des assureurs est revue à la hausse de + 3,4 Md€, soit une évolution de - 2,8 % contre - 24,5 % au compte semi-définitif. Les révisions principales portent sur l'assurance vie pour la production (revue de + 2,6 Md€, compensée partiellement par une révision à la baisse de 1Md€ de la production de réassurance), et l'assurance dommage dont les consommations intermédiaires sont révisées à la baisse de 1,6 Md€.

Le solde des revenus de la propriété est également légèrement dégradé au compte définitif (- 1,0 Md€ sur le solde reçus moins versés), et les impôts sur le revenu sont revus à la hausse du fait d'une meilleure répartition du total fourni par le compte des administrations publiques avec le secteur des sociétés non financières. Au total, la capacité de financement des assureurs est revue à la hausse de +1,5 Md€.

Les auxiliaires financiers

Le compte des auxiliaires financiers est modifié suite à la prise en compte de la nouvelle livraison des données ESANE et de la nouvelle méthode de calcul du SIFIM. La valeur ajoutée est révisée à la baisse de 0,5 Md€, qui se répercute sur l'EBE. À l'inverse, les revenus de la propriété versés sont révisés à la baisse de 0,3 Md€ en lien avec le changement de méthode de calcul du SIFIM.

A.3.4 L'évolution du pouvoir d'achat du RDB des ménages est revue à la baisse

Le compte des ménages étant calculé principalement par solde, il est impacté par toutes les révisions des autres comptes de secteurs. Pour ce compte définitif les revenus nets d'activité sont revus en lien avec l'intégration d'Esane qui revoit à la hausse les salaires reçus par les ménages (+ 0,3 point, soit + 2,2 Md€) et à la baisse le revenu mixte du fait de la révision sur la VA des EI (- 1,1 point, soit - 1,0 Md€).

Tableau A.16 : le compte des ménages

	2016 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2016_SD	2016_DEF	Révisions	
Revenus d'activité nets (1)	831,9	1,7	1,9	0,1	1,2
Revenu mixte	90,1	1,4	0,4	-1,1	-1,0
Salaires reçus	741,7	1,8	2,1	0,3	2,2
Revenus du patrimoine (2)	257,4	-0,3	0,3	0,7	1,8
EBE des ménages purs	179,8	1,9	2,2	0,4	0,7
Revenus de la propriété reçus	94,4	-4,7	-4,2	0,4	0,4
Revenus de la propriété versés	16,8	-2,3	-6,0	-3,7	-0,7
Cotisations sociales des salariés et non salariés	154,1	1,9	1,9	0,0	0,0
Cotisations sociales APU	124,5	1,9	1,9	0,0	-0,1
Cotisations sociales hors APU	29,6	1,9	1,9	0,0	0,0
Prestations sociales en espèces reçues (3)	486,4	1,8	1,8	0,0	0,1
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	221,2	1,0	0,9	-0,1	-0,3
<i>Impôts sur le revenu</i>	194,0	1,1	0,9	-0,2	-0,4
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-1,0	4,2	0,9	-3,2	-3,2
Revenu disponible brut	1 353,5	1,77	1,79	0,02	0,2
Dépense de consommation finale	1 165,4	1,97	2,02	0,04	0,5
Transferts sociaux en nature reçus	394,3	1,4	1,6	0,2	1,0
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	136,8	2,0	2,6	0,6	0,8
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	257,5	1,1	1,1	0,0	0,1
Consommation finale effective	1 559,7	1,8	1,9	0,1	1,5
Épargne brute	188,2	0,6	0,4	-0,2	-0,3
Formation brute de capital fixe	121,3	3,6	3,0	-0,6	-0,7
<i>EI</i>	9,5	3,9	2,3	-1,6	-0,2
<i>ménages purs</i>	111,8	3,6	3,1	-0,5	-0,6
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	-7,8	-2,0	-0,7	1,3	1,3
Capacité de financement (en Md€)	60,5	-4,6	-3,1	1,5	1,5

L'évolution du solde des revenus du patrimoine est légèrement améliorée (+ 1,8 Md€) du fait de la prise en compte, nouvelle, des revenus des PEA, et de la révision d'Esane sur les bénéfices des sociétés soumises à l'IR (le résultat net constitue un dividende reçu du compte des ménages).

Les transferts courants nets reçus par les ménages sont significativement revus à la baisse (- 3,2 Md€) et compensent les améliorations vues ci-dessus. Plusieurs révisions se cumulent : la fraude est revue à la baisse (-0,4 Md€), la balance des paiements revoit les transferts avec le reste du monde (- 0,9 Md€), le lissage des indemnités d'assurance est réestimé (- 0,8 Md€). Au final, l'évolution du RDB des ménages est inchangée. Le pouvoir d'achat du RDB est lui revu à la baisse (- 0,4 point) en lien avec la révision à la hausse du déflateur du PIB. Par unité de consommation, le pouvoir d'achat augmente ainsi plus modérément, de + 0,8 %, contre + 1,2 % au compte semi-définitif.

La dépense de consommation des ménages est marginalement revue à la baisse, de sorte que l'épargne des ménages est légèrement révisée à la baisse plus au compte définitif (-1,9 % contre 1,8- % au semi-

définitif). Au total, le taux d'épargne baisse de -0,3 point au compte définitif contre -0,2 point au semi-définitif, et s'établit à 13,9 %.

L'investissement des ménages est également révisé à la baisse (-0,7 Md€). La révision est presque intégralement portée par l'investissement des ménages purs en logement. Au total l'investissement des ménages est révisé en baisse mais reste dynamique à + 3,0 % contre + 3,6 % au compte semi-définitif). La capacité de financement des ménages est relevée de + 1,5 Md€.

Tableau A.17 : les principaux ratios du compte des ménages

	2016 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2016_SD	2016_DEF	Révisions
Taux d'épargne (En %)	13,9	-0,2	-0,2	-0,02
Taux d'épargne financière (En %)	4,5	-0,4	-0,3	0,1
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,6	1,91	1,56	-0,35
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,9	1,27	0,92	-0,35

A.3.5 Le déficit des administrations publiques est peu révisé (+34 millions d'euros)

En 2016 le solde public est très peu revu par rapport à la publication de septembre 2018 (notification EDP). Il convient de noter que lors de la publication de septembre, SNCF Réseau a été reclassé dans le secteur des administrations publiques centrales. En 2016, l'impact sur le déficit public s'est élevé à 3,2 Md€. Le solde public s'établit à -3,5% du PIB, soit -79,1 Md€.

Tableau A.18 : le compte des administrations publiques

	2016 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2016_SD	2016_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	366,3	1,0	0,9	-0,1	-0,4
Rémunération des salariés	284,0	0,9	1,0	0,0	0,1
Excédent brut d'exploitation	75,7	1,1	0,6	-0,6	-0,4
Impôts production reçus nets de subventions	300,1	3,0	3,0	0,0	0,0
Solde des revenus de la propriété	-26,8	-5,1	-6,2	-1,0	0,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	280,0	0,6	0,6	0,0	0,1
Cotisations sociales reçues	418,4	1,2	1,3	0,1	0,3
Prestations sociales en espèces versées	442,9	1,7	1,6	-0,1	-0,6
Transfert courants nets reçus	-59,8	8,5	8,8	0,3	-0,2
Revenu disponible brut	544,8	1,0	1,2	0,1	0,7
Consommation finale individuelle	347,3	1,3	1,5	0,3	0,9
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	136,8	2,0	2,6	0,6	0,8
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	210,6	0,8	0,8	0,1	0,1
Consommation finale collective	182,9	1,0	0,9	-0,1	-0,2
Epargne brute (Md€)	14,6	-0,6	-0,6	-0,1	-0,1
Formation brute de capital fixe	75,1	0,3	0,3	-0,1	0,0
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-79,1	0,6	0,6	0,0	0,0
Administrations publiques centrales (Md€)	-80,0	-4,2	-4,2	-0,1	-0,1
Administrations publiques locales (Md€)	3,0	3,1	3,1	0,0	0,0
Administrations de sécurité sociale (Md€)	-2,2	1,7	1,7	0,0	0,0

État (amélioration du déficit de 40 M€)

Deux éléments améliorent le déficit de l'Etat : le décalage TVA pour 70M€ et les droits de mutation pour 130 M€. La révision sur les droits de mutation provient du retraitement effectué au moment du provisoire 2017 : une partie de ces taxes avaient été enregistrées sur un compte d'imputation provisoire et n'ont pas été comptabilisés en recettes budgétaires, mais ont été enregistrés en comptabilité nationale car payés par les ménages en 2017, la correction a été affinée depuis le compte semi-définitif. A contrario,

la révision sur les PPP, le refus d'apurement communautaire et sur les créances du crédit d'impôt recherche dégrade le déficit 140 M€.

ODAC (révision de la capacité de financement de -120 M€)

La principale révision provient du déficit de SNCF Réseau qui a été dégradé de 170 M€ : en effet, lors de la notification EDP de septembre, le déficit de SNCF Réseau a été calculé sur la base du rapport annuel de SNCF Réseau. Depuis le compte définitif 2016, les informations sur le déficit fournies directement par SNCF Réseau, sont plus détaillées et permettent ainsi un calcul plus précis du besoin de financement. Inversement les aides à l'investissement reçues par les universités sont revues à la baisse et améliorent le déficit des Odac de 60M€.

Les ASSO (amélioration du déficit de 30 M€)

La FBCF des hôpitaux est révisée à la baisse et améliore ainsi le besoin de financement des ASSO de 95 M€. A contrario, le traitement des revenus tirés des OPCVM vient dégrader le solde de 60M€.

A.3.6 Le besoin de financement de la Nation est amélioré

Le compte du reste du monde est révisé dans le sens d'une amélioration du besoin de financement de la nation. Les opérations de répartition sont très peu modifiées, l'amélioration globale étant portée par le solde commercial : les exportations sont revues à la hausse de +3,7 Md€ et les importations à la baisse (- 1,0 Md€).

Tableau A.19 : le compte du reste du monde (vision secteurs résidents)

	2016 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2016_SD	2016_DEF	Révisions	
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-13,5	-5,8	-1,1	4,7	4,7
Exportations	675,8	-0,1	0,5	0,6	3,7
Exportations de biens (FAB)	468,8	-0,5	-0,2	0,3	1,6
Importations	689,3	0,8	0,6	-0,1	-1,0
Importations de biens (FAB)	493,5	0,4	0,0	-0,4	-2,2
Solde des opérations de répartition (Md€)	0,2	-1,4	-1,5	-0,1	-0,1
Rémunérations des salariés (Md€)	19,6	0,7	0,2	-0,5	-0,5
Subventions nettes d'impôts (Md€)	4,7	-0,7	-0,6	0,1	0,1
Revenus de la propriété (Md€)	22,9	0,1	0,2	0,1	0,1
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-9,5	0,0	0,6	0,5	0,5
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-37,7	-0,9	-1,9	-1,0	-1,0
Transferts en capital (Md€)	0,2	-0,5	0,1	0,6	0,6
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-13,3	-7,2	-2,5	4,6	4,6
En % du PIB (évolution en points)	-0,6	-0,3	-0,1	0,2	

B. Principales révisions intervenues sur le compte semi-définitif 2017 par rapport au compte provisoire 2017

Dans le compte semi-définitif 2017, le PIB en valeur progresse de + 2,7 % contre + 2,8 % lors du compte provisoire (soit une révision de + 0,1 point). Cette modification résulte notamment des révisions de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte partielle de la donnée structurelle d'entreprise (Esane). La prise en compte des données de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de la Banque de France conduit également à modifier la valeur ajoutée des sociétés financières. Enfin, la Balance des Paiements a fourni de premiers résultats de l'enquête ECEIS sur 2017, ce qui conduit à modifier le solde commercial.

La croissance du PIB en volume atteint + 2,3 % dans le compte semi-définitif, contre +2,2 % au compte provisoire. Le déflateur du PIB a été revu à la baisse (-0,2 point), du fait principalement de la modification du partage volume / prix de la consommation en assurances et services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

Côté demande, la dépense de consommation des ménages en volume augmente plus vivement qu'au compte provisoire (+ 1,4 % contre + 1,0 %), du fait de la révision de la consommation de plusieurs produits (assurances et services financiers notamment). Les dépenses de consommation des administrations publiques et des ISBLSM sont révisées à la hausse en volume par rapport au compte provisoire.

La FBCF augmente (en volume) en compte semi-définitif à un rythme supérieur à celui du compte provisoire (+ 4,7 % contre + 4,5 % en compte provisoire). Cette révision masque toutefois des révisions en sens contraires. La FBCF des ménages augmente ainsi davantage en volume dans le compte semi-définitif (+ 6,6 %) qu'au compte provisoire (+ 5,6 %), suite à la prise en compte de données plus fines sur la construction et à la révision du compte satellite du logement. La FBCF des entreprises non financières progresse également plus rapidement au compte semi-définitif 2017 (+ 4,7 % en volume) qu'au compte provisoire (+ 4,1 %). En revanche, les données de l'autorité des marchés financiers, source non disponible au compte provisoire, conduisent à réviser à la baisse la FBCF des entreprises financières tout en confirmant son fort dynamisme (+ 12,3 % en compte semi-définitif contre + 16,1 % en compte provisoire). Enfin, la FBCF des administrations publiques est revue à la baisse : + 0,3 % en compte semi-définitif contre + 1,4 % en compte provisoire.

La contribution des variations de stocks à la croissance est inchangée par rapport au compte provisoire et s'élève à + 0,2 point en volume, malgré la prise en compte partielle de la donnée structurelle d'entreprise, non disponible au compte provisoire.

Enfin, la contribution du commerce extérieur en volume est légèrement négative (-0,1 point en volume au compte semi-définitif, contre +0,1 point au compte provisoire).

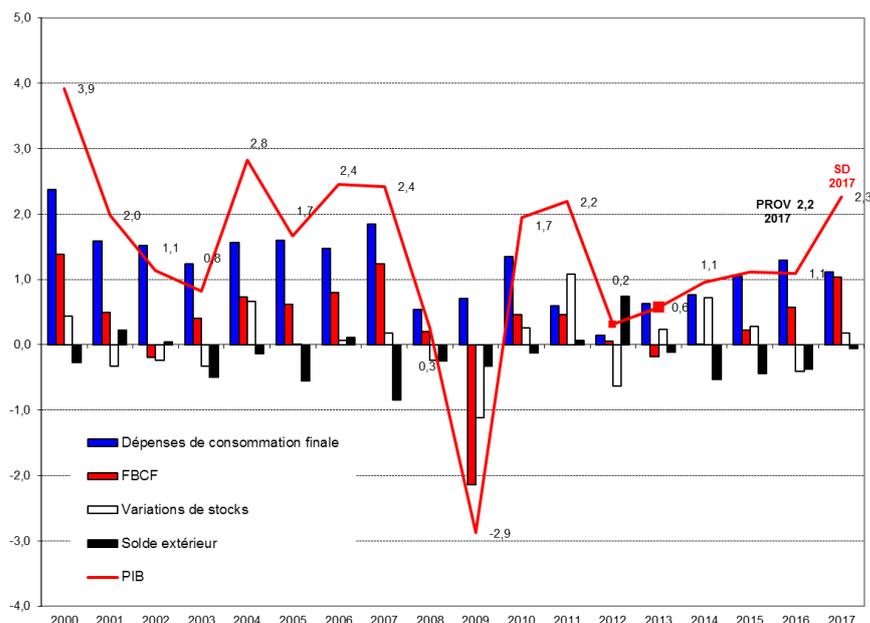
Tableau B.1 Fiche de PIB en volume, révisions du compte semi-définitif 2017

Fiche de PIB en volume	Niveau 2016 (Md€)		Niveau 2017 (Md€)		2017, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision par rapport au provisoire
PIB	2 229	2 234	2 277	2 285	2,2	2,27	0,1
Importations	690	689	718	717	4,0	3,9	0,0
Dépenses de consommation	1 741	1 743	1 760	1 767	1,1	1,4	0,3
- dont ménages	1 165	1 165	1 176	1 182	1,0	1,4	0,4
- dont APU	529	530	536	538	1,3	1,5	0,1
- dont ISBLSM	47	47	48	48	1,4	1,5	0,1
FBCF totale	488	487	510	510	4,5	4,7	0,2
- dont ménages	112	112	119	119	5,6	6,6	1,0
- dont ENF	275	275	287	288	4,1	4,7	0,6
- dont APU	75	75	76	75	1,4	0,3	-1,1
- dont autres	25	26	29	28	13,4	10,3	-3,1
Exportations	672	676	702	702	4,5	3,9	-0,6
Variations de stocks	18	18	22	22			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 229	2 230	2 270	2 278	1,8	2,1	0,3
Consommation des ménages	1 165	1 165	1 176	1 182	0,5	0,7	0,2
Consommation des APU	529	530	536	538	0,3	0,3	0,0
FBCF totale	488	487	510	510	1,0	1,0	0,0
Variations de stocks	18	18	22	22	0,2	0,2	0,0
Commerce extérieur	-18	-14	-16	-15	0,1	-0,1	-0,2

Tableau B.2 Fiche de PIB en valeur, révisions du compte semi-définitif 2017

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2016 (Md€)		Niveau 2017 (Md€)		2017, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision par rapport au provisoire
PIB	2 229	2 234	2 292	2 295,1	2,8	2,7	-0,1
Importations	690	689	733	732	6,2	6,1	0,0
Dépenses de consommation	1 741	1 743	1 779	1 783	2,2	2,3	0,1
- dont ménages	1 165	1 165	1 191	1 191	2,2	2,2	0,0
- dont APU	529	530	540	544	2,0	2,5	0,5
- dont ISBLSM	47	47	48	48	2,6	2,3	-0,3
FBCF totale	488	487	516	516	5,7	5,9	0,1
- dont ménages	112	112	121	122	7,6	8,8	1,2
- dont ENF	275	275	289	289	4,9	5,2	0,3
- dont APU	75	75	77	77	3,1	2,2	-1,0
- dont autres	25	26	29	29	14,3	10,9	-3,3
Exportations	672	676	708	707	5,3	4,7	-0,6
Variations de stocks	18	18	22	20			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 229	2 230	2 295	2 299	3,0	3,1	0,1
Consommation des ménages	1 165	1 165	1 191	1 191	1,2	1,2	0,0
Consommation des APU	529	530	540	544	0,5	0,6	0,1
FBCF totale	488	487	516	516	1,3	1,3	0,0
Variations de stocks	18	18	22	20	0,2	0,1	-0,1
Commerce extérieur	-18	-14	-25	-24	-0,3	-0,5	-0,2

Graphique B.1 : Croissance en volume du PIB depuis 2000 et contributions de la demande



B.1 L'approche demande du PIB révisé à la baisse en valeur et à la hausse en volume

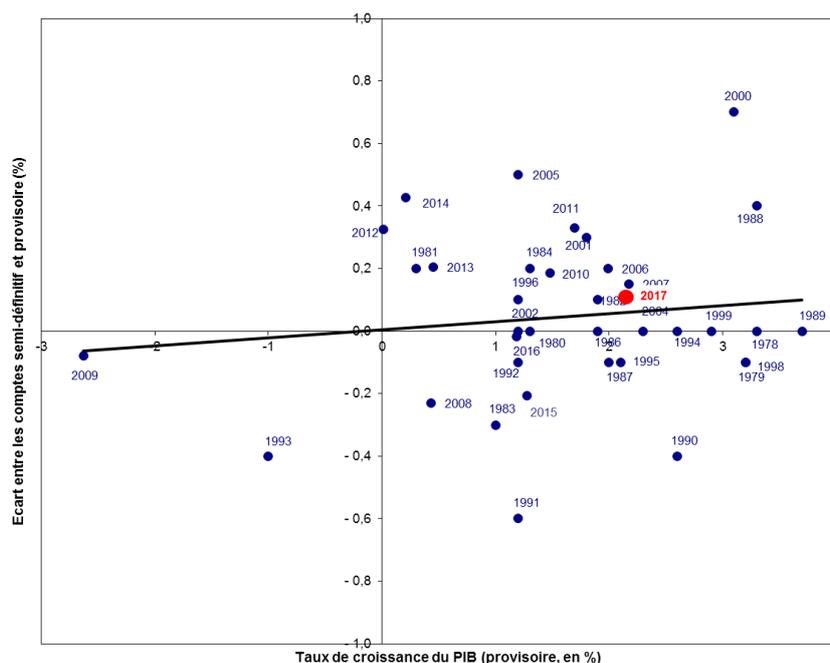
Dans le compte semi-définitif 2017, le PIB en valeur progresse de + 2,7 % contre + 2,8 % au compte provisoire 2017, soit une révision de - 0,1 point. Cette révision tient à la révision de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte de la donnée structurelle d'entreprise non disponible au compte provisoire, à la révision du compte de l'agriculture mais également à la prise en compte de nouvelles données de la Balance des Paiements sur les échanges extérieurs et de l'ACPR et de la Banque de France sur les sociétés financières.

Lors d'un compte semi-définitif, l'approche revenu / secteur du PIB repose, pour la partie concernant les entreprises non financières (ENF), sur la statistique d'entreprise Esane. L'approche demande ne se cale pas cependant au niveau fin des branches sur la production et la consommation intermédiaire des ENF telles qu'issues d'Esane. Le plus souvent en effet, des indicateurs conjoncturels (chiffres d'affaires ou indices de production industrielle combinés à des indices de prix à la production) sont privilégiés par rapport aux données fournies par Esane, qui n'ont pu être analysées finement au niveau sectoriel et qui ne comprennent pas une ventilation de la production par branche.

La croissance du PIB en volume atteint in fine +2,3% dans le compte semi-définitif 2017, contre +2,2 % au compte provisoire. Le déflateur du PIB est révisé à la baisse, suite notamment à la modification du partage volume / prix des SIFIM et assurances.

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire (+0,1 point) est inférieure aux révisions passées, +/- 0,2 point en moyenne (cf. graphique B.2).

Graphique B.2 : lien entre croissance et révisions entre les comptes provisoire et semi-définitif



B.2 En volume, la contribution à la croissance des variations de stocks est inchangée, celle du commerce extérieur est revue à la baisse

Le PIB s'établit à 2 295 Md€ en valeur en 2017 ; il progresse de + 61Md€ entre 2016 et 2017, soit une révision à la baisse en évolution de 2,2 Md€ par rapport au compte provisoire (cf tableau B.3).

En volume, la croissance du PIB est révisée à la hausse de + 2,5 Md€, soit +0,1point. Côté demande en volume, l'évolution des dépenses totales de consommation est revue en hausse de +6 Md€ : l'évolution de la dépense de consommation des ménages est relevée de + 5,2 Md€, celle des administrations publiques est révisée à la hausse de + 0,8 Md€ et celle des ISBSLM est inchangée.

L'évolution en volume de la FBCF est revue en légère hausse (+ 1,1 Md€) : l'évolution en volume de la FBCF des entreprises non financières est révisée en hausse (+ 1,1 Md€) tout comme celle des ménages (+ 1,5 Md€), tandis que la FBCF des administrations publiques et celle des autres secteurs sont révisées en baisse respectivement de + 0,8 Md€ et + 0,7 Md€.

L'évolution des variations de stocks en volume est révisée en baisse (- 0,9 Md€), leur contribution au PIB reste inchangée et s'établit à +0,2 point en volume.

Enfin, la contribution du commerce extérieur en volume est révisée à la baisse (-0,2 point), l'évolution des exportations comme des importations étant revue en baisse (- 0,2 Md€ pour les importations et - 3,9 Md€ pour les exportations).

Tableau B.3 : révisions entre les comptes semi-définitif et provisoire 2017 dans l'approche demande

Fiche de PIB	Niveau 2016 (Md€)		2017 Semi-définitif - 2017 Provisoire					
	Semi-définitif	Définitif	Révision en évolution (%)			Révision en delta (Md€)		
			valeur	volume	prix	valeur	volume	prix
PIB	2 229	2 234	-0,1	0,1	-0,2	-2,2	2,5	-4,7
Importations	690	689	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,2	-0,2
Dépenses de consommation	1 741	1 743	0,1	0,3	-0,2	2,4	6,0	-3,5
- dont ménages	1 165	1 165	0,0	0,4	-0,4	-0,1	5,2	-5,2
- dont APU	529	530	0,5	0,1	0,4	2,7	0,8	1,9
- dont ISBLSM	47	47	-0,3	0,1	-0,3	-0,1	0,0	-0,2
FBCF totale	488	487	0,1	0,2	-0,1	0,6	1,1	-0,4
- dont ménages	112	112	1,2	1,0	0,2	1,3	1,1	0,2
- dont ENF	275	275	0,3	0,6	-0,3	0,8	1,5	-0,7
- dont APU	75	75	-1,0	-1,1	0,2	-0,7	-0,8	0,1
- dont autres	25	26	-3,3	-3,1	-0,3	-0,8	-0,7	-0,1
Exportations	672	676	-0,6	-0,6	0,0	-4,1	-3,9	-0,2
Variations de stocks	18	18				-1,5	-0,9	-0,7
Révision des contributions à l'évolution du PIB								
Demande intérieure hors stocks	2 229	2 230	0,1	0,3	-0,2			
Consommation des ménages	1 165	1 165	0,0	0,2	-0,2			
Consommation des APU	529	530	0,1	0,0	0,1			
FBCF totale	488	487	0,0	0,0	0,0			
Variations de stocks	18	18	-0,1	0,0	0,0			
Commerce extérieur	-18	-14	-0,2	-0,2	0,0			

B.2.1 La croissance des dépenses de consommation est revue en hausse

Par rapport au compte provisoire, la croissance des **dépenses de consommation totales** en 2017 est révisée à la hausse en valeur (+0,1 point) comme en volume (+0,3 point).

Les dépenses de consommation des ménages en volume sont plus dynamiques qu'au compte provisoire.

En 2017, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 2,2 % en valeur et de 1,4% en volume, contre +2,2 % en valeur et +1,0 % en volume en compte provisoire. En valeur, les révisions en niveau par rapport au compte provisoire sont minimales au total (+ 0,4 Md€) et s'expliquent principalement par :

- La prise en compte des révisions apportées à la consommation des ménages au compte définitif 2016 (+0,5 Md€). Cet effet base affecte diversement les produits : +2 Md€ sur les assurances, -0,7Md€ sur la restauration par exemple.
- La prise en compte des informations exogènes disponibles dans les équilibres ressources emplois (services non marchands, administration publique, assurances, services financiers, SIFIM, action sociale, solde territorial) conduit à réviser à la baisse la dépense de consommation (-0,8Md€).
- La mobilisation de nouvelles données conduit à abaisser la consommation des ménages de 1,3 Md€. Les principales révisions à la baisse concernent les activités pour la santé humaine marchandes (-0,9 Md€) et la production et distribution gaz vapeur et air conditionné (-0,5 Md€, données de RTE et du SDES). Les plus gros contributeurs à la hausse sont l'hébergement (+0,31 Md€ - nouvelles données sur les nuitées dans les hôtels et les autres hébergements de courte durée), et sur la production, transport et distribution d'électricité (+ 0,3 Md€, données de RTE et du SDES).
- Enfin, la consommation des ménages est calée avec la consommation commercialisable telle que mesurée par Esane. Cela conduit à rehausser les estimations de consommation des ménages de + 1,6 Md€. Les hausses sont réparties sur plusieurs produits : fabrication d'équipements automobiles, les motocycles, les services d'entretiens de véhicules automobiles, le pain, les parfums et produits de toilette, les végétaux d'intérieur et d'extérieur.

Les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte provisoire et le compte semi-définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés. Toutefois, pour certains produits, le déflateur retenu n'est pas l'IPC, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés -SIFIM-, loyers imputés, assurance-vie) ou sont mesurés selon des concepts différents (assurance-dommages, crédits d'impôt). Pour le compte semi-définitif 2017, la modification du partage volume-prix de la dépense de consommation s'explique par les services d'assurance et les services financiers.

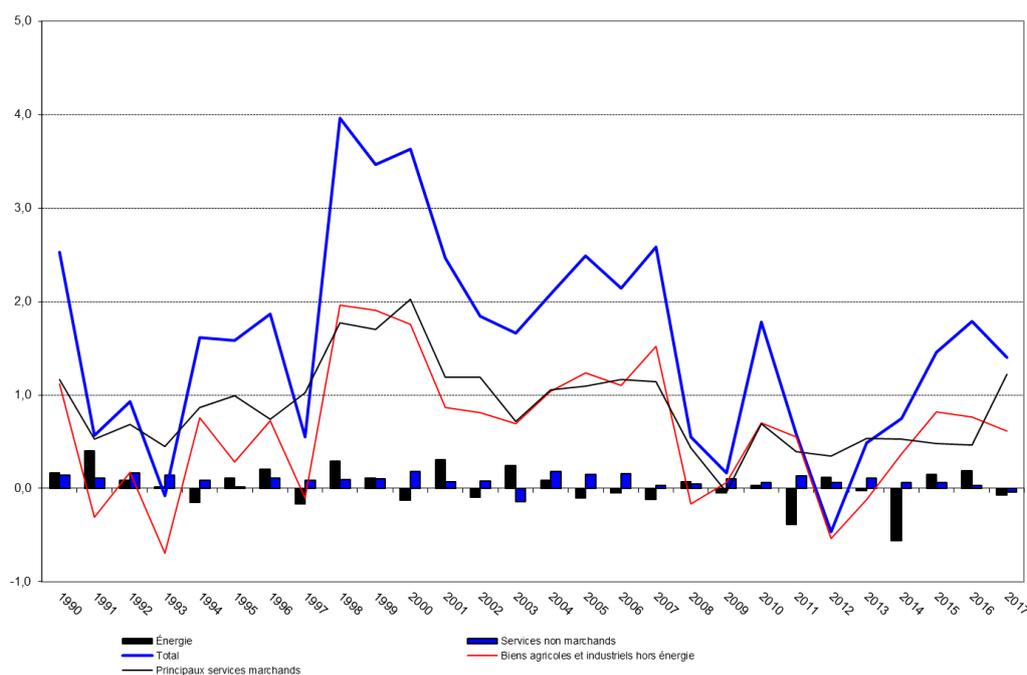
Pour les services d'assurances, c'est le volume d'assurance-vie qui génère la révision du partage volume / prix. En effet, en volume, les services d'assurance dommages sont révisés de la même ampleur et de même sens que les révisions en valeur (+ 1,8 Md€ en valeur et + 1,7 Md€ en volume), par contre les volumes de services d'assurance-vie sont révisés à la hausse de + 3,3 Md€ (contre - 0,9 Md€ en valeur). Concernant le calcul du volume d'assurance-vie 2017, les révisions sont entièrement imputables à l'effet base en valeur (2016). Pour les services financiers de nouvelles données ont été mises à disposition par la Banque de France, qui révisé les encours à la hausse (+ 2 Md€) et donc le volume.

Tableau B.4 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

		Consommation des ménages												Révision de la contribution		
		2017		2017				2017				2017				
		VAL		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX		
		en Md€		Md€		%		Md€		%		%				
		PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT				
Ens	Ensemble	1 191	1 191	11,2	16,3	1,0%	1,4%	26,2	26,1	2,2%	2,2%	0,4%	0,0%	-0,4%		
AZ	Agriculture	36	36	-0,5	-0,5	-1,4%	-1,5%	0,3	0,3	0,9%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%		
DE	Energie, eau, déchets	55	55	-0,3	-0,6	-0,6%	-1,1%	0,5	0,3	1,0%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%		
C1	Industrie agro-alimentaire	179	179	0,6	0,9	0,3%	0,5%	2,1	2,4	1,2%	1,4%	0,0%	0,0%	0,0%		
C2	Cokéfaction et raffinage	45	44	0,3	-0,2	0,6%	-0,4%	4,3	3,9	10,8%	9,5%	0,0%	0,0%	0,0%		
C3	Biens d'équipement	33	32	1,6	0,9	4,9%	2,7%	0,4	-0,3	1,2%	-0,9%	-0,1%	-0,1%	0,0%		
C4	Matériels de transport	70	71	2,8	4,0	4,1%	5,9%	3,0	4,0	4,5%	6,1%	0,1%	0,1%	0,0%		
C5	Autres branches industrielles	153	155	1,5	2,0	1,0%	1,3%	1,4	1,8	0,9%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%		
FZ	Construction	19	19	0,2	0,2	1,0%	1,0%	0,5	0,5	2,7%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%		
GZ	Commerce	14	14	0,5	0,7	3,4%	5,5%	0,7	1,0	5,2%	7,3%	0,0%	0,0%	0,0%		
HZ	Transport	41	41	1,1	1,2	2,9%	3,0%	2,0	2,0	5,1%	5,2%	0,0%	0,0%	0,0%		
IZ	Hébergement-restauration	87	87	3,9	4,2	4,7%	5,2%	5,3	5,6	6,4%	6,9%	0,0%	0,0%	0,0%		
JZ	Information-communication	43	42	0,5	0,1	1,2%	0,3%	-0,1	-0,5	-0,3%	-1,1%	0,0%	0,0%	0,0%		
KZ	Services financiers	66	67	-0,9	2,8	-1,5%	4,4%	3,8	2,6	6,1%	4,1%	0,3%	-0,1%	-0,4%		
LZ	Services immobiliers	232	233	2,3	2,8	1,0%	1,2%	2,9	3,4	1,3%	1,5%	0,0%	0,0%	0,0%		
MN	Services aux entreprises	25	25	1,0	1,1	4,2%	4,5%	1,2	1,3	4,9%	5,3%	0,0%	0,0%	0,0%		
OQ	Services non marchands	64	63	0,2	-0,5	0,3%	-0,7%	0,9	0,2	1,4%	0,3%	-0,1%	-0,1%	0,0%		
RU	Services aux ménages	46	46	0,9	1,2	2,0%	2,8%	1,5	1,8	3,3%	4,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
CHTR	Produits consommés hors du territoire national	-17	-17	-4,3	-4,0	34,4%	30,9%	-4,5	-4,2	35,9%	32,3%	0,0%	0,0%	0,0%		

Au total, les dépenses de consommation des ménages décélèrent en volume en 2017 (+ 1,4 % en 2017 contre + 1,8 % en 2016).

Graphique B.3 : dépenses de consommation, principales contributions à l'évolution en volume



La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques est révisée en hausse

En 2017, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de + 2,5 % en valeur, contre +2,0 % en compte provisoire (cf. tableau B.5), et de 1,5 % en volume (contre + 1,3 % en compte provisoire).

Les dépenses individualisables sont révisées en hausse en valeur et progressent de + 2,4 % en valeur (contre + 2,1 % en compte provisoire) mais elles sont révisées en légère baisse en volume + 1,6 % (contre + 1,7 % en compte provisoire). Les révisions proviennent de l'actualisation des sources DGFIP et DREES notamment. Le partage volume / prix de ces révisions est revu principalement en raison de la révision du partage volume prix de l'éducation non-marchande (85N) révisée à la hausse en valeur (+ 0,85 milliard d'euros) et à la baisse en volume (- 1,1 milliard d'euros).

Les dépenses collectives augmentent de + 2,7 % en valeur (contre + 1,9 % au compte provisoire) et augmentent de + 1,1 % en volume (contre + 0,5 % au compte provisoire). Cette révision en valeur et en volume à la hausse s'explique par la mise à jour de données DGFIP et de la révision à la hausse de la consommation intermédiaire de s SIFIM des administrations publique locales (la production est estimée par la somme des coûts). La déformation du partage volume prix est liée à la déformation du partage volume-prix fournis sur les éléments de coûts, incluant en particulier les consommations intermédiaires de SIFIM fortement revues entre les deux versions de compte.

Tableau B.5 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	Consommation des APU												
	2017		2017				2017				Révision de la contribution		
	VAL	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Consommation individualisable	354	356	6,0	5,7	1,74%	1,65%	7,2	8,5	2,1%	2,4%	-0,1%	0,2%	0,3%
dont produits marchands	128	129	3,5	3,5	2,8%	2,8%	3,4	3,5	2,7%	2,8%	0,0%	0,0%	0,0%
dont santé	57	57	1,4	1,9	2,6%	3,4%	1,7	2,1	3,1%	3,9%	0,1%	0,1%	0,0%
dont industrie pharmaceutique	27	27	1,4	1,1	5,2%	4,2%	0,7	0,4	2,6%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
dont autres	45	45	0,7	0,5	1,7%	1,2%	1,0	0,9	2,3%	2,1%	0,0%	0,0%	0,0%
dont produits non marchands	226	227	2,5	2,2	1,1%	1,0%	3,9	5,0	1,7%	2,3%	-0,1%	0,2%	0,3%
dont santé	69	71	1,7	1,8	2,5%	2,7%	0,7	1,3	1,0%	1,8%	0,0%	0,1%	0,1%
dont éducation	99	100	0,6	0,2	0,6%	0,2%	2,0	2,9	2,1%	2,9%	-0,1%	0,2%	0,2%
dont administration publique	19	18	0,2	-0,2	1,1%	-1,2%	0,6	0,2	3,1%	0,9%	-0,1%	-0,1%	0,0%
dont autres	38	39	-0,1	0,3	-0,2%	0,9%	0,6	0,7	1,6%	2,0%	0,1%	0,0%	-0,1%
Consommation collective	187	188	0,9	2,0	0,5%	1,1%	3,5	4,9	1,9%	2,7%	0,2%	0,3%	0,0%
dont administration publique	174	175	0,8	1,8	0,4%	1,1%	3,2	4,4	1,9%	2,6%	0,2%	0,2%	0,0%
dont autres	12	13	0,2	0,2	1,3%	1,8%	0,3	0,5	2,4%	3,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Consommation totale	540	544	7,0	7,8	1,3%	1,5%	10,7	13,4	2,0%	2,5%	0,1%	0,5%	0,4%

Les dépenses de consommation des ISBLSM sont en baisse en valeur et en légère hausse en volume par rapport au compte provisoire.

En 2017, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de + 2,3 % en valeur, et de + 1,5 % en volume, contre respectivement + 2,6 % et + 1,4 % en compte provisoire. La consommation individualisable des ISBLSM est révisée à la baisse de - 0,13 milliard d'euros en valeur et de - 0,03 milliard d'euros en volume.

La consommation en activités des organisations associatives (GS94N) est révisée à la baisse en valeur et en volume (- 0,12 Md€ en valeur et - 0,10 Md€ en volume) suite aux révisions de la masse salariale.

Par ailleurs, l'hébergement médico-social et l'action sociale sans hébergement sont révisés à partir des places au sein des différents établissements médico-sociaux. Ces informations sont extraites du répertoire FINISS.

Dans l'action sociale sans hébergement (88N), la révision du volume comme de la valeur, s'explique principalement par les services d'éducation spéciale et de soins à domicile destinés aux enfants handicapés. La progression du nombre de places dans les CHRS et les CADA contribue principalement aux révisions relatives au 87N.

Tableau B.6 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit

	Consommation des ISBLSM												
	2017		2017				2017				Révision de la contribution		
	VALEUR		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
SD	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT			
Ensemble	48	-0,1	1	1	1,4%	1,5%	1,2	1,1	2,6%	2,3%	0,1%	-0,3%	-0,3%
Services non marchands	29	0,0	0,4	0,5	1,4%	1,8%	0,8	0,7	2,7%	2,6%	0,3%	0,0%	-0,3%
Services aux ménages	19	-0,1	0,3	0,2	1,5%	0,9%	0,5	0,4	2,5%	1,9%	-0,2%	-0,2%	0,0%

B.2.2 La FBCF est révisée en hausse par rapport au compte provisoire

En compte semi-définitif 2017, la FBCF totale augmente + 5,9 % en valeur (contre + 5,7 % en compte provisoire) et de + 4,7 % en volume contre + 4,5 % au compte provisoire, mais cette stabilité masque des révisions contrastées entre secteurs institutionnels.

La forte progression de la FBCF des ménages est confortée : elle augmente de + 8,8 % en valeur et de + 6,6 % en volume, contre + 7,6 % en valeur et + 5,6 % en volume au compte provisoire. Au compte provisoire, la FBCF des ménages, pour l'essentiel de la FBCF en construction ou en frais liés à la construction, s'appuie sur les estimations du compte satellite du logement, construit à partir des mises en chantier. Au compte semi-définitif, une analyse fine des équilibres ressources-emplois est réalisée pour la construction, à partir des premières données issues d'Esane et des indices de chiffres d'affaires. Cette analyse conduit à revoir à la hausse la FBCF de la construction pour les ménages.

La FBCF des entreprises non financières progresse de + 5,2 % en valeur en 2017 et de + 4,7 % en volume, contre + 4,9 % en valeur et + 4,1 % en volume au compte provisoire. Pour un compte semi-définitif, la donnée Esane n'est pas suffisamment stabilisée pour estimer un montant de FBCF corporel des SNFEI. La FBCF des entreprises non financières résulte donc des évolutions des ressources et des emplois par produits à un niveau fin, et est en particulier affectée par les révisions de la FBCF sur les autres secteurs institutionnels.

L'évolution de la FBCF des entreprises financières est révisée en baisse en valeur (+ 12,9 % en compte semi-définitif contre + 17,0 % en compte provisoire) et en baisse en volume (+ 12,3 % au compte semi-définitif contre + 16,1 % en compte provisoire) suite à la prise en compte des informations de l'autorité des marchés financiers, non disponibles au compte provisoire.

L'évolution de la FBCF des APU est révisée à la baisse, en lien avec la prise en compte des dernières données de la DGFIP.

Tableau B.7 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

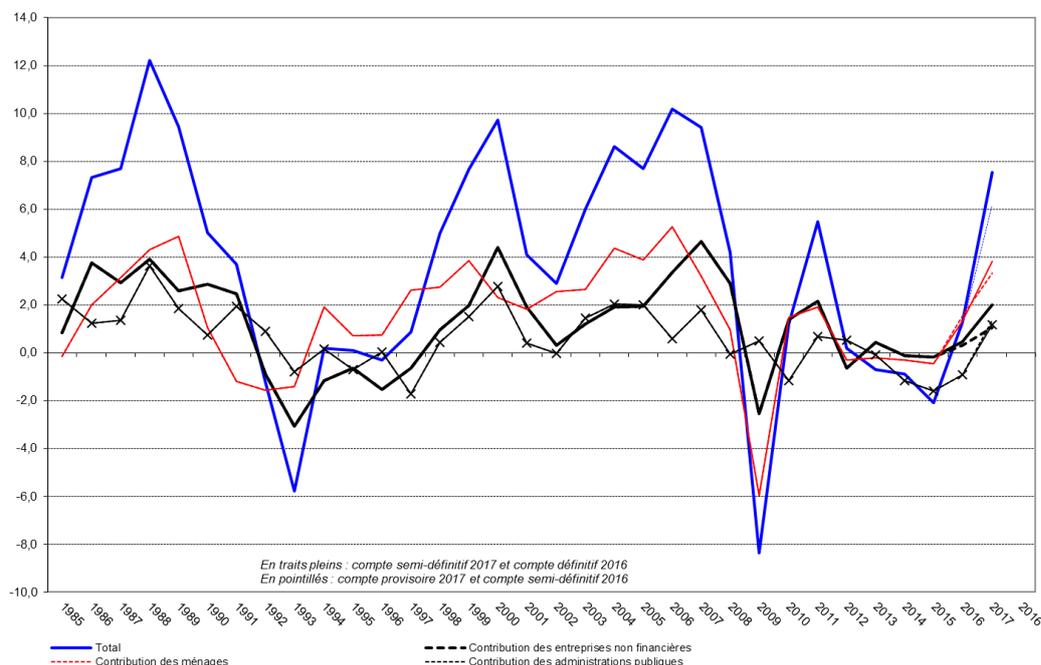
	FBCF par secteurs institutionnels															
	2017		2017				2017				Révision de la contribution		Révision			
	VAL	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX	VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		Md€			
PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		SD - PROV_CT				
Ménages	121	122	6,3	7,4	5,6%	6,6%	8,5	9,8	7,6%	8,8%	0,2%	0,3%	0,0%	1,1	1,3	0,2
Entreprises non financières	289	289	11,3	12,9	4,1%	4,7%	13,5	14,3	4,9%	5,2%	0,3%	0,2%	-0,1%	1,5	0,8	-0,7
Administrations publiques	77	77	1,1	0,2	1,4%	0,3%	2,3	1,6	3,1%	2,2%	-0,2%	-0,1%	0,0%	-0,8	-0,7	0,1
Autres (IF notamment)	29	29	3,4	2,7	13,4%	10,3%	3,6	2,8	14,3%	10,9%	-0,2%	-0,2%	0,0%	-0,7	-0,8	-0,1
Ensemble	516	516	22,0	23,1	4,5%	4,7%	27,9	28,5	5,7%	5,9%	0,2%	0,1%	-0,1%	1,1	0,6	-0,4

Par produit, les révisions sont également contrastées. La FBCF en construction est révisée à la hausse (+ 3,2 Md€ en valeur), du fait d'une part de la prise en compte des données du SDES (FBCF des ménages) et d'autre part de la prise en compte d'informations complémentaires sur la branche. La FBCF en biens d'équipements, matériels de transport et des autres branches industrielles est révisé à la baisse (au total - 2,5 Md€ sur ces trois postes en valeur).

Tableau B.8 : principales révisions de la FBCF par produit

	FBCF totale												
	2017		2017				2017				Révision de la contribution		
	VAL	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	516	516	22,0	23,1	4,5%	4,7%	27,9	28,5	5,7%	5,9%	0,2%	0,1%	-0,1%
Agriculture	1	1	-0,1	0,0	-9,5%	-2,9%	-0,1	0,0	-7,0%	-2,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	40	39	2,8	2,3	7,6%	6,2%	2,7	2,1	7,2%	5,8%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Matériels de transport	37	37	0,1	-1,0	0,3%	-2,7%	0,0	-0,9	0,1%	-2,4%	-0,2%	-0,2%	0,0%
Autres branches industrielles	37	35	0,8	-0,1	2,2%	-0,3%	1,2	0,2	3,5%	0,6%	-0,2%	-0,2%	0,0%
Construction	220	224	7,1	10,4	3,4%	5,0%	11,8	15,0	5,7%	7,2%	0,7%	0,7%	0,0%
Information-communication	76	76	6,9	7,1	9,9%	10,3%	6,6	6,7	9,6%	9,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Services immobiliers	6	6	0,5	0,7	9,9%	14,0%	0,6	0,8	12,7%	16,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	96	96	3,9	3,8	4,3%	4,1%	4,9	4,5	5,4%	4,9%	0,0%	-0,1%	-0,1%
Services aux ménages	2	2	0,0	0,1	2,2%	2,8%	0,1	0,1	3,3%	3,4%	0,0%	0,0%	0,0%

Graphique B.4 : investissement en produits liés à l'immobilier (en valeur)



B.2.3 La contribution des variations de stocks est peu revue au compte semi-définitif

Les entreprises continuent d'accroître leurs stocks en 2017 et un peu plus qu'en 2016 si bien que la contribution des variations de stocks à la croissance est légèrement positive. Cette contribution n'est pas revue au compte semi-définitif : + 0,2 point en volume comme au compte semi-définitif.

Contrairement au compte provisoire où les variations de stocks sont pour l'essentiel déterminées par solde dans les équilibres ressources-emplois, l'exploitation de la statistique d'entreprise Esane permet au compte semi-définitif d'avoir de premières estimations de variations de stocks pour les entreprises non financières. Les données de stocks issues d'Esane doivent toutefois faire l'objet d'une correction statistique dite d'appréciation sur stocks pour que les stocks soient valorisés aux prix de marché estimés en moyenne annuelle, conformément aux concepts de comptabilité nationale : l'impact de cette correction est négatif en 2017 du fait de la hausse des prix du pétrole.

Par produits les révisions des variations de stocks entre le semi-définitif et le provisoire peuvent être contrastées. Les variations de stocks sont ainsi revues en baisse sur le matériel de transport (- 1,1 Md€ en valeur et - 1,2 Md€ en volume) et dans une moindre mesure dans la construction (- 0,6 Md€ en valeur et volume). On note également une révision à la baisse en valeur et à la hausse en volume dans l'agriculture (- 0,3 Md€ en valeur, + 0,2 Md€ en volume) et une hausse en valeur et en volume sur les autres branches industrielles (+ 1,4 Md€ en valeur, + 1,9 Md€ en volume). Les révisions sur l'agriculture et les

autres branches industrielles conduisent à réviser le partage volume / prix des variations de stocks. Dans l'agriculture ces révisions sont notamment dues aux variations de prix de l'agriculture et du vin, dont les prix ne sont connus qu'avec un délai important, une fois les enquêtes sur les prix des céréales et sur les prix du vin disponibles.

Tableau B.9 : principales révisions des variations de stocks par produit

	Variations de stocks												
	2017		2017				2017				Révision de la contribution		
	VAL		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	22	20	4,8	3,9	0,2%	0,2%	4,1	2,6	0,2%	0,1%	0,0%	-0,1%	0,0%
Agriculture	5	4	3,9	4,1	0,2%	0,2%	3,3	3,0	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	1	0	1,3	0,3	0,1%	0,0%	1,4	0,3	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	0	1	-1,8	-1,6	-0,1%	-0,1%	-1,9	-1,4	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	1	0	-1,3	-1,1	0,0%	0,0%	-1,2	-1,0	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	3	3	-0,3	-0,6	0,0%	0,0%	-0,3	-0,6	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	6	7	4,4	3,2	0,1%	0,1%	4,3	3,2	0,2%	0,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Autres branches industrielles	6	6	-1,9	-0,1	0,0%	0,0%	-1,9	-0,5	-0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%
Construction	0	-1	0,4	-0,2	0,0%	0,0%	0,4	-0,2	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Information-communication	0	0	0,2	0,1	0,0%	0,0%	0,1	0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	0	0	0,0	-0,3	0,0%	0,0%	0,0	-0,3	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

B.2.4. Le solde de la balance des biens et services est révisé en hausse par rapport au compte provisoire

Le solde de la balance des biens et services s'établit, en compte semi-définitif 2017, à - 24,3 Md€ (contre - 25,3 Md€ en compte provisoire), soit une révision en niveau de + 1,0 Md€.

Cette révision à la hausse provient d'une part d'une première exploitation de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) 2017 de la Balance des Paiements – seules des estimations étaient disponibles au compte provisoire – et d'autre part de l'actualisation des données des douanes, dont les révisions à la hausse avaient été surestimées en compte provisoire (les données des Douanes sont systématiquement révisées en hausse entre les comptes provisoire et semi-définitif du fait de déclarations tardives ; les estimations du compte provisoire incorporent de ce fait une anticipation de ces révisions).

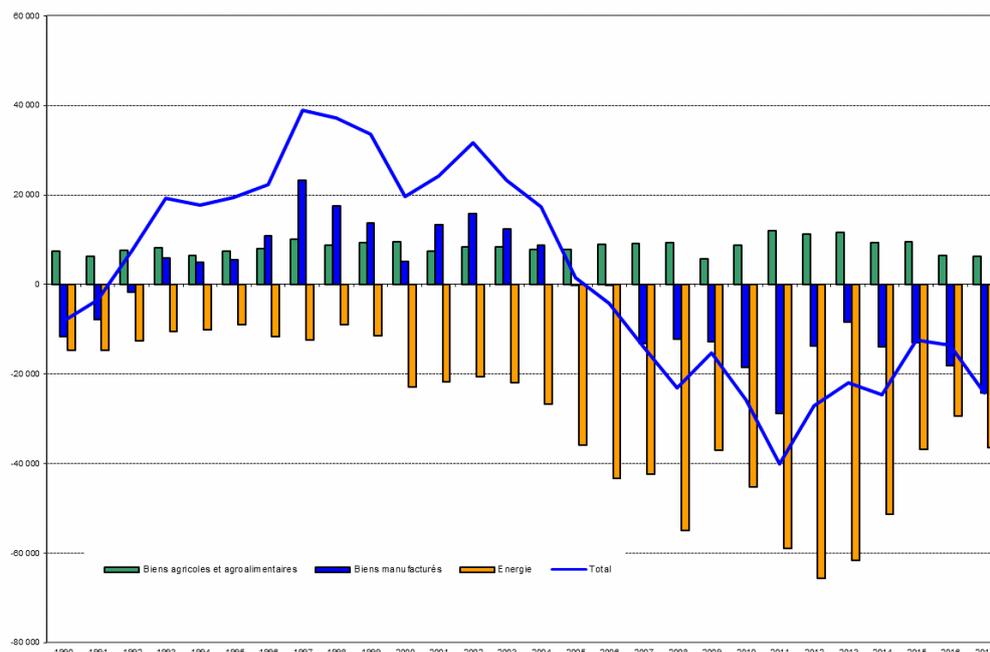
Les révisions entre le compte semi-définitif et le provisoire s'expliquent également par des suppressions de cales retenues au provisoire et par une augmentation au compte semi-définitif des arbitrages réalisés sur l'aéronautique au provisoire, arbitrages confortés par l'annonce de la révision du solde commercial par les douanes.

Le solde extérieur en base 2014 s'établit donc en 2017 à - 24,3 Md€ contre - 18,2 Md€ en 2016, de sorte que sa contribution à la croissance en valeur du PIB est très légèrement négative, et s'établit à - 0,5 % contre - 0,3 % en compte provisoire.

Le déficit sur les biens manufacturés et l'énergie se creuse, et l'excédent sur les biens agricoles et agro-alimentaires, ainsi que sur les services se réduit. Ceci conduit au total à une dégradation du solde commercial entre 2016 et 2017 (graphique B.5).

Par ailleurs, le partage volume prix des échanges extérieurs a été légèrement revu afin de se recalibrer sur les indices des prix de la production à l'exportation et sur les indices de prix des importations, qui n'avaient pas été systématiquement retenus en compte provisoire.

Graphique B.5 : balance commerciale des biens et services (en valeur)



La progression des exportations est fortement révisée en baisse.

En 2017, le taux de croissance des exportations en valeur est revu à la baisse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 5,3 % et + 4,7 %). Cette révision à la baisse de l'évolution en valeur s'explique prioritairement par la révision des exports entre les comptes semi-définitif et définitif 2016 (+ 3,7 Md€). La valeur des exportations en 2017 est quant à elle faiblement révisée, de + 0,4 Md€ à la baisse, entre les comptes provisoire et semi-définitif.

La faible révision à la baisse des exports 2017 masque des révisions en sens contraires. S'agissant des services, la Balance des Paiements a mis à disposition de l'Insee pour le compte semi-définitif la première exploitation de l'ECEIS 2017, alors que seules des projections étaient disponibles au moment du compte provisoire- ces projections pouvant différer de ce qui avait été *in fine* retenu par la Balance des Paiements dans son rapport annuel 2017. Par ailleurs, certaines déclarations des déclarants directs généraux ont été actualisées, et par rapport à ce qui avait été transmis au moment de la confection du compte provisoire, l'évolution des exportations de services de la Balance des Paiements sur le champ de la comptabilité nationale a été au global révisée à la baisse (- 3,1 Md€) ; elle touche l'ensemble des services à l'exception des services financiers et des transports.

A contrario, l'évolution des exportations de biens est révisée à la hausse (2,6Md€). En particulier, le négoce international issu de la première exploitation de l'ECEIS s'avère être plus élevé de 1,6 Md€ que ce qui avait été anticipé au compte provisoire. Les exportations d'aéronautique ont été arbitrées en hausse (+1Md€), afin de tenir compte en évolution d'une sous-estimation probable du niveau des exportations. Le travail à façon transmis par la BdP est également revu à la hausse (+ 0,9 Md€) tout comme les données des douanes (+ 0,8 Md€). La surestimation des révisions à la hausse des douanes en compte provisoire conduit à réviser à la baisse l'évolution des exportations de biens (- 1,5 Md€). Les révisions à la baisse les plus importantes se concentrent sur les exportations de services aux entreprises et en matériels de transport.

En volume, la progression des exportations totales est revue en baisse par rapport au compte provisoire (à + 3,8 %, contre + 4,5 % auparavant). Les indices de prix ne sont que légèrement modifiés en compte semi-définitif 2017 par rapport au compte provisoire 2017 : les révisions en valeur se reportent sur les volumes.

Tableau B.10 : principales révisions des exportations par produit

	Exportations												
	2017	2017	2017				2017				Révision de la contribution		
	VAL	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	708	707	29,9	26,1	3,9%	3,9%	35,7	31,6	4,7%	4,7%	-0,6%	-0,6%	0,0%
Agriculture	15	15	-0,5	-0,6	-3,9%	-4,1%	-0,3	-0,4	-2,6%	-2,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	10	11	1,4	1,8	15,8%	23,0%	2,2	2,7	25,7%	34,4%	0,1%	0,1%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	48	48	2,3	2,2	4,5%	4,9%	3,0	2,9	6,0%	6,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	12	12	0,4	0,5	5,7%	5,1%	1,9	1,9	20,7%	19,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	89	90	3,3	3,4	3,1%	3,9%	3,2	3,4	3,0%	3,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	123	123	6,2	5,1	3,9%	4,3%	5,5	3,9	3,4%	3,3%	-0,2%	-0,2%	-0,1%
Autres branches industrielles	199	199	8,8	9,8	5,3%	5,3%	12,6	13,1	7,3%	7,0%	0,1%	0,1%	-0,1%
Commerce	7	7	-0,1	-0,3	1,5%	-3,8%	-0,3	-0,2	-0,7%	-3,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	34	34	2,4	2,2	5,2%	7,2%	3,3	3,1	8,0%	9,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Information-communication	20	19	1,1	0,2	3,7%	1,1%	0,9	0,0	2,5%	-0,2%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Services financiers	12	14	-0,1	-0,6	-11,0%	-4,2%	-1,9	-1,5	-23,3%	-10,1%	-0,1%	0,1%	0,1%
Services aux entreprises	81	78	0,5	-1,1	1,5%	-1,4%	0,7	-1,3	1,8%	-1,6%	-0,2%	-0,3%	-0,1%
Services non marchands	1	1	0,0	0,1	0,0%	11,3%	0,0	0,1	0,0%	11,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	5	5	0,2	-0,6	2,0%	-11,1%	0,3	-0,5	3,5%	-10,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Correction territoriale	54	54	4,0	3,9	7,9%	7,9%	4,6	4,4	9,0%	9,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Le taux de croissance des importations est révisé en légère baisse en 2017.

En 2017, le taux de croissance des importations en valeur est revu en légère baisse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 6,2 % et + 6,1 %).

Cette révision à la baisse est tout d'abord imputable à la révision à la baisse de l'évolution des importations de services (- 1,2 Md€), notamment suite à la première exploitation de l'ECEIS 2017 et à la révision des données de déclarants directs généraux. Les importations de services de transports et de services de télécommunications et informatiques révisent à la hausse (respectivement + 1,1 Md€ et + 2,1 Md€), mais ces révisions à la hausse sont compensées par d'importantes révisions à la baisse des services financiers (- 1,1 Md€) et de réparation (- 2,2 Md€).

Par ailleurs, l'évolution des importations de biens est également révisée à la baisse (- 0,2 Md€). Cette faible révision résulte en bonne partie de l'anticipation de la révision des données des douanes au compte provisoire : révision de + 2,6 Md€, anticipée à + 3,5 Md€ en compte provisoire. Par ailleurs, les importations aéronautiques ont été révisées à la baisse (- 0,7 Md€).

Le taux de croissance des importations en volume est légèrement révisé à la baisse (+ 3,9 % en compte semi-définitif au lieu de + 4,0 % en compte provisoire), car les indices des prix des importations, non retenus systématiquement dans un premier temps dans le compte provisoire, s'avèrent en réalité cohérents avec les autres informations des équilibres ressources emplois en compte semi-définitif.

Tableau B.11 : principales révisions des importations par produit

	Importations												
	2017	2017	2017				2017				Révision de la contribution		
	VAL	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	733,0	731,6	27,4	27,2	4,1%	3,9%	42,7	42,3	6,3%	6,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Agriculture	15	15	0,2	0,2	1,5%	1,6%	0,4	0,4	2,9%	2,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	38	39	2,2	2,1	7,2%	6,9%	8,0	8,3	26,3%	27,6%	0,0%	0,1%	0,1%
Industrie agro-alimentaire	42	42	1,6	1,4	4,1%	3,5%	2,5	2,4	6,4%	6,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	20	20	-0,5	-0,2	-2,9%	-1,2%	2,8	3,3	16,7%	19,5%	0,0%	0,1%	0,0%
Biens d'équipement	116	116	6,0	6,4	5,5%	5,7%	5,3	5,7	4,9%	5,1%	0,0%	0,1%	0,0%
Matériels de transport	99	99	8,4	7,3	7,7%	8,0%	8,5	7,5	7,8%	8,2%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Autres branches industrielles	224	220	8,9	9,1	6,0%	4,4%	13,7	13,4	8,3%	6,5%	0,0%	0,0%	-0,1%
Commerce	9	9	-0,5	-0,6	-4,6%	-6,0%	-0,6	-0,6	-5,7%	-5,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	46	47	0,9	2,2	2,8%	5,0%	1,7	3,0	4,5%	7,0%	0,2%	0,2%	0,0%
Information-communication	19	21	-0,2	1,2	-3,5%	6,0%	-0,3	0,9	-4,4%	4,7%	0,2%	0,2%	0,0%
Services financiers	7	6	0,7	-0,1	14,2%	-0,9%	0,9	-0,1	17,2%	-1,3%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Services aux entreprises	75	75	0,2	-0,9	-1,4%	-1,2%	0,3	-1,1	-1,2%	-1,4%	-0,2%	-0,2%	0,0%
Services non marchands	1	1	0,0	0,2	0,0%	22,6%	0,0	0,2	0,0%	23,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	3	3	0,1	0,0	1,9%	-1,4%	0,2	0,0	2,8%	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Correction CAF/FAB	-17	-18	-0,4	-0,9	2,9%	5,3%	-0,7	-1,3	4,4%	8,2%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Correction territoriale	37	37	-0,3	-0,1	-0,3%	-0,3%	0,1	0,3	0,8%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%

B.3 La valeur ajoutée est revue à la baisse (en valeur), le pouvoir d'achat des ménages est peu révisé

Entre les comptes provisoire et semi-définitif 2017, la croissance de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs institutionnels est révisée à la baisse de -0,21 point (passant de + 2,6 % à + 2,3 %). La croissance du PIB est revue de -0,13 point en valeur et s'établit à +2,7 % en 2017.

La valeur ajoutée des sociétés non financières et entrepreneurs individuels est révisée en baisse (+ 3,1 %, contre + 3,4 % lors du compte provisoire). De la même manière, la progression des salaires et traitements bruts est revue à la baisse, à + 3,4 % contre + 3,6 % en compte provisoire. Ces modifications tiennent principalement à l'intégration, dans le compte semi-définitif, des données issues de la statistique structurelle d'entreprises. Spontanément la donnée d'entreprise donnait une évolution de la VA légèrement supérieure à la donnée finale de la comptabilité nationale. L'intégration des données agricoles et la mise en cohérence des impôts déclarés par les entreprises avec les données issues des administrations publiques réhaussent la croissance de la valeur ajoutée par rapport à cette estimation spontanée, mais a contrario, l'appréciation sur stocks, du fait de l'augmentation du prix du pétrole en 2017, conduit à abaisser la valeur ajoutée. Au total, le taux de marge des SNF est stable par rapport à 2016, mais revu légèrement à la baisse par rapport au compte provisoire. Tandis que l'EBE baisse par rapport au provisoire, le solde des revenus de la propriété est amélioré au compte semi-définitif suite à la prise en compte des nouvelles données de la Banque de France. Ainsi, au final, l'évolution de l'épargne brute est donc assez stable par rapport au compte semi-définitif : alors qu'elle progressait de + 4,6 % au compte provisoire, elle augmente de + 4,3 % au compte semi-définitif. L'investissement qui ressort des équilibres ressources emploi est revu en hausse par rapport au provisoire, tandis que les variations de stocks sont révisées en baisse. Dans ce contexte, le taux d'investissement est révisé en hausse (+ 0,2 point) et le taux d'autofinancement est un peu supérieur à celui du provisoire.

L'évolution de la valeur ajoutée des sociétés financières est revue en hausse (-7,2 %, contre -9,0 % lors du compte provisoire). Cette révision est portée par le secteur des auxiliaires financiers, tandis que l'évolution de la valeur ajoutée des assurances est revue en baisse et celle des institutions financières est très peu révisée.

Le revenu disponible brut des ménages est révisé à la baisse (- 0,4 point sur l'évolution 2017). Cette révision résulte principalement de la baisse des revenus de la propriété, en particulier des revenus distribués aux assurés, à laquelle s'ajoute une baisse des prestations sociales en espèces. En parallèle les dépenses de consommation finale sont stables, de sorte que le taux d'épargne est révisé à la baisse de -0,4 point. Le déflateur de la consommation finale des ménages est revu à la baisse (- 0,2 point) : l'évolution du pouvoir d'achat du revenu des ménages par unité de consommation est donc révisé en hausse au compte semi-définitif 2017 de 0,05 point.

En part de PIB, le déficit public atteint -2,8% du PIB, il est révisé en baisse (-0,1 point) par rapport à la notification EDP d'octobre 2018.

Enfin, le besoin de financement de la nation se réduit de 0,4Md€ par rapport à 2016 avec la prise en compte des dernières estimations des douanes et de la balance des paiements sur le solde commercial, les transferts courants et les revenus de la propriété. En niveau, il s'améliore par rapport au compte provisoire et se situe désormais à 0,4 % du PIB.

B.3.1 La croissance de la valeur ajoutée est revue à la baisse (- 0,2 point)

Entre les comptes provisoire et semi-définitif, l'évolution de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs est revue de - 0,2 point (soit - 4,1 Md€, cf. tableau B.12). Elle progresse ainsi de + 2,3 % (contre + 2,6 % précédemment), après + 1,5 % en 2016.

Les impôts nets des subventions sur les produits sont revus en forte hausse, en raison de la révision subventions au titre du service public d'énergie. Ainsi, la révision de la VA est atténuée au passage à l'évolution du PIB en valeur, revu à + 2,7 % contre + 2,8 % au compte provisoire. La valeur ajoutée des

entreprises non financières et entrepreneurs individuels est revue en baisse, à + 3,1 % dans le compte semi-définitif, contre + 3,4 % lors du compte provisoire.

Ce changement tient essentiellement à l'intégration, dans le compte semi-définitif, d'informations issues de la statistique structurelle d'entreprises. La donnée Esane évolue spontanément de + 3,2 % sur le champ SNFEI. L'intégration de l'agriculture, ainsi que certaines opérations de passage au compte (comparaison des impôts nets des subventions déclarés par les entreprises aux données issues du compte des administrations publiques) conduisent à la réhausser, tandis que la correction au titre de l'appréciation sur stock, joue à la baisse sur l'évolution de la valeur ajoutée étant donné l'augmentation du prix du pétrole. Au total, l'évolution de la valeur ajoutée des SNFEI dans les comptes nationaux présente une évolution de + 3,1%, proche de la donnée source Esane.

La VA des sociétés financières est revue en hausse (- 7,2 % contre - 9,0 % en compte provisoire). Cette révision est portée essentiellement par les auxiliaires financiers tandis que la valeur ajoutée des assurances est révisée en baisse et celle des institutions financières est stable par rapport au provisoire.

La VA des administrations publiques (APU) est revue en hausse (+ 2,4 % en compte semi-définitif contre + 2,2 % auparavant), essentiellement car les salaires étaient légèrement sous-estimés sur la partie manquante du champ au provisoire.

Tableau B.12 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

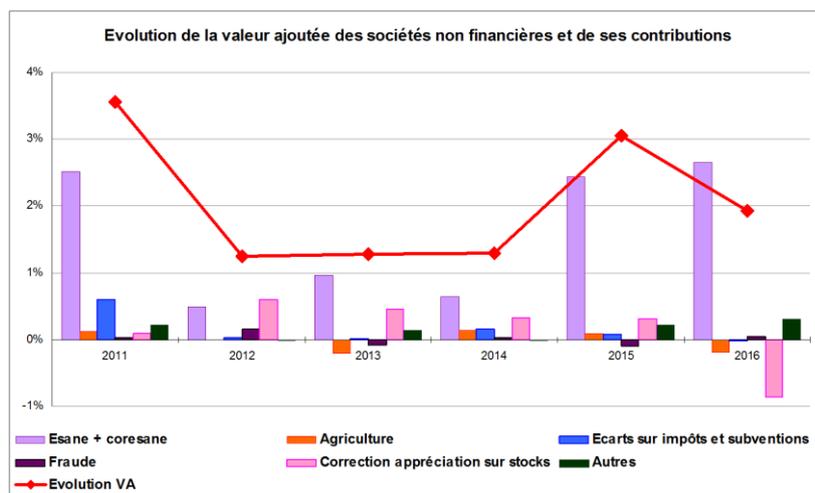
	2017 SD en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2017_PROV	2017_SD	Révisions	Total	2016DEF	2017SD
Sociétés non financières	1181,5	3,7	3,3	-0,4	-4,6	0,1	-4,6
Sociétés financières	88,7	-9,0	-7,2	1,8	1,2	5,4	6,6
Administrations publiques	375,1	2,2	2,4	0,2	0,8	-0,4	0,5
Ménages	362,6	2,2	1,8	-0,4	-1,4	0,4	-1,0
<i>dont EI</i>	131,6	0,2	0,7	0,5	0,6	-0,5	0,1
<i>ménages purs</i>	231,0	3,3	2,4	-0,9	-2,0	0,9	-1,1
ISBLSM	36,1	1,9	2,9	1,0	0,4	0,0	0,4
Total des secteurs institutionnels	2044,0	2,6	2,4	-0,2	-3,6	5,5	1,9
Impôts nets de subventions sur les produits	251,1	5,2	5,8	0,6	1,4	0,0	1,4
Produit intérieur brut	2295,1	2,8	2,7	-0,1	-2,2	5,6	3,4

B.3.2 L'EBE des sociétés non financières n'est pas révisé

Au compte semi-définitif 2017, les données Esane donnent une évolution spontanée de la valeur ajoutée de + 3,5 % pour les sociétés non financières et - 2,6 % pour les entrepreneurs individuels.

L'intégration des autoentrepreneurs dont le chiffre d'affaires évolue de + 10,7 % contribue à rehausser fortement l'évolution de la VA des EI. La valeur ajoutée des secteurs agricoles progressant de + 11,2 % (contrecoup de la très mauvaise année 2016 pour l'agriculture) contribue à hauteur de + 0,3 point d'évolution de la VA des SNFEI. A contrario, l'appréciation sur stock, du fait de la forte hausse des prix des produits pétroliers, pèse fortement sur l'évolution de la VA en 2017, avec une contribution de - 0,5 point. Après passage au compte, la valeur ajoutée des SNFEI s'établit à 1 311 Md€, soit une évolution de + 3,1 % (+ 3,3% pour les SNF et + 0,7% pour les EI) en révision de - 0,3 point par rapport au compte provisoire. La masse salariale des SNFEI est légèrement revue à la baisse, à + 3,4 % contre + 3,6 % au provisoire, proche de la donnée ACOSS. Pour le compte 2017 semi-définitif on peut observer que la source ESANE est de loin le principal contributeur à l'évolution de la valeur ajoutée (graphique B.6).

Graphique B.6 : évolution de la VA des SNF et de ses contributions



Les impôts nets sur la production sont revus à la baisse suite à une amélioration du partage entre SNFEI et SF de la CVAE et de la CFE. Les révisions de la VA et des salaires, combinées à celle sur les impôts nets des subventions, conduisent à revoir l'évolution de l'EBE à la baisse : alors qu'il augmentait de + 3,6 % au compte provisoire, il n'augmente plus que de + 3,1 % au semi-définitif, soit une révision de même ampleur que celle de la valeur ajoutée. En conséquence, le taux de marge des SNF n'est pas révisé, il est stable par rapport à 2016, comme au compte provisoire.

Tableau B.13 : compte des sociétés non financières

	2017 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2017_PROV	2017_SD	Révisions	Total	2016DEF	2017SD
Valeur ajoutée	1 181,5	3,7	3,3	-0,4	-4,6	0,1	-4,6
Rémunération des salariés	778,4	3,8	3,5	-0,3	-2,3	2,5	0,2
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	589,9	3,7	3,6	-0,1	-0,5	2,1	1,6
Impôts nets sur la production	28,6	1,1	0,2	-0,8	-0,8	-0,2	-1,1
Excédent brut d'exploitation	374,4	3,6	3,2	-0,4	-1,5	-2,2	-3,7
Revenus nets de la propriété versés	30,5	-33,3	-27,4	6,0	5,0	-7,5	-2,5
Revenus de la propriété versés	236,8	1,5	-10,5	-12,0	-31,6	11,5	-20,1
Intérêts versés	63,6	3,0	-2,2	-5,2	-3,4	-0,3	-3,6
Dividendes versés	163,4	1,7	-13,4	-15,0	-28,2	11,7	-16,5
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	5,6	-17,5	-17,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété reçus	206,3	9,9	-7,3	-17,3	-36,6	19,0	-17,6
Intérêts reçus	51,4	17,7	-4,7	-22,4	-12,0	0,4	-11,6
Dividendes reçus	144,7	7,4	-8,8	-16,2	-24,3	18,7	-5,5
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	7,9	16,6	1,6	-15,1	-1,0	1,0	0,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	47,6	18,0	17,4	-0,5	-0,5	-1,6	-2,2
Transferts courants versés (nets des reçus)	22,9	13,9	4,0	-9,9	-2,4	-1,7	-4,2
Epargne brute	273,5	7,5	5,8	-1,7	-3,6	8,7	5,1
Formation brute de capital fixe	279,5	5,0	5,3	0,3	0,9	-0,3	0,6
Variations de stocks (Md€)	18,7	5,5	2,3	-3,2	-3,2	0,0	-3,1
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	27,6	3,7	8,1	4,4	4,4	-0,6	3,7
Capacité/besoin de financement (Md€)	2,5	3,8	6,3	2,4	2,4	8,4	10,8

Les impôts sur le revenu et le patrimoine sont révisés à la baisse, en cohérence avec une amélioration du partage de l'impôt sur les sociétés entre SNFEI et SF, réalisée dès le compte définitif 2016.

Enfin, les transferts versés nets sont revus en baisse, d'une part suite au reclassement de SNCF Réseau en administration publique, et d'autre part en raison de la révision des montants versés aux ménages au titre de la fraude (méthode statistique au provisoire, alors que l'estimation du semi-définitif repose sur l'approche demande).

Tableau B.14 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2017 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2017_PROV	2017_SD	Révisions	2016DEF	2017SD
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,7	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
Taux d'investissement : FBCF / VA	23,7	0,3	0,5	0,2	0,0	0,1
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	97,9	2,2	0,5	-1,8	3,4	1,6

La croissance de la FBCF des SNF, telle qu'évaluée dans les équilibres ressources-emplois, est revue à + 5,3 %, contre + 5,0 % au provisoire. Au total l'évolution du taux d'investissement est revue en légère hausse par rapport au compte provisoire : pour les SNF, il s'établit à 23,7 % en 2017 au compte semi-définitif contre 23,5 % au en provisoire.

Au compte semi-définitif la plupart des revenus de la propriété des différents secteurs est donnée par une source comptable ou, à tout le moins, exogène. C'est le cas par exemple pour la grande majorité du secteur des institutions financières (exploitation des états comptables des banques et des assurances), pour les APU (comptabilité publique) ou pour le reste du monde (donnés par la Balance des paiements). L'évaluation des intérêts versés et reçus par les SNF, comme des dividendes (versés par les SNF, reçus par les SNF et les ménages) doit être réalisée en confrontant différentes sources. On dispose ainsi :

- d'une estimation de l'évolution du total des produits financiers des SNF dans la source ESANE
- d'une estimation de la charge d'intérêts ainsi que des dividendes versés par les SNF, également données par la source ESANE.
- d'une transmission par la DGFiP de la déclaration 2042 des ménages permettant d'évaluer les dividendes reçus par les ménages
- des encours du TOF permettant de calculer des taux apparents pour lesquels on s'assure qu'ils sont cohérents d'un secteur à l'autre, et avec les évolutions économiques connues par ailleurs.

Les données issues d'Ésane sont utilisées pour la détermination des intérêts et dividendes versés, tandis que les intérêts et dividendes reçus par les SNFEI sont estimés par solde des intérêts et dividendes reçus et versés de la part de tous les autres secteurs institutionnels. Ce travail conduit, dans le en compte semi-définitif 2017, à dégrader les intérêts nets reçus par les SNF. Il conduit également à rehausser les dividendes nets reçus par les SNFEI.

Ainsi, au total, le solde des revenus de la propriété des SNFEI est amélioré par rapport au compte provisoire, de même que leur épargne. La révision à la hausse de l'investissement conduit ainsi à améliorer le taux d'autofinancement, qui, sur le champ des SNF, est amélioré en niveau de +0,5 point par rapport au provisoire (mais son évolution est en baisse). Il se maintient ainsi à un niveau particulièrement haut.

B.3.3. La valeur ajoutée des institutions financières est révisée à la baisse

En 2017, la croissance de la VA des sociétés financières (SF) est revue en hausse de 1,8 point lors du compte semi-définitif : son taux de croissance est de - 7,2 %, contre - 9,0 % lors du compte provisoire. Cette révision est portée par le secteur des auxiliaires financiers, et dans une moindre mesure par les institutions financières.

Les assurances

Lors du compte provisoire, seules certaines informations fournies par le syndicat professionnel FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) sont disponibles pour évaluer l'activité des assureurs vie et non-vie. Elles ne couvrent pas de manière exhaustive le champ des assurances et ne permettent pas de reconstituer la totalité des éléments des comptes. En particulier, des hypothèses sont nécessaires pour estimer les revenus financiers des assureurs vie et non-vie, ainsi que l'essentiel de la partie réassurance.

Lors du compte semi-définitif, les états comptables des assureurs fournis par l'ACPR et la DREES peuvent être exploités. Le passage à Solva 2 a cependant modifié le format des données reçues par l'Insee. Ce changement de format explique les corrections importantes réalisées sur le compte des assurances entre les comptes semi-définitif 2016 et compte définitif 2016, et qui se traduisent par des révisions de même ampleur en 2017 (valeur ajoutée révisée de + 3,4 Md€ en compte définitif 2016 et de + 2,4 Md€ en compte semi-définitif 2017). Cette révision de + 2,4 Md€ se décompose en une révision de + 2,7 Md€ sur la production et une révision de + 0,3 Md€ sur les consommations intermédiaires.

Par rapport à 2016, la valeur ajoutée est en baisse de - 2,0 Md€ compte-tenu de la hausse des prestations d'assurances vie et du ralentissement de l'activité des entreprises de réassurances. La dégradation de la valeur ajoutée des assurances, dans le compte semi-définitif 2017, résulte également pour 0,4 Md€ de la disparition de la Coface, dont l'activité est désormais intégrée dans le compte de l'Etat.

Les auxiliaires financiers

Le compte des auxiliaires financiers est revu au semi-définitif suite à l'intégration des données ESANE. En évolution, compte tenu des révisions déjà apportées au compte définitif 2016, le compte est révisé en hausse : l'évolution de la valeur ajoutée est revue à + 15 % contre - 3,5 % au compte provisoire, soit une révision de + 1,7 Md€. Les rémunérations sont légèrement accrues ce qui conduit à revoir l'EBE à la hausse (+ 1,1 Md€ en 2017 par rapport au provisoire). Les revenus de la propriété sont également revus en amélioration : les revenus versés sont relevés de + 1,5 Md€ tandis que les revenus reçus sont légèrement plus augmentés (+ 2,1 Md€). Ces révisions s'expliquent essentiellement par les dividendes repris dans Esane au compte semi-définitif. Au provisoire aucune information n'est disponible sur ce secteur.

Tableau B.15 : les comptes des sociétés financières

	2017 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2017_PROV	2017_SD	Révisions	Total	2016DEF	2017SD
Valeur ajoutée	88,7	-9,0	-7,2	1,8	1,2	5,4	6,6
Institutions financières	61,6	-10,1	-9,7	0,4	0,0	2,5	2,5
Assurances	13,3	-8,6	-13,2	-4,6	-1,0	3,4	2,4
Auxiliaires financiers	13,8	-3,5	15,0	18,5	2,2	-0,5	1,7
Rémunération des salariés	55,1	1,6	3,3	1,7	0,9	0,0	0,9
Impôts nets sur la production	9,8	-10,8	4,3	15,1	1,4	0,1	1,5
Excédent brut d'exploitation	23,8	-28,8	-27,4	1,4	-1,1	5,3	4,2
Revenus de la propriété versés	207,2	7,1	1,5	-5,6	-11,5	-0,6	-12,1
Intérêts versés	102,6	8,9	-1,4	-10,3	-10,7	0,6	-10,1
Dividendes versés	35,5	5,6	15,7	10,1	3,1	0,0	3,1
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	0,9	-17,5	-17,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissement versés	68,1	5,3	-0,3	-5,6	-3,9	-1,3	-5,2
Revenus de la propriété reçus	216,7	1,8	-0,4	-2,2	-5,0	-9,4	-14,4
Intérêts reçus	145,3	3,8	0,2	-3,7	-5,4	-1,7	-7,1
Dividendes reçus	46,7	-1,7	-1,9	-0,2	0,0	-6,7	-6,7
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	5,3	-18,3	-18,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissement reçus	19,4	2,9	5,2	2,2	0,4	-1,0	-0,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine	16,1	9,4	9,0	-0,4	0,1	1,7	1,8
Épargne brute	15,1	-50,4	-47,2	3,2	3,3	-4,8	-1,5
Formation brute de capital fixe	23,7	17,0	12,9	-4,1	-0,8	0,4	-0,4
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	4,7	2,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité de financement (Md€)	-4,1	-18,1	-13,7	4,4	4,4	-5,3	-0,9

Les intermédiaires financiers

Le compte des intermédiaires financiers est revu en forte baisse par rapport au compte provisoire, en grande partie du fait des révisions intervenues entre semi-définitif 2016 et définitif 2016. En particulier, un dividende exceptionnel important avait été comptabilisé à tort en dividende reçu dans le compte semi-définitif 2016 et corrigé a été retiré dans le en définitif 2016.

Concernant la valeur ajoutée, son évolution est revue de + 0,4 % entre provisoire 2017 et semi-définitif 2017. Cette révision à la hausse résulte notamment de révisions à la hausse importantes (+ 4,2 Md€) sur

les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) suite à des déclarations tardives qui conduisent la Banque de France à revoir son estimation du taux de refinancement des banques. Par ailleurs les consommations intermédiaires sont également revues à la hausse (+ 2,3 Md€).

Les impôts nets des subventions sont également révisés à la hausse suite à l'amélioration du partage de la CVAE et de la CFE entre SNFEI et SF. L'EBE des intermédiaires financiers est donc révisé à la hausse de + 0,9 Md€.

Le solde des revenus de la propriété est dégradé de - 7,6 Md€ par rapport au provisoire 2017, dont - 8,2Md€ lié à des révisions entre semi-définitif 2016 et définitif 2016 (retraitement du dividende exceptionnel et prise en compte d'une nouvelle méthodologie sur les SIFIM). Au total, la capacité de financement des intermédiaires financiers se dégrade en compte semi-définitif 2017, à un niveau plus bas qu'au provisoire 2017.

B.3.4 Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est légèrement révisé au compte semi-définitif ; il reste dynamique à +1,4 % en 2017

La croissance du revenu disponible s'établit à 2,2% en compte semi-définitif (contre 2,6% en compte provisoire) en raison de révisions qui ne se compensent pas tout à fait :

- Les revenus d'activité sont légèrement plus dynamiques qu'au compte provisoire, en lien avec la révision à la hausse du revenu mixte des entrepreneurs individuels (+ 1,3 Md€ en évolution, données d'entreprises) et de la stabilité des salaires reçus (+ 0,2 Md€ en évolution) ;
- L'évolution du solde des revenus du patrimoine (solde des revenus de la propriété et EBE des ménages purs qui correspond à l'activité de service de logement des ménages) est révisée en baisse (- 7,8 Md€ d'évolution), du fait notamment des revenus attribués aux assurés, estimés qualitativement au provisoire, alors qu'ils reposent sur l'exploitation des comptes de résultats des assurances en semi-définitif ;
- Les prestations sociales en espèces sont révisées à la baisse (- 1,8 Md€), en raison notamment d'un meilleur partage en prestations sociales en espèce et en nature (information de la DRESS) : les prestations en nature de santé sont elles revues à la hausse ;
- L'évolution des transferts courants nets reçus est révisée en 2017 de + 2,2 Md€, du fait notamment d'une correction apportée sur 2016 sur le traitement des transferts avec le du Reste du Monde.

Au total, en 2017, le revenu disponible brut (RDB) des ménages est revu en baisse (- 5,8 Md€) entre les comptes provisoire et semi-définitif, soit -0,4 point. Le RDB progresse au semi-définitif de + 2,2 % contre + 2,6 % au provisoire. Dans le même temps, en 2016, la dépense de consommation des ménages est révisée de + 0,4 Md€ par rapport au compte provisoire, de sorte que l'évolution du taux d'épargne est revue à la baisse (- 0,6 point à 13,9 %, cf. tableau B.17). Le prix des dépenses de consommation finale des ménages étant également revu à la baisse, l'évolution du pouvoir d'achat du RDB est revue très

légèrement en hausse au compte semi-définitif à + 1,4 %. Par unité de consommation, le pouvoir d'achat du RDB augmente en 2017 de + 0,7 %, comme au compte définitif.

Tableau B.16 : le compte des ménages

	2017 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2017_PROV	2017_SD	Révisions	Total	2016DEF	2017SD
Revenus d'activité nets (1)	855,6	2,6	2,8	0,2	1,7	1,2	2,9
Revenu mixte net	91,7	-0,1	1,7	1,9	1,7	-1,0	0,7
Revenu mixte brut	121,6	0,2	1,3	1,1	1,3	-1,0	0,3
Cotisations des non salariés APU	27,8	1,3	-0,1	-1,4	-0,4	0,0	-0,4
Cotisations des non salariés hors APU	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salaires nets	763,9	3,0	3,0	0,0	0,0	2,2	2,2
Salaires bruts	892,9	3,1	3,1	0,0	0,4	2,2	2,6
Cotisations salariales APU	100,9	4,4	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations salariales hors APU	28,1	1,1	2,3	1,2	0,3	0,0	0,3
Revenus du patrimoine (2)	260,0	4,1	1,0	-3,1	-7,8	1,8	-6,1
EBE des ménages purs	184,3	3,7	2,5	-1,2	-2,2	0,7	-1,5
Revenus de la propriété reçus	92,4	6,6	-2,1	-8,7	-8,2	0,4	-7,7
Intérêts reçus	14,7	18,6	-0,8	-19,4	-2,9	0,0	-2,9
Dividendes reçus	29,9	1,4	-2,3	-3,8	-1,1	0,8	-0,3
Revenus attribués aux assurés	39,4	10,3	-1,1	-11,4	-4,5	0,1	-4,4
Revenus de la propriété versés	16,7	14,2	-0,5	-14,7	-2,6	-0,7	-3,2
Intérêts versés	15,1	15,7	-0,3	-16,0	-2,5	-0,6	-3,1
Prestations sociales en espèces reçues (3)	493,7	1,9	1,5	-0,4	-1,8	0,1	-1,7
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	226,6	2,3	2,4	0,1	0,1	-0,3	-0,2
<i>Impôts sur le revenu</i>	198,5	2,2	2,4	0,1	0,2	-0,4	-0,2
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	0,7	-0,6	1,6	2,3	2,3	-3,2	-0,9
Revenu disponible brut	1 383,4	2,64	2,21	-0,43	-5,8	0,2	-5,6
Dépense de consommation finale	1 191,5	2,2	2,2	0,0	-0,1	0,5	0,4
Transferts sociaux en nature reçus	403,9	2,1	2,4	0,3	1,2	1,0	2,1
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	140,4	2,5	2,7	0,1	0,2	0,8	1,0
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	263,5	1,9	2,3	0,4	1,0	0,1	1,1
Consommation finale effective	1 595,4	2,2	2,3	0,1	1,1	1,5	2,6
Épargne brute	191,9	5,0	2,0	-3,1	-5,8	-0,3	-6,1
Formation brute de capital fixe	131,3	7,2	8,2	1,1	1,2	-0,7	0,5
<i>EI</i>	9,7	2,6	2,0	-0,6	-0,1	-0,2	-0,2
<i>ménages purs</i>	121,6	7,6	8,8	1,2	1,3	-0,6	0,8
Capacité de financement (en Md€)	52,6	1,9	-7,9	-9,9	-9,9	1,5	-8,4

Tableau B.17 : les principaux ratios du compte des ménages

	2017 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2017_PROV	2017_SD	Révisions	2016DEF	2017SD
Taux d'épargne (En %)	13,9	0,3	0,0	-0,4	0,0	-0,4
Taux d'épargne financière (En %)	3,8	0,0	-0,7	-0,7	0,1	-0,6
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,4	1,3	1,4	0,0		
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,7	0,7	0,7	0,0		

B.3.5 Le déficit des administrations publiques est légèrement dégradé

En 2017, le besoin de financement des administrations publiques (APU) est accru de 2,2 Md€ par rapport à la notification EDP d'octobre 2018. Le besoin de financement des administrations centrales augmente ainsi de 2,1 Md€, celui des administrations de sécurité sociale de 1,0 Md€ tandis que celui des APUL s'améliore de +0,8 Md€.

En part de PIB, le déficit notifié des APU atteint 2,8 %, contre 2,7 % lors de la notification EDP d'octobre 2018.

Administrations publiques centrales

Le besoin de financement de l'État est dégradé de - 1,1 Md€. Les principales révisions sont ainsi les suivantes : -0,3Md€ lié au reclassement en opérations non financières des achats d'action d'Areva TA par l'Etat ; - 0,4Md€ suite à l'intégration de nouvelles sources, en particulier l'enquête crédit-bail dont les résultats n'ont été connus qu'en décembre 2018.

Le besoin de financement des Organismes d'Administration Centrale est dégradé de -0,9 Md€, principalement en raison d'une révision importante de 0,7Md€ sur les dépenses du Fonds de Garantie des Victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI). L'investissement est revu à la hausse du fait d'une meilleure estimation des investissements en recherche et développement en compte semi-définitif qu'en compte provisoire, et du fait de données plus complètes sur les comptes de certains ODAC.

Administrations publiques locales

Le besoin de financement est réduit de 0,8 Md€. La révision s'explique d'une part par l'intégration de nouvelles informations sur les comptes des régions, départements et communes, et d'autre part par la prise en compte des résultats de l'enquête crédit-bail 2018, qui indique une baisse du recours au crédit-bail avec un impact de 0,5 Md€ sur le déficit des APUL.

Administrations de sécurité sociale

Le déficit des administrations de sécurité sociale est revu de -1,0Md€ depuis la notification d'octobre 2018, malgré la prise en compte, dans la notification d'octobre 2018, de nouvelles données sur les administrations de sécurité sociale.

Cette révision résulte tout d'abord d'une nouvelle estimation des montants d'impôts susceptibles de ne pas être recouverts. Par ailleurs, le mode de calcul des taxations d'office a été modifié en 2017, ce qui conduit à dégrader le déficit des administrations de sécurité sociale de -0,6Md€.

Tableau B.18 : ratios et soldes des administrations publiques

	2017 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2017_PROV	2017_SD	Révisions	Total	2016DEF	2017SD
Valeur ajoutée	375,1	2,2	2,4	0,2	0,8	-0,4	0,5
Rémunération des salariés	290,8	2,2	2,4	0,2	0,6	0,1	0,7
Excédent brut d'exploitation	77,5	2,1	2,3	0,2	0,1	-0,4	-0,3
Impôts production reçus nets de subventions	315,3	4,5	5,1	0,6	1,8	0,0	1,8
Solde des revenus de la propriété	-24,9	1,5	-7,1	-8,6	2,3	0,3	2,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine	294,3	5,2	5,1	-0,1	-0,2	0,1	-0,1
Cotisations sociales reçues	430,5	3,2	2,9	-0,3	-1,1	0,3	-0,8
Prestations sociales en espèces versées	449,3	1,9	1,5	-0,5	-2,0	-0,6	-2,6
Transfert courants nets reçus	-59,5	-1,8	-0,4	1,5	-0,9	-0,2	-1,0
Revenu disponible brut	583,8	6,4	7,2	0,8	4,1	0,7	4,8
Consommation finale individuelle	355,8	2,1	2,4	0,4	1,3	0,9	2,2
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	140,4	2,5	2,7	0,1	0,2	0,8	1,0
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	215,4	1,8	2,3	0,5	1,1	0,1	1,2
Consommation finale collective	187,7	1,9	2,7	0,7	1,4	-0,2	1,2
Epargne brute (Md€)	40,3	24,2	25,7	1,5	1,5	-0,1	1,4
Formation brute de capital fixe	76,7	3,1	2,2	-1,0	-0,7	0,0	-0,8
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-63,6	17,7	15,5	-2,2	-2,2	0,0	-2,2
Administrations publiques centrales (Md€)	-70,5	11,5	9,5	-2,0	-2,0	-0,1	-2,1
Administrations publiques locales (Md€)	1,6	-2,2	-1,4	0,8	0,8	0,0	0,8
Administrations de sécurité sociale (Md€)	5,3	8,5	7,5	-1,0	-1,0	0,0	-1,0

B.3.6 Le besoin de financement de la nation s'améliore

La prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la balance des paiements conduit à revoir le solde des échanges extérieurs en légère hausse en 2017 (+ 1,0 Md€, à -24,3 Md€), du fait d'une révision à la baisse du niveau des exportations en 2017 inférieure à celle des importations en valeur.

Le solde des opérations de répartition est en revanche légèrement dégradé au compte semi-définitif, du fait principalement des révisions enregistrées sur les revenus de la propriété suite à de nouvelles données de la Balance des Paiements et sur les impôts (prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers notamment). L'évolution du solde des revenus de la propriété est revue de - 3,3 Md€, suite notamment à des corrections par la Balance des Paiements sur les intérêts nets versés. Au total, le solde des opérations de répartitions est moins dynamique qu'au compte provisoire (évolution de + 8,7 Md€ au semi-définitif, contre + 12,2 Md€ au provisoire). Il en résulte une révision du besoin de financement de la nation qui passe de - 12,8Md€ en provisoire à - 10,1 Md€ en semi-définitif.

Tableau 8 : le compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2017 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2017_PROV	2017_SD	Révisions	Total	2016DEF	2017SD
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-24,3	-7,0	-10,8	-3,7	-3,7	4,7	1,0
Exportations	707,3	5,3	4,7	-0,6	-4,1	3,7	-0,4
Exportations de biens (FAB)	496,3	6,0	5,9	-0,1	-0,6	1,6	1,0
Importations	731,6	6,2	6,1	0,0	-0,4	-1,0	-1,4
Importations de biens (FAB)	533,2	8,2	8,0	-0,1	-0,9	-2,2	-3,1
Solde des opérations de répartition (Md€)	11,7	12,2	11,5	-0,7	-0,7	-0,1	-0,7
Rémunérations des salariés (Md€)	20,0	0,1	0,3	0,2	0,2	-0,5	-0,3
Subventions nettes d'impôts (Md€)	4,2	-0,4	-0,6	-0,1	-0,1	0,1	0,0
Revenus de la propriété (Md€)	30,5	9,6	7,6	-1,9	-1,9	0,1	-1,8
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-9,5	-0,4	0,0	0,3	0,3	0,5	0,9
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-33,8	1,5	3,9	2,4	2,4	-1,0	1,4
Transferts en capital (Md€)	0,4	1,8	0,2	-1,6	-1,6	0,6	-1,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-12,6	5,1	0,7	-4,4	-4,4	4,6	0,2
En % du PIB (évolution en points)	-0,5	0,2	0,0	-0,2			

C. Principales révisions intervenues sur le compte provisoire 2018 par rapport à la première estimation des comptes trimestriels pour le 1^{er} trimestre 2019

Tableau C.1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2018

	Niveaux au SD 2017 Md€ courants	PE du T1 2019 (%)		Ecart (pt)	Prov. 2018 (%) non CJO
		CJO	Prov. 2018 (%) CJO		
PIB	2 296,6	1,6	1,7	0,1	1,7
Importations	732,6	1,2	1,2	0,0	1,2
Dépenses de consommation des ménages	1 192,2	0,8	0,9	0,0	0,9
Dépenses de consommation des APU	543,8	1,0	0,8	-0,2	0,8
FBCF totale	516,5	2,9	2,8	-0,1	2,8
dont ménages	121,6	1,8	2,0	0,2	2,0
dont ENF	289,5	3,9	3,8	0,0	3,8
dont sociétés financières	23,7	3,8	-4,2	-8,0	-4,2
dont APU	76,8	0,9	2,4	1,5	2,4
Exportations	708,3	3,3	3,5	0,1	3,5
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		1,4	1,3	-0,1	1,3
<i>Consommation des ménages</i>		0,4	0,4	0,0	0,5
<i>Consommation des APU</i>		0,2	0,2	-0,1	0,2
<i>FBCF totale</i>		0,7	0,6	0,0	0,6
Variations de stocks		-0,4	-0,3	0,2	-0,3
Commerce extérieur		0,6	0,7	0,0	0,7

Tableau C.2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2018

	Niveaux au SD 2017 Md€ courants	PE du T1 2019 (%)		Ecart (pt)	Prov. 2018 (%) non CJO
		CJO	Prov. 2018 (%) CJO		
PIB	2 296,6	2,5	2,5	0,0	2,5
Importations	732,6	3,4	3,2	-0,2	3,3
Dépenses de consommation des ménages	1 192,2	2,5	2,3	-0,2	2,4
Dépenses de consommation des APU	543,8	1,2	1,3	0,2	1,3
FBCF totale	516,5	4,4	4,3	-0,2	4,3
dont ménages	121,6	3,4	3,9	0,5	3,9
dont ENF	289,5	5,2	5,0	-0,2	5,0
dont sociétés financières	23,7	4,8	-2,3	-7,1	-2,3
dont APU	76,8	3,2	4,2	1,0	4,2
Exportations	708,3	4,3	4,2	-0,1	4,3
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		2,6	2,5	-0,1	2,5
<i>Consommation des ménages</i>		1,3	1,2	-0,1	1,2
<i>Consommation des APU</i>		0,3	0,3	0,0	0,3
<i>FBCF totale</i>		1,0	1,0	0,0	1,0
Variations de stocks		-0,3	-0,3	0,1	-0,3
Commerce extérieur		0,2	0,3	0,0	0,3

C.1. Sources de révision du PIB au compte provisoire par rapport à la première estimation du 1^{er} trimestre 2019

Les comptes trimestriels publiés lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2019 (publiés le 30 avril 2019) ont fourni une estimation de la croissance de l'activité en 2018. Ils étaient fondés sur des relations d'étalonnages, construites entre des indicateurs conjoncturels annualisés et les comptes annuels correspondant sur longue période (dans leur version publiée le 30 mai 2018) en base 2014.

Chaque année lors de la confection d'un compte provisoire, trois sources habituelles conduisent à des révisions significatives. En premier lieu, les relations d'étalonnages sont ré-estimées en intégrant les deux derniers points annuels : les comptes définitif et semi-définitif de la campagne en cours (soit dans le cas présent les comptes définitif 2016 et semi-définitif 2017). Ceci modifie la dynamique des agrégats macro-économiques sur la fin de période.

Outre ces révisions liées aux ré-estimations des modèles économétriques, le compte provisoire intègre chaque année un calage sur certaines données annuelles : le compte des administrations publiques, celui des sociétés financières, celui des institutions sans buts lucratifs au service des ménages (ISBLSM), ainsi que le compte de l'agriculture.

Enfin, le compte provisoire intègre les résultats d'une concertation avec les comptables annuels. Elle se fait dans un premier temps sur les données de consommation, avec la section consommation de la division Synthèses des biens et services. Elle se fait ensuite sur les équilibres ressources-emplois (ERE) avec les responsables secteurs-produits (RSP). Cette concertation est l'occasion d'intégrer des informations non prises en compte en période courante, en essayant d'anticiper au mieux les méthodes d'évaluation qui sont employées lors d'un compte semi-définitif. Elle permet aussi de veiller, davantage que ce n'est le cas en période courante, à la cohérence d'ensemble des ERE en volume et en prix.

C.1.1. Le PIB en volume dans la mécanique de construction du PIB

La croissance en volume est légèrement rehaussée en 2018.

La révision est précisément de +0,14 point en données CJO (cf. tableau C.3), l'arrondi de la croissance passant à 1,7 % CJO. L'estimation brute s'établit également à +1,7 %, les effets des jours ouvrés sur la croissance étant nuls en 2018.

Pour comparer la nouvelle estimation à celle de la première estimation (PE) du 30 avril 2019, on suit la mécanique de construction du PIB dans les comptes trimestriels, qui mélange trois approches (en première approximation : approche production pour les biens, approche demande pour les services et approche revenus pour l'administration publique). Pour l'année 2018, la composante « biens » révisé globalement très peu, les deux autres approches contribuant à la révision à la hausse de la croissance.

Les équilibres ressources-emplois (ERE) de type « biens » (agriculture, industrie manufacturière, transports) sont construits dans l'optique « production » et soldés sur les variations de stocks (ainsi que sur les marges de transport pour le produit « transports »). Ils contribuent à hauteur de -0,01 pt à la révision du PIB.

Pour ces produits, la ré-estimation des modèles d'étalonnage ainsi que la concertation avec les RSP ont conduit à abaisser la production de 0,17 pt (de + 1,0 % à + 0,9 %). Les consommations intermédiaires dans ces produits sont révisées davantage (-0,27 point, de + 1,6 % à + 1,4 %) de sorte que, cumulées, les révisions de la production et des consommations intermédiaires en « biens » contribuent donc à la révision du taux de croissance du PIB à hauteur de + 0,03 pt.

A contrario les marges de commerce sur les « biens » sont révisées en baisse et contribuent à hauteur de -0,03 pt à la révision du taux de croissance du PIB : cette révision des marges de commerce est notamment imputable à celle de la consommation en biens et du négoce international (cf. infra).

Les ERE de type « services » (services hors administration et transports, mais y compris construction et eau, gaz et électricité) sont construits selon l'approche « demande » et soldés sur la production. Ils contribuent à hauteur de +0,12 point à la révision du PIB. Les révisions portent principalement sur la consommation et à un degré moindre sur le commerce extérieur et les variations de stocks.

- Les révisions apportées à la consommation effective des ménages en « services » contribuent à hauteur de +0,06 pt à la révision du PIB. Elles portent notamment sur les dépenses de loyers et d'hébergement-restauration ;
- La FBCF en services est globalement peu révisée (contribution de -0,01 pt à la révision de la croissance). La révision à la baisse des services informatiques (logiciels) et de la recherche et développement est partiellement compensée par une baisse dans la construction ;
- L'équilibrage des ERE de services d'informations-communications, qui comprennent des biens reclassés en services (livres, logiciels...) a conduit à rehausser les variations de stocks de ces produits, ce qui contribue pour 0,04 point à la révision de la croissance ;

- Les révisions des échanges extérieurs de « services » sont relativement modérées, avec l'intégration de nouvelles informations de la Balance des Paiements. La révision du solde contribue à hauteur de + 0,03 pt à celle du PIB.

Enfin, l'ERE du produit administration, qui relève de l'approche « revenus » (production estimée par la somme des coûts : rémunérations, consommations intermédiaires et consommation de capital fixe), contribue à hauteur de +0,04 point à la révision de la croissance du PIB.

Tableau C.3 : contributions, dans l'approche construction du PIB, des différentes opérations à l'évolution du PIB en volume (CJO)

	PE du T1 2019 (%)	Prov. 2018 (%)	Révision
PIB	1,58	1,72	0,14
Approche « biens »	0,11	0,10	-0,01
Production	0,50	0,42	-0,08
Emplois intermédiaires	-0,64	-0,54	0,11
Impôts nets des subventions sur produits	0,00	0,00	0,00
Marges de transport	0,00	0,00	0,00
Marges commerciales	0,26	0,22	-0,03
Approche « services »	1,44	1,56	0,12
Consommation finale effective des ménages	0,50	0,56	0,06
Consommation collective effective (hors administration)	0,01	0,01	0,00
FBCF	0,54	0,53	-0,01
Variations de stocks	-0,03	0,01	0,04
Solde extérieur	0,41	0,44	0,03
Approche « revenus »	0,02	0,06	0,04
Consommation collective effective en administration	0,02	0,06	0,03
Consommation individuelle effective en administration	0,00	0,00	0,00

C.1.2. Le déflateur du PIB dans la mécanique de construction du PIB

Le déflateur du PIB est en revanche revu en baisse (- 0,15 pt, à + 0,8 %). La révision provient aussi bien des « biens » (- 0,07 pt de contribution) que des « services » (- 0,07 pt).

Pour les « biens », il s'agit plus précisément d'une révision en hausse des prix des emplois intermédiaires en biens (contributions de - 0,19 pt) plus importante que celle des prix de production en « biens » (contribution de + 0,07 pt), en lien avec les prix énergétiques. En approche demande, cette révision en hausse des prix de consommations intermédiaires en biens a pour contrepartie une révision à la baisse du prix des stocks.

Les « services » expliquent également une partie de la révision du déflateur du PIB. Pour la consommation, la révision en baisse du déflateur de la consommation de services financiers (notamment suite à la mise à jour de l'estimation des services d'intermédiation financière, SIFIM) est compensée par une révision à la hausse du prix des services de santé payés par les administrations publiques pour le compte des ménages. La contribution du prix des échanges extérieurs de « services » est revue à la baisse à la suite du prix des services aux entreprises, qui révisé davantage à la baisse pour les exports que les imports.

Tableau C.4 : contributions, dans l'approche construction du PIB, des différentes opérations à l'évolution du PIB en prix (CJO)

Opération	PE du T1 2019 (%)	Prov. 2018 (%)	Révision
PIB	0,95	0,80	-0,15
Approche « biens »	0,14	0,07	-0,07
Production	0,67	0,74	0,07
Emplois intermédiaires	-0,86	-1,05	-0,19
Impôts nets des subventions sur produits	0,26	0,25	-0,01
Marges de transport	0,00	0,00	0,00
Marges commerciales	0,07	0,12	0,06
Approche « services »	0,75	0,68	-0,07
Consommation finale effective des ménages	0,37	0,36	-0,01
Consommation collective effective (hors administration)	0,01	0,00	-0,01
FBCF	0,30	0,29	-0,01
Variations de stocks	0,00	0,00	0,00
Solde extérieur	0,06	0,02	-0,04
Approche « revenus »	0,07	0,06	-0,01
Consommation collective effective en administration	0,07	0,05	-0,01
Consommation individuelle effective en administration	0,00	0,00	0,00

C.1.3. La croissance du PIB en valeur est confirmée

La croissance du PIB en valeur est quasi inchangée à 2,5 % (révision de -0,01 pt de PIB).

C.2. Dans l'approche demande : révisions en baisse de la demande intérieure, en hausse des stocks et du commerce extérieur

La contribution de la demande intérieure hors stocks est révisée en baisse de 0,1 point (à + 1,3 pt au lieu de +1,4 pt), tandis que celle des stocks est révisée de + 0,2 pt (- 0,3 pt au lieu de - 0,4 pt). Celle du commerce extérieur n'est quasiment pas modifiée mais l'arrondi bascule (+ 0,7 pt au lieu de + 0,6 pt).

C.2.1. Les dépenses de consommation des ménages sont révisées en légère hausse

Par rapport à la première estimation du T1 2019, la hausse des dépenses de consommation en volume des ménages en 2018 est légèrement accentuée : + 0,9 % au lieu de + 0,8 %. Les révisions en 2018 résultent de l'intégration de nouvelles informations, qui ne peuvent pour la plupart pas l'être en période courante.

Les principales révisions concernent (cf. tableau C.5) :

- Les biens fabriqués, dont le dynamisme est revu à la baisse (+ 0,7 % au lieu de + 1,0 %), suite notamment à des révisions des dépenses en habillement-textile, en automobiles et en chimie ;
- Les services immobiliers, revus en hausse avec l'intégration de données du SDES (+ 2,0 % au lieu de + 1,4 %) ;
- Les autres services marchands (+ 2,8 % au lieu de + 1,7 %), révisés notamment en hébergement-restauration ;
- Les services non-marchands (- 0,1 % au lieu de + 1,0 %), révisés notamment en santé avec la prise en compte des données de la DREES ;
- La correction territoriale : la prise en compte de données de la BdP conduit à abaisser la consommation des résidents à l'étranger. Il en résulte une amélioration symétrique du solde extérieur.

Tableau C.5 : Dépense de consommation des ménages par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2017	PE du T1 2019 (%)	Prov. 2018 (%)	Contrib écart total	SD 2017 (%)	Prov. 2018 (%)
	Md€ courants	CJO	CJO		non CJO	non CJO
Produits agricoles	35,9	-3,2	-3,0	0,0	-1,6	-2,8
Produits agro-alimentaires	178,9	-0,8	-1,1	0,0	0,5	-1,0
Énergie	99,4	-0,8	-1,0	0,0	-0,8	-0,9
Biens fabriqués	257,8	1,0	0,7	-0,1	2,6	0,8
Construction	18,7	1,0	2,6	0,0	1,0	2,6
Commerce	14,4	2,2	4,1	0,0	5,5	3,9
Transport	40,9	2,3	1,0	0,0	3,0	0,8
Services financiers	66,9	0,9	0,4	0,0	4,4	0,4
Services immobiliers	232,7	1,4	2,0	0,1	1,2	2,0
Autres services marchands	200,7	1,7	2,8	0,2	3,5	2,8
Services non marchands	63,0	1,0	-0,1	-0,1	-0,7	-0,1
Correction territoriale	-17,0	-7,9	-1,5	-0,1	30,9	-1,5
Total	1 192,2	0,8	0,9	0,0	1,4	0,9

Le déflateur des dépenses de consommation est révisé de -0,2 pt (- 0,19 pt précisément) : il s'établissait à + 1,7 % lors de la première estimation du 1er trimestre, contre + 1,6 % dans le compte provisoire. La révision en baisse est principalement imputable aux services financiers (Sifim et assurance-vie).

C.2.1. Les dépenses de consommation des APU sont revues à la baisse

La hausse des dépenses de consommation des APU est abaissée de 0,2 pt, à + 0,8 % (cf. tableau C.6). La baisse concerne surtout les dépenses individualisables : les dépenses en biens et services de santé sont revues à la baisse avec l'intégration des données de la DREES et les dépenses de logement sont abaissés suite à une révision de la baisse des aides au logement.

Les dépenses collectives sont revues à la hausse, à la suite d'une révision de même ampleur en 2017 dans le compte semi-définitif.

Tableau C.6 : Dépense de consommation des APU par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2017	PE du T1 2019 (%)	Prov. 2018 (%)	Contrib écart total	Prov. 2018 (%)
	Md€ courants	CJO	CJO		non CJO
Produits fabriqués	30,8	4,4	2,9	-0,1	3,0
Transports	3,3	2,7	-1,4	0,0	-1,4
Services immobiliers	15,9	-4,8	-6,8	-0,1	-6,8
Autres services marchands	37,9	0,9	0,7	0,0	0,7
Services non marchands	455,2	1,0	0,9	-0,1	0,9
dont collective	174,9	0,4	0,8	0,1	0,8
dont individualisable	280,2	1,4	1,0	-0,2	1,0
Total	543,8	1,0	0,8	-0,2	0,8

C.2.3. Le ralentissement de la FBCF est confirmée

Le dynamisme de l'investissement (+2,8 % après +5,0 % en volume) est abaissée de 0,1 point.

Par secteur institutionnel, la FBCF des APU apparaît maintenant en accélération (+ 2,4 % au lieu de + 0,9 %) et celle des sociétés financières en nette baisse (- 4,2 % au lieu + 3,8 %). Ces révisions font suite à l'intégration des comptes de ces secteurs institutionnels pour 2018. Les évolutions de la FBCF des ENF et des ménages sont en revanche très peu modifiées.

Par produit, l'investissement dans la construction est revu à la hausse, principalement dans les travaux publics. Les investissements en matériels de transport sont également revus en hausse, du fait notamment de livraisons de matériels militaires plus importantes qu'anticipé. L'investissement en services est revu à la baisse, notamment dans les services liés à l'immobilier.

Tableau C.7 : FBCF par secteur institutionnel et par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2017	PE du T1 2019 (%)	Prov. 2018 (%)	Contrib écart total	Prov. 2018 (%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
Entreprises non financières	289,5	3,9	3,8	0,0	3,8
<i>dont biens fabriqués</i>	97,3	2,7	2,0	-0,1	1,9
<i>dont BTP</i>	71,7	0,9	3,5	0,4	3,5
<i>dont "services aux entreprises"</i>	120,6	6,6	5,6	-0,2	5,5
Ménages	121,6	1,8	2,0	0,0	2,0
<i>dont bâtiment</i>	94,3	1,5	1,5	0,0	1,5
<i>dont services aux entreprises</i>	27,4	2,8	3,5	0,0	3,5
Administrations publiques	76,8	0,9	2,4	0,2	2,4
<i>dont matériels de transports</i>	4,5	-9,1	10,2	0,2	10,2
<i>dont BTP</i>	45,5	1,0	1,9	0,1	2,0
<i>dont services et entreprises</i>	23,2	2,6	2,3	0,0	2,3
Sociétés financières	23,7	3,8	-4,2	-0,4	-4,2
Total	516,5	2,9	2,8	-0,1	2,8

C.2.4. Les échanges extérieurs ralentissent un peu

Les échanges extérieurs contribuaient positivement à la croissance du PIB dans l'estimation précédente, à hauteur de + 0,6 pt ; c'est toujours le cas au compte provisoire (+ 0,7 pt).

Les exportations en valeur sont globalement peu révisées (+ 4,2 % au lieu de + 4,3 %). Les révisions à la baisse sur notamment sur les produits agricoles, l'énergie, les biens d'équipements et les services marchands sont compensées par la révision en hausse des services financiers et de transports. De même, le prix des exportations est peu révisé (+ 0,8 % au lieu de + 0,9 %) : la révision en baisse est notable sur les autres services marchands. Il en résulte une révision en faible hausse du dynamisme des exportations (+ 3,5 % au lieu de + 3,3 %, après + 4,0 % en 2017).

Les importations en valeur sont également revues légèrement à la baisse (+ 3,2 % au lieu de + 3,4 %). Cette révision provient avant tout des achats énergétiques, dont le prix révisé. Les révisions des importations en volume sont ainsi globalement nulles (évolution confirmée à + 1,2 %).

Tableau C.8 : Exportations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2017	PE du T1 2019 (%)	Prov. 2018 (%)	Contrib écart total	Prov. 2018 (%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	14,7	6,4	2,4	-0,1	2,6
Produits agro-alimentaires	48,3	2,0	2,0	0,0	2,0
Énergie	22,3	4,1	3,2	0,0	3,3
Biens d'équipement	89,7	3,1	1,9	-0,1	1,9
Matériels de transport	122,8	5,3	5,3	0,0	5,4
Autres biens	199,3	3,4	3,8	0,1	3,8
Commerce	6,6	2,1	1,3	0,0	1,3
Transport	34,3	0,2	3,2	0,1	3,2
Services financiers	13,6	-4,7	5,4	0,2	5,4
Autres services marchands	102,0	3,5	2,9	-0,1	3,0
Services non marchands	0,9	0,0	-1,8	0,0	-1,8
Correction territoriale	53,7	2,7	3,0	0,0	3,0
Total	708,3	3,3	3,5	0,1	3,5

Tableau C.9 : Importations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2019	Prov. 2018 (%)	Contrib écart total	Prov. 2018 (%)
	2017	(%)			(%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	14,7	0,8	0,9	0,0	0,5
Produits agro-alimentaires	42,1	1,7	1,8	0,0	1,8
Énergie	58,7	-2,9	-4,0	-0,1	-4,0
Biens d'équipement	116,5	3,8	3,6	0,0	3,3
Matériels de transport	99,1	2,9	3,1	0,0	3,4
Autres biens	220,8	2,0	2,1	0,0	2,4
Commerce	9,4	-5,9	-6,6	0,0	-6,6
Transport	46,6	0,6	2,0	0,1	2,0
Services financiers	5,9	1,6	1,9	0,0	1,9
Autres services marchands	99,1	-4,4	-3,8	0,1	-3,9
Services non marchands	0,8	0,0	3,0	0,0	3,0
Correction territoriale	36,7	7,6	5,2	-0,1	5,1
Total	732,6	1,2	1,2	0,0	1,2

C.2.5. Une contribution négative des variations de stocks

La première estimation du 1^{er} trimestre 2019 faisait état d'une contribution négative des variations de stocks à la croissance en volume, à hauteur de -0,4 pt. Dans le compte provisoire, le moindre stockage est légèrement atténué (-0,3 point). Les révisions sur les variations de stocks découlent des concertations avec les RSP et du calage sur les exogènes

C.2.6. Production, valeur ajoutée et productivité apparente du travail***La hausse de la production totale est confirmée.***

La production totale des branches en volume progresse de + 2,0 % en données brutes comme en données CJO, estimation inchangée par rapport à la première estimation du 1^{er} trimestre 2019. Par produits, de faibles révisions à la baisse (gaz-électricité, agro-alimentaire) et à la hausse (construction, commerce et services immobiliers) se compensent. Ces révisions proviennent principalement des nouvelles relations d'étalonnage intégrant les révisions des comptes annuels et de la concertation avec les RSP, dont les ERE sont élaborés à un niveau plus détaillé que dans la mécanique des comptes trimestriels. L'ensemble des branches ont progressé moins vite qu'en 2017, à l'exception des services financier et immobilier.

Tableau C.10 : Production par branches (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2019	Prov. 2018 (%)	Contrib écart total	Prov. 2018 (%)
	2017	(%)			(%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	86,4	1,1	1,1	0,0	1,1
Produits agro-alimentaires	157,7	0,2	-0,8	0,0	-0,8
Énergie	184,1	0,6	-0,6	-0,1	-0,6
Biens d'équipement	84,7	1,1	1,7	0,0	1,5
Matériels de transport	139,1	3,6	2,8	0,0	3,0
Autres biens	353,6	0,4	0,6	0,0	0,5
Construction	291,7	1,1	1,8	0,1	1,8
Commerce	429,6	1,8	2,4	0,1	2,4
Transports	208,7	2,1	1,6	0,0	1,7
Services financiers	224,1	1,7	1,2	0,0	1,2
Services immobiliers	317,9	1,2	1,9	0,1	1,9
Autres services marchands	959,4	4,3	4,5	0,0	4,5
Services non marchands	606,0	1,0	0,8	0,0	0,9
Total	4 043,1	2,0	2,0	0,0	2,0

La croissance de la valeur ajoutée est révisée de 0,1 point, à + 1,8 % CJO.

La valeur ajoutée totale ralentit en 2018 (+ 1,8 % après + 2,3 % en 2017). L'évolution de la valeur ajoutée des branches suit celle de la production, sauf dans les raffineries et les services financiers, du fait d'un repli marqué des consommations intermédiaires de ces branches.

Tableau C.11 : Valeur ajoutée par branches (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2019	Prov. 2018 (%)	Contrib écart total	Prov. 2018 (%)
	2017	(%)	CJO		non CJO
	Md€	CJO	CJO		
Produits agricoles	35,6	1,7	3,4	0,0	3,4
Produits agro-alimentaires	43,7	0,1	-1,2	0,0	-1,2
Énergie	53,8	1,3	0,3	0,0	0,2
Biens d'équipement	30,2	1,7	0,8	0,0	0,5
Matériels de transport	28,9	2,1	1,0	0,0	1,1
Autres biens	123,5	0,5	0,3	0,0	0,2
Construction	114,9	0,9	0,1	0,0	0,1
Commerce	213,4	1,2	1,0	0,0	1,1
Transports	93,9	2,8	0,7	-0,1	0,8
Services financiers	78,6	1,1	6,2	0,2	6,2
Services immobiliers	264,1	0,9	1,4	0,1	1,5
Autres services marchands	504,7	3,6	3,7	0,0	3,7
Services non marchands	459,9	0,7	0,9	0,0	0,9
Total	2 045,5	1,7	1,8	0,1	1,8

Des gains de productivité faibles

Le tableau C.12 illustre l'évolution de la productivité apparente du travail (estimée ici en rapportant la valeur ajoutée en volume à l'emploi en personnes physiques). Les gains de productivité des sociétés non financières sont révisés en baisse (à + 0,3 % au lieu de + 0,8 %), en décélération par rapport à 2017. Sur les quatre dernières années, la productivité apparente du travail des SNF croît à un rythme moyen de +0,7 % par an, inférieur à sa moyenne depuis 2001.

Le ralentissement de 2018 provient avant tout de la construction et de l'industrie, tandis que la productivité dans les services marchands reste dynamique.

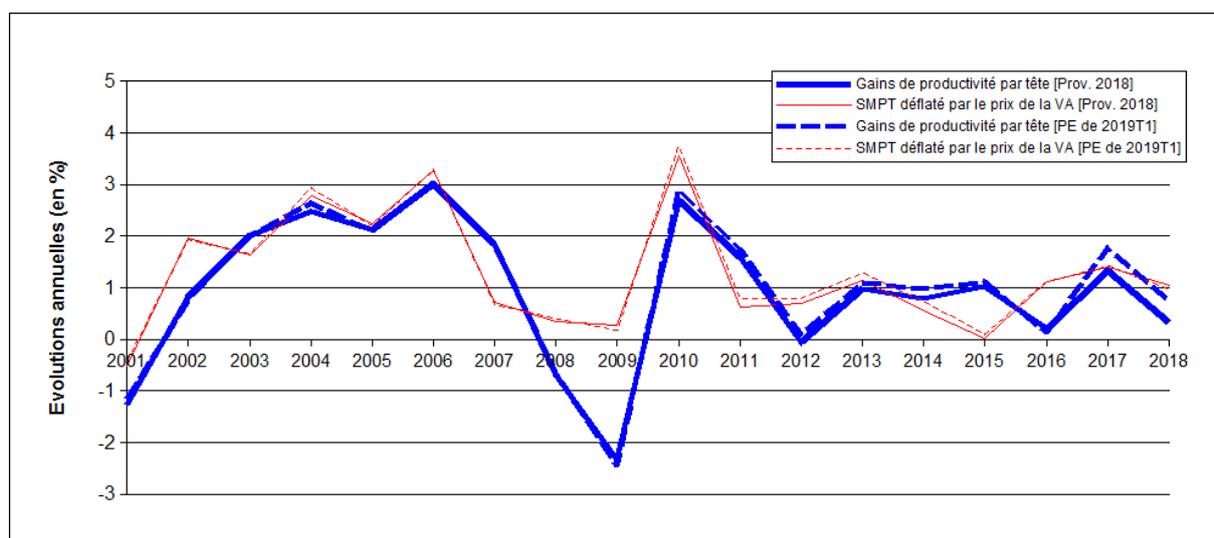
Tableau C.12 : Gains de productivité par tête dans les différentes branches (valeur ajoutée en volumes chaînés rapportée à l'emploi total)

	Moyenne 2001-2014	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
		Prov 2018 (%)				PE de 2019T1 (%)			
Industrie	2,2	2,0	0,8	1,4	0,0	2,0	2,0	2,6	0,7
Construction	-1,7	2,0	1,3	3,3	-1,3	2,0	0,1	2,8	-0,6
Services marchands	0,7	0,6	0,2	0,8	0,7	0,6	0,2	0,3	0,5
Sociétés non financières*	1,0	1,0	0,2	1,3	0,3	1,1	0,1	1,8	0,8

*Pour l'agrégat sociétés non-financières, la valeur ajoutée est calculée en volumes aux prix constants de l'année de base, et non en volumes chaînés.

Sur le champ des SNF, la productivité apparente du travail ralentit fortement en 2018 (de +1,3 % à +0,4 %). Sur ce même champ, le salaire moyen par tête « réel » (déflaté par le prix de la valeur ajoutée) ralentit moins (+ 1,0 % après + 1,4 %), et progresse donc cette année nettement plus vite que la productivité (cf. graphique C.1).

Graphique C.1 : Gains de productivité par tête et SMPT déflaté du prix de la valeur ajoutée, pour les sociétés non financières (%)



C.3 La valeur ajoutée en valeur est peu révisée, comme le pouvoir d'achat des ménages

En 2018, la valeur ajoutée (VA) en valeur de l'ensemble des secteurs institutionnels progresse de + 2,3 %, après + 2,4 % en 2017 (cf. tableau C.13). La croissance de la VA est tirée par les sociétés non financières et par les sociétés financières.

La croissance de la VA est stable par rapport à la première estimation du T1 : en données corrigées des jours ouvrables (CJO), elle s'établit à +2,3 %. Le taux de croissance du PIB nominal est également inchangé par rapport à la première estimation du T1 et s'établit à + 2,5 % (CJO).

Tableau C.13 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2018 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2017SD	2018PROV	2017SD	2018PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Sociétés non financières	1216,7	37,9	35,3	3,3	3,0	3,4	3,0	-0,4	40,2	35,2	-5,0
Sociétés financières	91,5	-6,8	2,8	-7,2	3,2	1,0	3,2	2,2	0,8	2,8	2,0
Administrations publiques	380,4	8,8	5,3	2,4	1,4	1,0	1,4	0,4	3,7	5,3	1,6
Ménages	365,6	6,3	3,0	1,8	0,8	0,5	0,8	0,3	1,9	2,9	1,1
dont EI	131,4	0,9	-0,2	0,7	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	-0,1
ménages purs	234,2	5,4	3,2	2,4	1,4	0,9	1,4	0,5	2,0	3,2	1,2
ISBLSM	36,6	1,0	0,5	2,9	1,4	3,7	1,4	-2,3	1,3	0,5	-0,8
Total des secteurs institutionnels	2090,9	47,2	46,9	2,4	2,3	2,3	2,3	-0,1	48,0	46,8	-1,1
Impôts nets de subventions sur les produits	262,2	13,7	11,1	5,8	4,4	4,1	4,4	0,3	10,2	11,1	0,9
Produit intérieur brut	2353,1	60,9	58,0	2,7	2,5	2,5	2,5	0,0	58,1	57,9	-0,2

C.3.1. LE TAUX DE MARGE DES sociétés non financières BAISSÉ, LEUR TAUX D'AUTOFINANCEMENT SE DÉGRADE

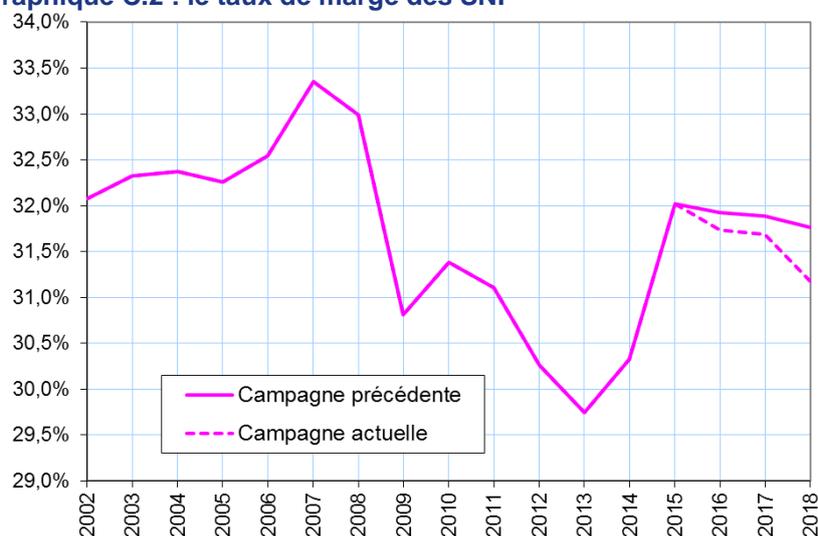
Sur le champ des sociétés non financières (SNF), la valeur ajoutée croît de + 3,0 %. Son taux d'évolution 2018 est néanmoins revu de - 0,4 point à la baisse par rapport à la première estimation du T1. En 2018, les salaires et traitements bruts versés par les SNF sont plus dynamiques qu'en 2017 (+ 3,7 % après + 3,6 %) et augmentent plus vite que la valeur ajoutée. L'évolution de la masse salariale se fonde sur ce qu'indique l'assiette CSG de l'Acoss, une fois ramenée au champ des sociétés non financières, de sorte que soit conservée l'évolution du SMPT de l'Acoss.

Les impôts nets de subventions augmentent par ailleurs (+ 1,7 %) et l'EBE des SNF est donc en légère hausse (+1,0%) si bien que le taux de marge se dégrade par rapport à 2017 (graphique C.3).

Tableau C.14 : le compte des sociétés non financières

	2018 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2017SD	2018PROV	2017SD	2018PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	1 216,7	37,9	35,3	3,3	3,0	3,4	3,0	-0,4	40,2	35,2	-5,0
Rémunération des salariés	808,3	26,1	29,9	3,5	3,8	3,7	3,8	0,2	28,6	29,9	1,2
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	<i>611,9</i>	<i>20,5</i>	<i>22,0</i>	<i>3,6</i>	<i>3,7</i>	<i>3,6</i>	<i>3,7</i>	<i>0,1</i>	<i>21,4</i>	<i>22,0</i>	<i>0,7</i>
Impôts nets sur la production	29,1	0,2	0,5	0,8	1,7	3,4	1,7	-1,8	1,0	0,5	-0,5
Excédent brut d'exploitation	379,3	11,5	4,9	3,2	1,3	2,8	1,3	-1,5	10,5	4,8	-5,7
Revenus nets de la propriété versés	38,2	-11,5	7,7	-27,4	25,2	18,5	25,2	6,7	6,1	7,7	1,6
Revenus de la propriété versés	244,9	-27,9	8,2	-10,5	3,4	3,9	3,4	-0,4	10,0	8,2	-1,8
Intérêts versés	61,8	-1,4	-1,9	-2,2	-2,9	-3,1	-2,9	0,2	-2,1	-1,9	0,3
Dividendes versés	172,9	-25,2	9,4	-13,4	5,8	6,3	5,8	-0,5	11,3	9,4	-1,9
Revenus de la propriété reçus	206,7	-16,4	0,5	-7,3	0,2	1,7	0,2	-1,5	3,9	0,5	-3,4
Intérêts reçus	50,9	-2,5	-0,5	-4,7	-0,9	-1,9	-0,9	0,9	-1,2	-0,5	0,7
Dividendes reçus	145,7	-14,0	1,0	-8,8	0,7	3,2	0,7	-2,5	4,8	1,0	-3,8
Impôts sur le revenu et le patrimoine	45,0	7,1	-2,7	17,4	-5,6	-7,2	-5,6	1,6	-3,6	-2,7	0,9
Transferts courants versés (nets des reçus)	21,9	0,9	-1,0	4,0	-4,2	1,8	-4,2	-6,0	0,5	-1,0	-1,5
Épargne brute	274,4	15,1	0,9	5,8	0,3	2,8	0,3	-2,5	7,5	0,8	-6,7
Formation brute de capital fixe	293,6	14,1	14,2	5,3	5,1	5,3	5,1	-0,2	14,7	14,3	-0,4
Variations de stocks (Md€)	13,3	2,3	-5,4						-8,0	-5,2	2,8
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	23,2	8,1	-4,4						-3,7	-4,4	-0,8
Capacité/besoin de financement (Md€)	-9,3	6,3	-11,9						-2,8	-12,2	-9,4

Graphique C.2 : le taux de marge des SNF

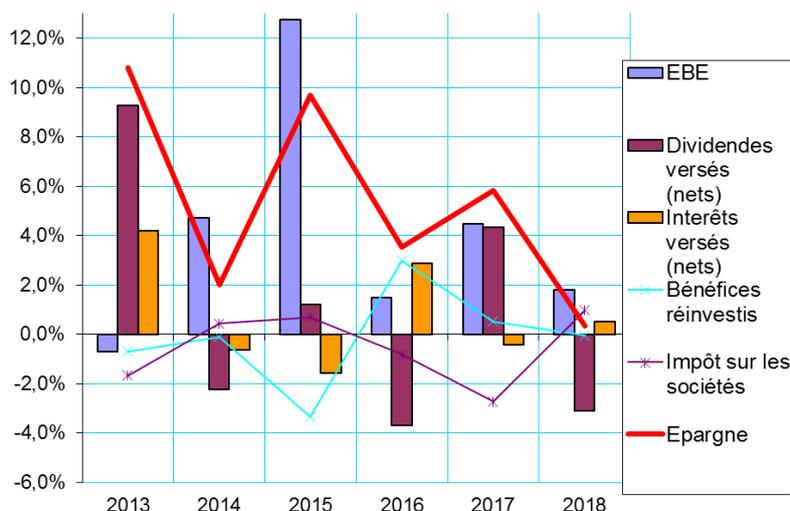


Parallèlement, le solde des revenus de la propriété se dégrade notamment du fait d'une hausse importante des dividendes versés, dans un contexte fiscal plus favorable avec la mise en place du prélèvement forfaitaire unique. La charge nette d'intérêts continue en revanche de s'alléger grâce à des taux d'intérêt continuellement bas et au total, le solde des revenus de la propriété se dégrade en 2018 (- 7,7 Md€) après une amélioration de + 11,5 Md€ en 2017.

Lors d'un compte provisoire, les informations disponibles sur les revenus de la propriété se limitent à celles de la balance des paiements, fragiles et incomplètes, ainsi que celles portant sur les institutions financières et sur les ménages. Les revenus de la propriété des SNF sont obtenus par solde en recherchant une cohérence temporelle et inter-secteurs institutionnels (notamment en termes de rendements financiers associés à chaque actif). La prise en compte de ces informations conduisent à dégrader légèrement le solde des revenus de la propriété des SNF par rapport aux premiers résultats du T1 (de -1,6 Md€ en données CJO). La révision porte essentiellement sur les dividendes nets reçus (reçus à la baisse de -2,4 Md€).

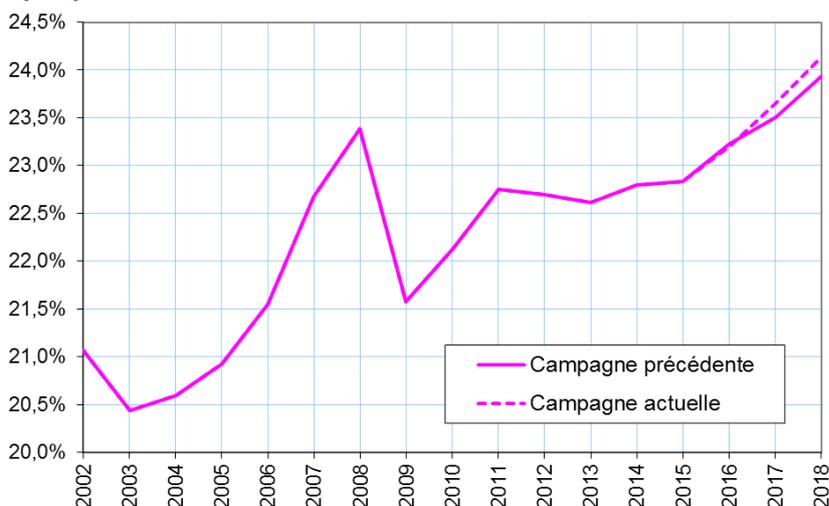
L'impôt sur les sociétés diminue en 2018 (-5,6%) du fait de la baisse du taux de taxation et du contrecoup de la contribution exceptionnelle de 2017. Malgré cette baisse, l'épargne se dégrade en 2018 (- 0,1 après + 5,8 % en 2017) sous l'effet concomitant d'une croissance limitée de l'EBE et de la dégradation des revenus de la propriété (cf. graphique C.3).

Graphique C.3 : Contributions à l'évolution de l'épargne des SNF



Parallèlement, l'investissement reste dynamique en 2018 (+ 5,1% après + 5,3% en données brutes), un peu moins que dans les premiers résultats du T1 (soit une révision de - 0,2 point en données CJO). Le taux d'investissement continue de croître (+ 0,5 point), pour atteindre 24,1 % (graphique C.4). Quant aux variations de stocks des sociétés non financières, elles sont négatives en 2018 contrairement à l'année précédente (- 5,4 Md€ après + 2,3 Md€).

Graphique C.4 : le taux d'investissement des SNF



L'épargne baisse en 2018 tandis que l'investissement augmente, si bien que le taux d'autofinancement se dégrade fortement (- 4,4 points après + 0,5 point) pour atteindre 93,4 %.

Tableau C.15 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2018 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2017SD	2018PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,2	0,0	-0,5	-0,2	-0,5	-0,3
Taux d'investissement : FBCF / VA	24,1	0,5	0,5	0,4	0,5	0,1
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	93,4	0,5	-4,4	-2,3	-4,5	-2,2

C.3.2. LA VALEUR AJOUTÉE DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES SE REDRESSE EN 2018 APRÈS DEUX ANNÉES DE BAISSÉ

En 2018, la VA des sociétés financières (SF) est en hausse (+ 3,2%) après avoir déçu en 2017 (- 7,2 %, cf. tableau C.16).

Tableau C.16 : compte des sociétés financières

	2018 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2017SD	2018PROV	2017SD	2018PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	91,5	-6,8	2,8	-7,2	3,2	1,0	3,2	2,2	0,8	2,8	2,0
Institutions financières	63,8	-6,6	2,2	-9,7	3,5						
Assurances	13,7	-2,0	0,4	-13,2	3,2						
Auxiliaires financiers	14,0	1,8	0,2	15,0	1,7						
Rémunération des salariés	55,6	1,7	0,5	3,3	0,9	2,8	0,9	-1,8	1,5	0,5	-1,0
Impôts nets sur la production	9,8	0,4	0,0	4,3	0,0	1,8	1,8	0,0	0,1	0,1	0,0
Excédent brut d'exploitation	26,1	-9,0	2,3	-27,4	9,8	-2,4	9,8	12,2	-0,5	2,3	2,8
Revenus de la propriété versés	213,4	3,0	6,2	1,5	3,0	-0,7	3,0	3,7	-1,6	6,2	7,8
Intérêts versés	106,2	-1,4	3,6	-1,4	3,5	-3,6	3,5	7,1	-4,0	3,6	7,6
Dividendes versés	38,5	4,8	3,0	15,7	8,4	7,6	8,4	0,7	2,5	3,0	0,5
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	1,0	-0,2	0,1	-17,5	7,9	7,9	7,9	0,0	0,1	0,1	0,0
Autres revenus d'investissement versés	67,7	-0,2	-0,4	-0,3	-0,6	-0,1	-0,6	-0,4	-0,1	-0,4	-0,3
Revenus de la propriété reçus	223,9	-0,9	7,3	-0,4	3,4	-1,1	3,4	4,5	-2,6	7,3	9,9
Intérêts reçus	147,9	0,2	2,6	0,2	1,8	-3,8	1,8	5,6	-5,8	2,6	8,4
Dividendes reçus	50,4	-0,9	3,8	-1,9	8,0	4,9	8,0	3,1	2,6	3,8	1,1
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	5,5	-1,2	0,3	-18,3	4,9	4,9	4,9	0,0	0,3	0,3	0,0
Autres revenus d'investissement reçus	20,1	1,0	0,7	5,2	3,4	1,3	3,4	2,1	0,3	0,7	0,4
Impôts sur le revenu et le patrimoine	14,8	1,3	-1,3	9,0	-8,2	-3,8	-8,2	-4,4	-0,5	-1,3	-0,8
Épargne brute	18,8	-13,5	3,7	-47,2	24,8	-7,6	24,8	32,3	-1,3	3,7	5,0
Formation brute de capital fixe	23,1	2,7	-0,6	12,9	-2,3	4,7	-2,3	-7,0	1,1	-0,5	-1,7
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	4,5	2,3	-0,2						0,0	0,0	0,0
Capacité de financement (Md€)	-0,1	-13,7	4,0						-2,3	4,0	6,3

Le rebond de la valeur ajoutée concerne aussi bien les banques que les assurances. Du côté des banques, le taux de référence utilisé pour le calcul des Sifim continue de se replier, mais comme les taux d'intérêt sur dépôts et sur crédits décroissent également, et s'agissant des crédits, davantage que le taux de référence, il en résulte une contraction de la marge globale d'intermédiation. Cette contraction est toutefois plus que compensée en 2018 par la hausse des services facturés, ce qui explique la croissance de la valeur ajoutée des institutions financières.

Du côté des assureurs, la croissance de la valeur ajoutée s'explique par des primes et cotisations dynamiques, ainsi que par l'absence de catastrophe naturelle ce qui compense les mauvaises performances du CAC pesant sur les rendements des placements des assureurs.

C.3.3. LE POUVOIR D'ACHAT DU RDB DES MÉNAGES SE RALENTIT LÉGÈREMENT

En 2018, le revenu disponible brut des ménages accélère (+ 2,8 % après + 2,2 %, cf. tableau C.17). Cette progression de + 2,8 % se décompose comme suit (cf. graphique C.5) :

- Les revenus nets d'activité y contribuent pour + 2,8 point.

Les salaires nets accélèrent (+ 4,9 % après + 3,0 %), en lien avec ceux versés par les sociétés non financières mais aussi du fait de la baisse des cotisations salariales. Le revenu mixte net des entrepreneurs individuels est également dynamique mais un peu moins qu'en 2017 (+ 1,3 % après + 1,7 %).

- Les revenus du patrimoine contribuent pour +0,8 point à l'évolution du RDB.

La baisse des taux d'intérêts améliore le solde via les intérêts versés et la baisse de la consommation intermédiaire de SIFIM par les ménages produisant un service de logement. Les dividendes reçus par les ménages sont en outre très dynamiques, dans un contexte fiscal favorable avec la mise en place du prélèvement forfaitaire unique

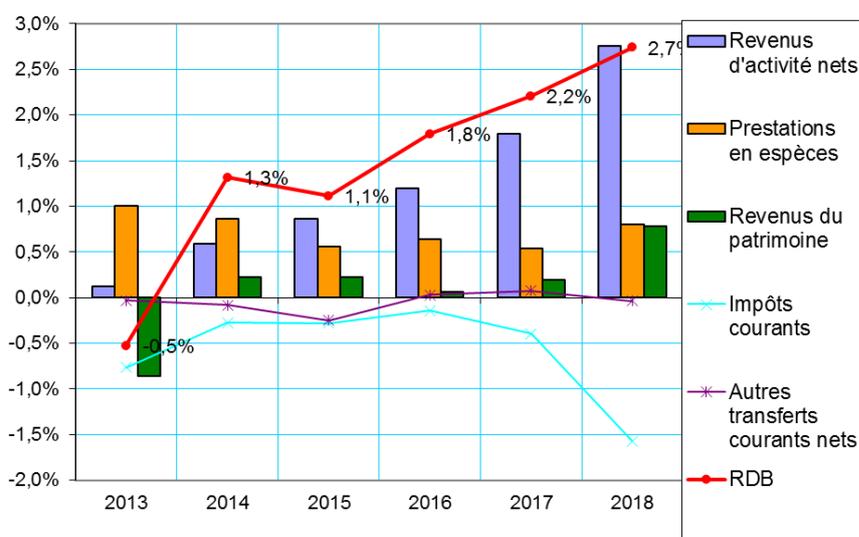
- Les impôts courants y contribuent pour - 1,6 point. En particulier, les impôts sur le revenu progressent de + 13,8 %, contre + 2,4 % en 2017 du fait de la hausse de la CSG dans le cadre de la bascule CSG-cotisations.

- Les prestations en espèces accélèrent (+ 2,3 % après + 1,5 %) et contribuent ainsi toujours à la hausse du RDB pour + 0,8 point. Ce dynamisme est principalement la conséquence d'une nette accélération des prestations vieillesse tandis que les prestations familiales sont stables et que la progression des dépenses d'assurance maladie est contenue.

Tableau C.17 : le compte des ménages

	2018 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2017SD	2018PROV	2017SD	2018PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Revenus d'activité nets (1)	893,0	23,7	37,5	2,8	4,4	4,6	4,4	-0,2	38,8	37,4	-1,4
Revenu mixte net	92,9	1,5	1,2	1,7	1,3	1,7	1,3	-0,5	1,6	1,2	-0,4
Revenu mixte brut	121,3	1,5	-0,3	1,3	-0,3	0,0	-0,3	-0,3	0,1	-0,4	-0,4
Cotisations des non salariés APU	26,3	0,0	-1,5	-0,1	-5,4	-5,3	-5,4	-0,1	-1,5	-1,5	0,0
Cotisations des non salariés hors APU	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salaires nets	800,2	22,1	36,3	3,0	4,7	4,9	4,7	-0,1	37,3	36,3	-1,0
Salaires bruts	918,4	27,0	25,5	3,1	2,9	3,0	2,9	-0,1	26,6	25,5	-1,0
Cotisations salariales APU	89,5	4,3	-11,4	4,4	-11,3	-11,3	-11,3	0,0	-11,4	-11,4	0,0
Cotisations salariales hors APU	28,8	0,6	0,7	2,3	2,3	2,5	2,3	-0,2	0,7	0,7	0,0
Revenus du patrimoine (2)	270,8	2,6	10,8	1,0	4,1	4,1	4,1	0,0	10,9	10,8	-0,1
EBE des ménages purs	188,8	4,5	4,5	2,5	2,5	1,8	2,5	0,6	3,4	4,5	1,1
Revenus de la propriété reçus	98,3	-2,0	5,9	-2,1	6,4	7,0	6,4	-0,7	7,1	5,9	-1,2
Intérêts reçus	14,3	-0,1	-0,4	-0,8	-2,9	1,9	-2,9	-4,8	0,3	-0,4	-0,8
Dividendes reçus	37,1	-0,7	7,3	-2,3	24,3	24,0	24,3	0,3	7,2	7,3	0,0
Autres revenus d'investissements	44,2	-1,0	-0,9	-2,2	-2,0	-1,3	-2,0	-0,7	-0,6	-0,9	-0,3
Revenus de la propriété versés	16,3	-0,1	-0,4	-0,5	-2,3	-2,3	-2,3	0,0	-0,5	-0,4	0,1
Intérêts versés	14,7	0,0	-0,4	-0,3	-2,5	-2,5	-2,5	0,1	-0,5	-0,4	0,1
Prestations sociales en espèces reçues (3)	504,9	7,3	11,2	1,5	2,3	2,1	2,3	0,2	10,2	11,2	1,0
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	248,3	5,3	21,7	2,4	9,6	9,8	9,6	-0,2	22,2	21,7	-0,5
Impôts sur le revenu	225,9	4,6	27,4	2,4	13,8	14,1	13,8	-0,3	27,9	27,4	-0,5
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	0,8	1,6	0,2					0,0	0,1	0,2	0,1
Revenu disponible brut	1 421,2	29,8	37,8	2,2	2,7	2,7	2,7	0,0	37,8	37,8	0,0
Dépense de consommation finale	1 219,8	26,1	28,3	2,2	2,4	2,5	2,3	-0,2	29,9	27,8	-2,1
Transferts sociaux en nature reçus	409,0	9,6	5,2	2,4	1,3	1,3	1,3	-0,1	5,4	5,1	-0,3
Transferts sociaux en nature marchands	142,0	3,6	1,6	2,7	1,1						
Transferts sociaux en nature non-marchands	267,1	5,9	3,6	2,3	1,4						
Consommation finale effective	1 628,8	35,7	33,4	2,3	2,1	2,2	2,1	-0,2	35,3	32,9	-2,4
Épargne brute	201,5	3,7	9,6	2,0	5,0	4,0	5,2	1,2	7,8	10,0	2,1
Formation brute de capital fixe	136,3	10,0	5,0	8,2	3,8	3,4	3,8	0,5	4,4	5,0	0,6
EI	10,0	0,2	0,3	2,0	2,7	3,1	2,7	-0,4	0,3	0,3	0,0
ménages purs	126,4	9,8	4,7	8,8	3,9	3,4	3,9	0,5	4,1	4,7	0,7
Capacité de financement (en Md€)	57,0	-7,9	4,4						-1,0	4,8	5,7

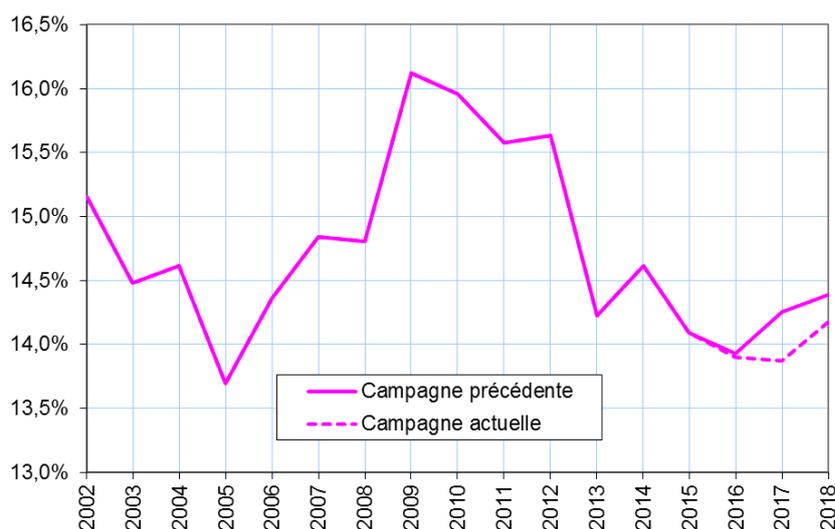
Graphique C.5 : Contributions à l'évolution du RDB des ménages



Par rapport aux premiers résultats du T1, l'évolution du RDB n'est pas revue. La révision à la baisse des revenus d'activité est compensée par la révision à la hausse des prestations sociales en espèce et la révision à la baisse des impôts sur le revenu et le patrimoine.

Alors que le RDB augmente de + 2,7 %, les dépenses de consommation des ménages s'accroissent de + 2,4 %. Il en résulte une hausse du taux d'épargne de + 0,3 point, après une stabilité en 2017. Les premiers résultats du T1 indiquaient déjà une tendance à la hausse du taux d'épargne, mais dans une moindre mesure (+ 0,2 point). Le taux d'épargne atteint ainsi 14,2 %.

Graphique C.6 : le taux d'épargne des ménages



Les transferts sociaux en nature, bien qu'en décélération, continuent d'augmenter en 2018 (+ 1,3 % après + 2,4 % en 2017). Les prestations en nature de santé sont dynamiques tandis que les financements de l'État sont contenus, notamment du fait de la baisse des aides personnalisées au logement.

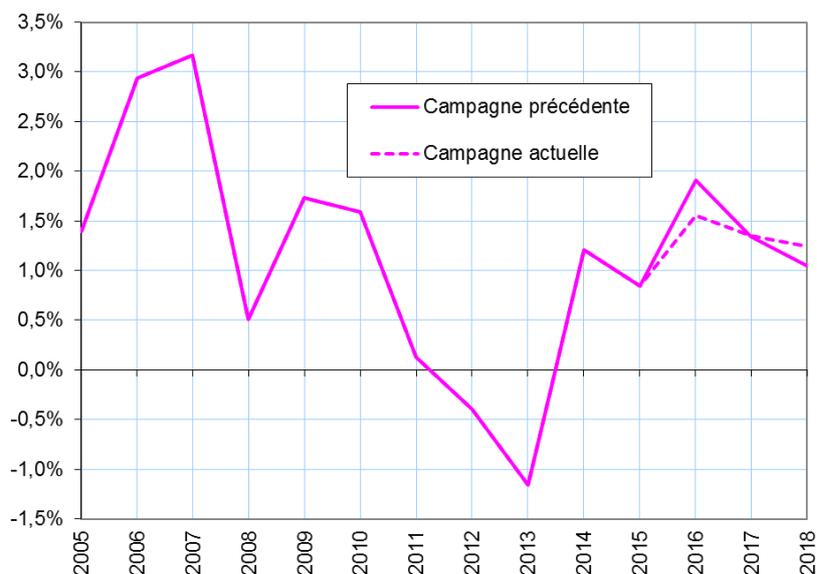
La FBCF des ménages est en hausse mais moins dynamique qu'en 2017 (+ 3,8 % contre + 8,2 % en 2017). Au total, le taux d'épargne financière augmente comme le taux d'épargne (+ 0,3 point) pour atteindre 4,0 %.

Tableau C.18 : les principaux ratios du compte des ménages

	2018 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2017SD	2018PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux d'épargne (En %)	14,2	0,0	0,3	0,2	0,3	0,2
Taux d'épargne financière (En %)	4,0	-0,7	0,2	-0,2	0,2	0,4
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,24	1,35	1,24	1,0	1,2	0,2
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,72	0,82	0,72	0,5	0,7	0,2

Par ailleurs, le déflateur de la consommation des ménages est en hausse (+ 1,5 %) de sorte que le pouvoir d'achat du RDB progresse de + 1,2 %. Par unité de consommation, le pouvoir d'achat évolue à rythme proche de celui de 2017 (+ 0,7 % après + 0,8 %).

Graphique C.8 : évolution du pouvoir d'achat du RDB des ménages



C.3.4 LE DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EST TRES PEU MODIFIÉ PAR RAPPORT À LA NOTIFICATION DE MARS, COMME LE RATIO DÉFICIT SUR PIB (-2,5 % DU PIB)

Exprimé en points de PIB, le déficit atteint 2,5 %, ce qui constitue une amélioration de 0,2 point par rapport à l'année 2017. La dette exprimée en points de PIB s'établit à 98,4% du PIB en 2018, comme à fin 2017.

Le taux de prélèvements obligatoires en points de PIB n'est pas revu par rapport à la notification de mars (il atteint 45,0%), de même que les taux de recettes et de dépenses qui s'établissent respectivement à 53,5 % et 56,0 %.

Tableau C.19 : ratios et soldes des administrations publiques

	2018 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2017SD	2018PROV	2017SD	2018PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	380,4	8,8	5,3	2,4	1,4	1,0	1,4	0,4	3,7	5,3	1,6
Rémunération des salariés	294,2	6,8	3,4	2,4	1,2	1,2	1,2	-0,1	3,5	3,4	-0,2
Excédent brut d'exploitation	78,9	1,8	1,4	2,3	1,8	-0,5	1,8	2,3	-0,4	1,4	1,8
Impôts production reçus nets de subventions	325,5	15,2	10,2	5,1	3,2	3,0	3,3	0,3	9,5	10,4	0,9
Solde des revenus de la propriété	-25,4	1,9	-0,6	-7,1	2,2	1,0	2,2	1,3	-0,3	-0,6	-0,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	312,7	14,3	18,4	5,1	6,2	6,2	6,2	0,0	18,4	18,4	0,0
Cotisations sociales reçues	424,7	12,1	-5,8	2,9	-1,4	-1,3	-1,4	0,0	-5,8	-5,8	-0,1
Prestations sociales en espèces versées	458,4	6,5	9,1	1,5	2,0	2,0	2,0	0,0	9,1	9,1	-0,1
Transfert courants nets reçus	-65,9	0,2	-6,3	-0,4	10,7	10,5	10,7	0,2	-6,3	-6,3	-0,1
Revenu disponible brut	592,0	39,0	8,2	7,2	1,4	1,0	1,4	0,4	6,0	8,3	2,3
Consommation finale individuelle	360,3	8,5	4,5	2,4	1,3	1,1	1,2	0,1	3,9	4,4	0,4
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	142,0	3,6	1,6	2,7	1,1						
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	218,3	4,8	2,9	2,3	1,3						
Consommation finale collective	190,6	4,9	2,8	2,7	1,5	1,3	1,5	0,2	2,5	2,8	0,4
Épargne brute (Md€)	41,1	25,7	0,9						-0,4	1,1	1,5
Formation brute de capital fixe	79,9	2,2	4,2	2,2	4,2	3,3	4,2	0,9	3,3	4,2	0,9
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-59,5	15,5	4,1						4,2	4,4	0,2
Administrations publiques centrales (Md€)	-72,6	9,5	-2,1								
Administrations publiques locales (Md€)	2,3	-1,4	0,7								
Administrations de sécurité sociale (Md€)	10,8	7,5	5,5								

C.3.5. LE BESOIN DE FINANCEMENT DE LA NATION S'ACCROÎT

Par rapport à 2017, le solde des échanges extérieurs s'améliore (+ 6,1 Md€, pour s'établir à - 18,2 Md€). Il est légèrement amélioré par rapport aux premiers résultats du T1 du fait de la prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la BdP. (+ 1,6 Md€ en données CJO, cf. tableau C.20), du fait notamment d'une révision à la baisse des importations (- 2,0 Md€).

Le solde des opérations de répartition est plus dégradé en 2018 qu'en 2017, de 6,0 Md€, et atteint +5,8 Md€. Cette dégradation résulte d'une légère dégradation du solde des revenus de la propriété (-1,2 Md€ principalement du fait d'une amélioration du solde des prélèvements sur revenus des quasi-sociétés), mais surtout du redressement de la contribution de la France au budget européen, contrecoup notamment de faibles versements en 2017.

Au total, le besoin de financement de la nation atteint - 12,4 Md€ en données brutes (soit - 0,5% de PIB, comme en 2017). Ce résultat est très proche des premiers résultats du T1.

Tableau C.20 : le compte du reste du monde (vision secteurs résidents)

	2018 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2017SD	2018PROV	2017SD	2018PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-18,2	-10,8	6,1						4,7	6,2	1,6
Exportations	737,4	31,6	30,1	4,7	4,3	4,3	4,2	-0,1	30,4	30,0	-0,4
Exportations de biens (FAB)	517,4	27,5	21,1	5,9	4,3	4,4	4,1	-0,3	21,6	20,4	-1,3
Importations	755,6	42,3	24,0	6,1	3,3	3,5	3,2	-0,3	25,7	23,8	-2,0
Importations de biens (FAB)	556,3	39,7	23,2	8,0	4,3	4,6	4,2	-0,3	24,2	22,3	-1,9
Solde des opérations de répartition (Md€)	6,0	11,5	-5,7						-7,0	-5,5	1,5
Rémunérations des salariés (Md€)	20,1	0,3	0,1						0,1	0,1	0,0
Subventions nettes d'impôts (Md€)	3,3	-0,6	-0,8						-0,3	-0,5	-0,1
Revenus de la propriété (Md€)	29,6	7,6	-1,0						0,3	-1,0	-1,3
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-9,4	0,0	0,1						-0,2	0,1	0,4
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-38,9	3,9	-5,1						-6,3	-5,1	1,3
Transferts en capital (Md€)	1,5	0,2	1,1						0,0	1,1	1,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-12,2	0,7	0,4						-2,4	0,7	3,1
En % du PIB (évolution en points)	-0,5			0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1			0,0

Graphique C.9 : Évolution du besoin de financement de la nation (% du PIB)

